la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

NI DIEU NI CÉSAR

Une défense syndicale de l'enseignement laïque

par Roger Hagnauer

Lénine et le stalinisme

par Raymond Potsgate

Le coup d'Etat se prépare

LA RÉACTION AU VILLAGE

par A.-V. Jacquet

APRÈS LE CONGRÈS DE MILAN

A la recherche d'une action syndicale internationale

par G. Walusinski

20e année. — No 354. — Nouvelle série no 53. SEPTEMBRE 1951. — Prix : 50 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .. .. 280 fr.
Un an .. .. 500 fr.

EXTERIEUR

Six mois .. .. 375 fr.
Un an .. .. 625 fr.

Le numéro : 50 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2°)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 53 - Septembre 1951

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Une défense syndicaliste de l'enseignement laïque

Les quelques lignes que nous avons consacrées à la question laïque dans notre article : « La classe contre les cohues » (*R.P.* de juillet 1951) n'avaient pas pour objet de combattre la position du Syndicat national des Instituteurs et de la Ligue de l'Enseignement. Simplement d'éviter que la confusion politique ne dénaturât une action que nous voudrions maintenir sur notre terrain de classe et lier à la fois à la défense de la profession et de l'école et à la bataille ouvrière. Que les staliniens aient tenté de prolonger en France l'expérience italienne du parti de Nenni... que les libéraux conservateurs souhaitent « dévoyer » le christianisme social — que la rupture entre M.R.P. et parti socialiste soit le résultat de ces tiraillements, ce sont là des jeux politiques que nous observons sans émotion. Notre méfiance s'éveille lorsqu'on y mêle la défense laïque et le syndicalisme universitaire.

Lors de la première réunion des états généraux de la France laïque, nous avons posé le problème sous le titre évidemment symbolique : « *Ni Dieu ni César* » (cf. *R.P.* de juillet 1948). C'était rappeler l'origine historique du débat. Les adversaires de l'Ecole laïque s'affirment en faveur de la liberté de l'Enseignement, alors que la seule force qui en profite supprime dans ses écoles toute possibilité de choix — donc toute liberté — pour les enfants et pour les maîtres. Et certains partisans fougueux de l'Ecole laïque tendent vers un Etat totalitaire où tout enseignement (comme toute pensée) est soumis à un dogme absolu, où l'on reniera par voie de conséquence l'essentiel de l'esprit laïque. Un dilemme fort simple en ses termes exprime donc l'éternel conflit entre l'Eglise et l'Etat. Ce qui varie simplement avec les temps, ce sont les caractères et les tendances de l'Eglise et de l'Etat.

L'ANTICLERICALISME REPUBLICAIN

L'anticléricalisme, c'est-à-dire la lutte contre l'Eglise catholique, l'Eglise officielle, orienta le parti républicain, lorsque « *la République était si belle* », c'est-à-dire sous l'Empire. M. Adrien Dansette, dans son ouvrage — fort honnête — « *Histoire religieuse de la France contemporaine* » rappelle que la thèse de Proudhon sur l'opposition entre la religion et la justice (*de la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*) se retrouve dans les derniers ouvrages de Michelet tirant la leçon de l'échec de 1848 par une évocation éloquente « *du couvent près de la caserne, ces monuments jumeaux qui couronnent aujourd'hui les hauteurs des grandes villes et proclament la coalition* » (préface de *l'Histoire de la Révolution française*).

Sans doute chez ces grands bonshommes, le facteur moral est-il déterminant — comme le facteur scientifique chez d'autres également grands. Il est de bon ton aujourd'hui de railler la croyance au « progrès infini » qui animait nos grands-pères. On oublie simplement qu'elle se justifiait par un bond prodigieux des sciences naturelles, techniques, historiques. Ce « scientisme » menait logiquement à la négation des « vérités » révélées.

Berthelot, dès sa jeunesse, proclamait « *que le christianisme est mort et bien mort et qu'on n'en saurait plus rien faire qui vaille* ». Et l'on retrouverait, sinon les mêmes formules brutales, au moins la même tendance chez Renan, même chez Taine. Le positivisme d'Auguste Comte, malgré l'admiration de son fondateur pour l'ordre catholique, malgré le culte auquel il a abouti, a fixé l'évolution de l'humanité de l'état théologique à l'état métaphysique, puis à l'état actuel « positif » et ainsi déterminé la lutte contre l'Eglise, l'effort pour la libre pensée du plus illustre disciple : Littré qui a fortement influencé la jeune génération républicaine.

Ces tendances cependant n'auraient pas été déterminantes si, en fin de compte, le combat n'avait pas eu un caractère nettement politique. Schématiquement, on peut dire que sous l'ancien régime, l'église gallicane — constituant le premier « ordre » du royaume — avait triomphé en France de l'ultramontanisme soumis directement au pouvoir spirituel et temporel du pape. Mais la Révolution française avait détruit l'ordre, dissocié l'Eglise gallicane, et le Concordat napoléonien, réduisant les évêques au rôle de fonctionnaires de l'Empire, parachevait l'œuvre révolutionnaire. La France catholique est alors ultramontaine dans sa majorité. Nationalement, internationalement, Rome représente « l'ancien régime avec tout ce que cela implique : les congrégations échappant à l'autorité de l'Etat, le maintien des privilèges temporels, l'entretien de la « clientèle populaire », le soutien de la vieille aristocratie foncière, l'opposition aux « nations » modernes (en particulier à la royauté italienne), la lutte contre « l'industrialisme », le mépris de la science, la haine de la démocratie.

Les catholiques libéraux (dont Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans fut le porte-parole jusqu'à sa mort en 1878) s'efforcèrent sans doute de réagir, en tentant des rapprochements avec la grande bourgeoisie orléaniste. Ils ne brisèrent pas un courant dont le point culminant fut peut-être la reconnaissance de l'infaillibilité pontificale par le Concile de 1870, à la veille de l'entrée à Rome des troupes de la maison de Savoie.

Par un mouvement naturel que l'intérêt politique explique bien mieux que la conviction religieuse, les libéraux et les républicains s'orientent vers le protestantisme. On a souvent constaté que les principaux fondateurs de l'Ecole laïque : Jules Ferry, Ferdinand Buisson, Félix Pécaut, Steeg, adhéraient ou s'apparentaient à l'Eglise protestante. Mais ce que l'on oublie de signaler, c'est que ce ne fut pas l'effet d'une rencontre spontanée, mais d'un choix délibéré et volontaire. Dès les dernières années de l'Empire, Edgar Quinet appelle l'alliance de « *toutes les religions hostiles au catholicisme* ».

George Sand fait baptiser ses enfants par un pasteur. Taine et Renan élèvent les leurs dans le protestantisme vers lequel tendent plus ou moins nettement Eugène Pelletan, Henri Martin, Jules

Favre, le philosophe Renouvier. C'est un protestant, Nefftzer qui fonde en 1861 *le Temps*, « la bourgeoisie faite journal », selon le mot de Jules Guesde.

La même époque voit la transformation de la franc-maçonnerie qui « démocratisée », libérée du culte déiste du Grand Architecte, utilisée explicitement par Gambetta dans le grand combat contre le cléricalisme, fournira à la IIIe République des cadres définitivement installés, à l'aube du XXe siècle, après la crise de l'affaire Dreyfus.

Il fallait vaincre l'Eglise romaine pour assurer la victoire de la bourgeoisie républicaine. Et l'adhésion au protestantisme, si elle était motivée chez quelques-uns des plus désintéressés par l'esprit de libre examen et la crainte de la hiérarchie ecclésiastique, exprimait surtout chez les politiques leur souci d'assurer par une discipline religieuse soumise au pouvoir national le renforcement de l'Etat centralisé.

Veut-on une preuve décisive de ce caractère « d'utilitarisme politique » de l'anticléricalisme des fondateurs de la IIIe République ? La Commune nous la fournit, par un vivant contraste. Dès les premiers jours de son installation, en avril 1871, elle supprima le budget des cultes et décida la séparation de l'Eglise et de l'Etat... tout en respectant (mieux que les ancêtres de 93) la pleine liberté religieuse. Il fallut plus de 30 ans, à la IIIe République pour réaliser l'héritage de la Commune vaincue et la démonstration expérimentale de l'hostilité irréductible des grands ordres religieux à tout progrès démocratique.

Ce que voulaient les grands pionniers de la laïcité républicaine, comme les Constituants de 1790 et Napoléon, c'est une Eglise d'Etat, protestante si possible, catholique à la rigueur. Mais appartenant — comme les catholiques libéraux — à la nouvelle aristocratie (grande bourgeoisie, haute administration, université supérieure), ils étaient trop avisés pour ne pas sentir le danger d'une clientèle permanente de l'Eglise ultramontaine. Rester populaire, par les bonnes œuvres, — soutenir et perpétuer la misère par la charité, — ériger en institution sainte « *l'éminente dignité des pauvres* », c'est là ce qui marque, à travers l'histoire, la tendance de l'Eglise traditionnelle. Populaire et réactionnaire... ce n'est là qu'une contradiction apparente.

Un grand homme d'Etat bourgeois comme Jules Ferry était capable de s'élever au-dessus des sordides contingences électorales. Par les lois laïques, il entendait bien transformer en loyaux citoyens de l'Etat les fidèles clients de l'Eglise. En fin de compte, toujours le même dilemme : « Dieu ou César ! ». Nous ne sommes d'aucun des deux partis. On peut simplement choisir le moindre mal ? Est-ce toujours le parti de César ? Non certes, lorsque les adversaires de l'Eglise romaine s'appellent Charles Maurras, Hitler, Marcel Déat... ou Staline. Mais le débat se pose-t-il toujours dans les mêmes termes ? Et notre choix reste-t-il purement négatif ?

L'ECHEC DE LA RELIGION D'ETAT

Il s'agit de l'Enseignement, cependant. Le choix entre l'Eglise et l'Etat, entre l'enseignement dit libre et l'enseignement laïque, se définit-il par une orientation morale et philosophique ? En d'autres termes, l'Etat a-t-il opposé une doctrine à celle de l'Eglise ? Que les fondateurs de l'Ecole laïque l'aient voulu, voilà qui n'est guère contestable. Le patriotisme élevé à la hauteur d'un dogme, le nationalisme jacobin, le chauvinisme, ce sont là des idéaux nés de la Révolution française, mais qui n'avaient guère (quoi que l'on dise !) pénétré profondément dans les classes populaires. Il fallut la défaite républicaine de 1848, la défaite nationale de 1871, la volonté de vaincre l'Eglise dans les masures des campagnes et les taudis des villes, et de prévenir les progrès de l'internationalisme ouvrier (déjà vivant sous la Commune) pour que l'on instituât le nouveau culte, avec ses impératifs dogmatiques, ses cérémonies rituelles, sa mythologie et ses légendes (Mathiez observait que l'apologie de Danton que les historiens honnêtes n'avaient pas tentée devint un article de foi, lorsqu'il fallut ajouter un orateur populaire à la galerie des héros). Seulement le succès resta bien en deçà des espoirs. La ridicule fin de l'aventure boulangiste avait déjà compromis le nationalisme ; les infamies de l'état-major sous l'affaire Dreyfus discréditèrent l'armée. Au seuil du XXe siècle, la petite bourgeoisie radicale oscillait entre le jacobinisme de Clemenceau, l'anticléricalisme de Combes, le pacifisme financier de Caillaux, cependant que la classe ouvrière subissait l'influence de Jaurès ou de la C.G.T. de 1906. Impossible dans ces conditions d'entretenir un culte populaire autour de l'idée de Patrie. Et le mouvement d'Action Française liait le nationalisme aux forces de réaction.

Mais l'échec dans l'enseignement s'inscrit à l'actif des instituteurs primaires qui, sincèrement démocrates dans leur majorité, acceptaient mal de servir comme simples agents de l'Etat ou comme desservants du nouveau culte. On ne peut d'ailleurs mépriser le rôle suffisamment efficace des pionniers du syndicalisme universitaire.

Inutile d'insister sur les tendances dominantes dans le syndicat national des Instituteurs, pendant l'entre-deux-guerres. On ne devrait jamais oublier que certains ont jugé les enseignants responsables de la défaite — que même après la Libération on a voulu renier, sous l'inspiration stalinienne, le pacifisme triomphant dans le Syndicat en 1939.

TENTATIVES D'UNITE PAR LE DEVOIR « NATIONAL »

Mais la défaite de 1940, comme celle de 1871, devait réveiller les mythes périmés. Une société d'éditions d'inspiration catholique dirigée par Daniel-Rops publia en 1944 (avant la Libération) une œuvre conçue et écrite dans un camp de prisonniers, par P. Henri-Simon, avec comme titre : *La France à la recherche d'une conscience*. Titre qui révèle l'intention et le but. La France vaincue, parce qu'elle ne connaissait pas l'unité spirituelle, parce que DEUX Ecoles se partageaient l'enfance. L'auteur s'efforce d'être équitable. Il dégage les instituteurs de la responsabilité de la défaite. Il ne se gêne pas pour constater que l'école confessionnelle de l'Ouest apparaissait comme celle du châtelain contraignant ses métayers. Il rejette toute éducation à caractère totalitaire. Ce catholique doit donc probablement nager dans les eaux des démocrates-chrétiens. Aussi ses observations essentielles valent-elles d'être relevées. Ce qu'il reproche essentiellement à l'enseignement primaire, c'est de ne pas être vraiment « national », quoiqu'il « *continue une des grandes lignes de notre culture nationale : celle où l'on rencontre les bourgeois positivistes du moyen âge, les humanistes laïques de la Renaissance, les libertins au XVIIe siècle, les rationnaires et les encyclopédistes au XVIIIe, les romantiques idéalistes et cosmopolites de la monarchie de Juillet, enfin les grands bourgeois libres penseurs qui fondèrent la République* », toutes ces traditions couronnées par la « *mystique socialiste* ». Les « dogmes » enseignés à l'Ecole laïque répondaient bien aux convictions d'une large famille intellectuelle française, mais c'était bien

une doctrine « particulière, située en dehors du consentement unanime des Français ».

L'auteur critique les instructions ministérielles de 1887 à la fois trop simples et trop abstraites, et surtout celles de 1938 (qu'il ne serait pas mauvais de relire aujourd'hui, car elles honorent leur signataire Jean Zay et leurs inspirateurs).

La morale définie par celles-ci lui paraît plus que saine, élevée. Mais elle n'est axée « *ni sur le développement du caractère, ni sur l'acquisition des vertus viriles, ni sur la conscience du fait national et des devoirs civils et militaires qui en découlent immédiatement pour l'individu* ». Les maîtres, eux, des traditions de gauche ne retenaient que « *la tendance humanitaire et non la tendance jacobine* ». Ils n'exaltaient pas la souveraineté de l'individu, mais « *inséraient le sens du collectif sur d'autres sociétés que la société nationale : sur le milieu social (classe), sur les associations économiques (coopératives, syndicats) et sur la grande cité humaine sans frontières et sans nom* ».

Justifiant l'enseignement libre, l'auteur ne nie pas que les disciplines intellectuelles indispensables et les règles de morale élémentaire et humaine peuvent être acquises dans un climat de neutralité absolue. Mais justement « *cette neutralité pleinement loyale a aux yeux du père chrétien et du prêtre cet inconvénient majeur de ne point favoriser la première expérience religieuse, souvent si décisive, l'ondée fertilisante de la grâce sur une âme printanière* ». Il dit encore que pour « *le mystère de la vie intérieure, l'ouverture à la grâce, tout a une importance, ce qui forme l'intelligence, mais aussi ce qui touche l'imagination et le cœur ; les emblèmes sous lesquels travaille l'écolier, la prière qui commence la leçon, l'encens et les fleurs, les cantiques et les reposoirs, et toute la poésie du culte qui l'enveloppe : autant de moyens pour animer cette jeune âme dans le Christ* ».

La pensée de l'auteur se résume en deux formules claires : « *Il n'est pas d'éducation qui ne suppose à la base un choix métaphysique* ». Et s'il défend la liberté de l'enseignement, c'est par opposition à un système qui prétendrait lui « *imposer un certain type d'éducation pour ses enfants ou l'empêcher de les conduire à ce qu'il estime la vérité souveraine par les chemins qu'il juge en conscience les plus sûrs* ».

Qu'il approuve ailleurs le « climat nouveau » (il le dit en 1942) créé par les instructions de M. Carcopino, alors ministre de Vichy — qu'il propose une sorte de fusion morale des deux enseignements pour « *refaire la nation française dans sa puissance* » — qu'il rêve d'un système harmonieux où, dans chaque commune, la majorité des pères de famille orienterait les tendances de l'école et le choix du maître — nous ne nous attarderons pas sur des propos qui alimentent la polémique.

Nous ne voulons discuter ici que les propositions majeures et y trouver confirmation de nos thèses essentielles.

L'éducation supposerait un choix métaphysique ? C'est justement ce que nous nions. Nous prétendons même qu'il n'y a pas d'éducation possible, lorsque le choix métaphysique s'impose préalablement au maître et à l'enfant, exactement comme il serait absurde pour un médecin de décider du diagnostic et de la cure avant l'observation du malade. Dans les deux cas, c'est débuter par la conclusion.

A la vérité, c'est toujours la même confusion entre la formation et le développement de l'être et l'acquisition de connaissances — alors que celle-ci à l'âge élémentaire devrait se limiter aux automatismes indispensables. Sans doute est-ce là un mal généralisé. De jeunes philosophes ne reprochent-ils pas à Alain d'apprendre à penser, au lieu d'apporter un nouveau système ? Mais on admet — au moins formellement — le libre choix par le libre examen dans les lycées et facultés. L'instituteur est voué à la diffusion de certitudes dans tous les domaines, particulièrement en matière historique et sur le plan moral. Nous ne répéterons pas ce que nous avons dit, quant à l'Ecole active que nous considérons comme la seule formule syndicaliste. L'enfant doit agir pour apprendre, comprendre, réaliser toutes les promesses qu'il porte en lui. Agir individuellement, sans doute, mais aussi par une collectivité où il s'insère spontanément, qui construit ses propres lois, réalise sa propre morale, et même imagine sa propre poésie de l'évasion. Comme il doit s'initier à l'histoire par une libre exploration et reconstitution du passé. Tout cela n'est plus du domaine de l'utopie et se justifie par de vivantes expériences, beaucoup plus nombreuses qu'on ne le croit.

Mais nous rejetons délibérément l'autorité du père de famille, en matière d'éducation. Inouï de trouver sous la plume d'un homme cultivé et intelligent cette prétention d'imposer à ses enfants une vérité souveraine, et de juger aussi souverainement des moyens pour y aboutir. C'est toujours la loi romaine : le père de famille, prêtre et juge, maître absolu de sa femme et de ses enfants. Sans doute la loi et l'opinion publique interviennent-elles aujourd'hui pour réprimer certains abus criminels. Mais il faut s'être consacré quelque peu à la réadaptation des enfants victimes des choses et des hommes, pour apprécier l'odieuse dérision de ces droits du père, ou de la mère de famille. Il suffit à une femme, ayant négligé ou abandonné ses enfants, de réclamer pour ceux-ci une « instruction religieuse » pour qu'on lui obéisse, même lorsqu'elle s'est perdue, depuis de longues années, dans la nature. Il suffit à un ivrogne de décider « un samedi soir » que son fils ne continuera pas son apprentissage, pour qu'une vocation soit brisée. On pourrait citer des milliers de cas douloureux, souvent tragiques. Qu'il nous suffise d'indiquer ici que même dans les familles normales, l'autorité souveraine du père — qu'elle soit tyrannique ou tendre — n'est qu'un vestige d'époque révolue, contraire, en son principe même, à toute éducation libérale.

Il nous plaît de constater que ces idées demeurent vivantes dans le syndicat des Instituteurs. Elles ont été exprimées, en termes excellents, par Clément Durand, au dernier congrès du syndicat (Saint-Malo, juillet 1951) :

« Le caractère commun de ces deux politiques scolaires est de faire apparemment une part large à la famille en lui laissant le soin de choisir telle ou telle forme d'éducation. Mais le système va à l'encontre de l'évolution générale des sociétés modernes, où l'étendue des droits du père de famille ne cesse de diminuer. Nous refusons de penser que le père a sur ses enfants un droit exclusif de propriété. Au reste l'enfant n'est pas plus la propriété de l'Etat. Qu'il s'agisse des parents ou de l'Etat, leur devoir se borne à donner à l'enfant une formation qui lui permette de choisir plus tard. »

Voilà qui éclaire le présent, après ce rappel du passé.

Certes la fondation de l'Ecole laïque a bien été une des étapes les plus importantes de la lutte contre l'Eglise et l'Etat. Mais il n'a pas été possible d'instituer une religion d'Etat, d'imposer une doctrine d'Etat. Et malgré d'inquiétantes incartades, le syndicalisme universitaire reste fidèle à ses origines. C'est-à-dire qu'il veut maintenir l'Ecole laïque dans ce climat de liberté où le droit de l'enfant (supérieur à tous les autres) est respecté, qui laisse au maître la possibilité de perfectionner ses techniques et ses méthodes, de prendre des initiatives dont l'audace est amortie par la réac-

tion de l'opinion publique. Il serait facile de souligner les faiblesses, les insuffisances, la pauvreté matérielle, d'un enseignement encore gêné par des règlements archaïques et des charges anormales. C'est tout de même là qu'en France, une éducation active peut le plus facilement se réaliser. Surtout, cela dépend de nous — de chacun de nous individuellement et de notre force collective. Le bon maitre, attaché au terroir, reste le meilleur propagandiste de la laïcité (1).

En face, une Ecole qui n'est libre que par antiphrase, où l'âme est engagée avant d'avoir pris conscience d'elle-même, où l'enfant se meut dans un système d'où il ne s'arrachera que par la révolte (s'il en est capable).

L'hésitation n'est guère permise à un syndicaliste ouvrier. La défense de l'Ecole laïque reste un des aspects de son action quotidienne.

L'ASPECT ACTUEL DU PROBLEME

Ces considérations nous éloignent-elles de l'actualité ? Les législateurs ne vont-ils pas accorder à l'Enseignement libre l'aide financière réclamée par la majorité de l'Assemblée nationale ? Il faut vraiment que l'appel soit pressant, pour que le M.R.P. se résigne à une rupture de ses alliances qui ont souvent assuré sa survie parlementaire. Il faut que la situation financière des Ecoles libres soit alarmante pour que l'on s'adresse à l'Etat, c'est-à-dire à la puissance qui ne subventionne jamais sans contrôle, et alors que l'on sait que les deux administrations capables du contrôle : les Finances et l'Education nationale peuvent être oppressives, l'une par vocation, l'autre par hostilité foncière.

Le Monde du 8 août 1951 a publié deux cartes sur la répartition de la population scolaire qui confirment en partie les précisions apportées dans notre article de juillet 1948.

Le problème n'est pas le même dans le premier degré et dans le deuxième degré.

Pour le primaire, les effectifs de l'école libre dépassent 50 % de la population scolaire dans le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine, le Maine-et-Loire, la Vendée. Elle atteint de 30 à 50 % dans le Finistère, les Côtes-du-Nord, la Mayenne, la Loire-Inférieure, la Haute-Loire, l'Aveyron, l'Ardèche, la Lozère.

Dans la majorité des autres départements, elle n'atteint pas 15 %.

Ce sont justement — constate le *Monde* — les régions où l'influence de l'Eglise est dominante, où le M.R.P., les indépendants et les paysans ont obtenu le plus de succès électoraux. Ce sont celles où — ajouterons-nous — l'Eglise a mené une politique de constructions scolaires intense, où les « paysans pauvres dominent », où l'Etat n'a pas engagé une politique de réalisations scolaires conforme à la loi sur l'obligation, où les tendances économiques et sociales restent réactionnaires, au sens plein du terme.

Aucune équivoque possible. *Subventionner ces écoles « libres », c'est subventionner l'Eglise,* c'est aussi renforcer un système d'exploitation condamné par l'évolution. Position contraire à la loi de Séparation. L'Etat ne peut intervenir que dans le respect de l'une de ses bases fondamentales — *c'est-à-dire qu'il doit exclure les exercices purement religieux du programme scolaire d'un établissement qu'il subventionne et contrôle.* C'est sur cette double base : nécessité pour l'Etat d'assurer pleinement l'obligation scolaire dans ses propres établissements — nécessité de contrôler *efficacement* ce que l'on subventionne — qu'il faudrait mener le combat, si l'on subissait une première défaite parlementaire, quant au principe.

Car l'argument de la liberté, du droit pour les contribuables de disposer sur ce terrain des crédits de l'Etat tourne à la dérision. Libre choix de l'éducateur par les familles, comme libre choix du médecin par l'assuré social. Mais la qualité de médecin dépend de titres accordés par l'Etat — et la Sécurité sociale ne dispose pas d'un corps de médecins soumis à sa seule autorité.

Les éléments changent dans le deuxième degré. Ici la population scolaire des établissements libres et privés atteint 42 % de l'ensemble (au lieu de 17 % dans le premier degré). Sans doute les régions les plus « noires » comptent-elles naturellement le plus important contingent de collèges libres. Mais ici le rapport dépasse 50 % dans des départements à forte densité urbaine, comme le Nord, la Seine-et-Oise, le Rhône. Dans tous les départements (sauf un, les Hautes-Alpes), il dépasse 15 %. Dans 16 départements seulement, il n'atteint pas 30 %.

C'est que dans le deuxième degré, il n'y a pas seulement dualité. Sans doute la fameuse loi Falloux a-t-elle favorisé le développement d'un enseignement secondaire catholique, de qualité fort variable. Mais la gratuité de l'enseignement secondaire officiel a certainement provoqué l'afflux vers des établissements privés de jeunes gens qui ne trouvent pas place dans les lycées et collèges publics. Ce n'est plus ici la laïcité seule qu'il s'agit de défendre, en combattant les subventions. C'est le principe même de la sélection. L'alternative se pose en termes rigoureux. Ou les candidats refusés sont capables de bénéficier de l'enseignement du deuxième degré, et l'Etat doit pourvoir, par des constructions suffisantes, à leur instruction. Ou ils en sont incapables, et la puissance qui les a exclus se discréditerait en leur accordant indirectement un enseignement au rabais.

On nous offenserait en pensant que c'est là pour nous le seul aspect de la question. Nous ne sommes pas partisans d'un système qui fixe à 11 ou 12 ans l'orientation définitive des enfants. Partisans d'un prolongement de l'obligation scolaire, nous souhaitons qu'on en fixe les voies et les moyens, avant l'intervention de la loi. Sur le plan ouvrier, le problème se confond avec celui de la formation professionnelle et de l'apprentissage. La commission confédérale de réforme de l'enseignement constituée au sein de F.O. a longuement débattu sur ce sujet et a abouti à des conclusions qui peuvent au moins servir de base de discussion.

POSITION DU SYNDICALISME CHRETIEN

Tous ces éclaircissements n'apporteront probablement rien de nouveau aux militants de la défense laïque. Nous ne prétendons pas à l'originalité. Ce qui nous importe, c'est de fixer le caractère exclusivement syndicaliste de la bataille, afin d'éviter une confusion dont les politiciens profiteront et *de convaincre nos amis des syndicats ouvriers de l'urgence d'une participation directe et active à cette bataille.*

Mais parce que les « objectifs de classe » res-

---

(1) Rollo — qui mourut dans un camp de déportation — illustre admirablement par son exemple propre l'efficacité de cette défense laïque.

Lorsqu'il arriva en 1919 dans un petit village du Morbihan l'hostilité de la population était telle qu'il ne pouvait obtenir du lait pour sa fille, encore toute petite. Nommé à Auray en 1932, il me disait un jour qu'il n'osait plus retourner dans ce village : « Ainsi les gens n'avaient pas désarmé — Au contraire, mais ne prenant qu'un repas par jour, je risque de mécontenter la majorité des familles, car je suis invité partout. » Qui connaissait sa simplicité peut imaginer qu'il énonçait cela comme un fait banal. Quelle récompense, pourtant ! Que notre camarade Renée Rollo accepte cet hommage à celui dont elle porte le deuil, au grand militant que nous avons perdu.

tent essentiels pour nous, nous n'acceptons pas de confusion entre l'Eglise-institution et ses salariés ou ses fidèles.

Deux observations préalables s'imposent à tout observateur de bonne foi.

Nous avons rappelé le rôle à la fois populaire et réactionnaire de l'Eglise traditionnelle, qui veut consolider la pauvreté par la charité. Cette tendance n'a pas disparu, au contraire. Mais elle s'oppose dans son principe même à celle du syndicalisme chrétien. Celui-ci se fonde sur une aberration, il considère l'exploitation capitaliste comme une atteinte à la morale chrétienne, à la dignité de l'homme. Ce qui reste une grave erreur historique que les marxistes ne sont pas seuls à condamner. Mais cette base de départ l'oppose déjà aux « bonnes œuvres » pour qui l'humilité est la voie de la rédemption ; et dans son action, il en appelle — volontairement ou non — à l'esprit de revendication, donc de révolte, ce qui détruit l'idée même de la charité. Nous ne proposons pas pour cela l'alliance organique avec la C.F.T.C. qui épaule souvent l'agitation stalinienne. Mais en son sein, une minorité s'exprime librement. Cette différence essentielle avec la C.G.T. justifie des contacts avec certaines organisations ou certains éléments du syndicalisme chrétien.

Ce qui doit attirer notre attention, c'est la position prise sur la question de l'Enseignement par deux Fédérations de la C.F.T.C.

D'abord la *Fédération des syndicats chrétiens de l'Enseignement libre*. Celle-ci sans doute en appelle à l'Etat qui « *ne peut ignorer les maîtres auxquels sont confiés 50 % des élèves du second degré et 25 % de ceux du premier degré* ». Ce qu'elle demande, ce ne sont pas des subventions accordées aux institutions et établissements, mais une « *participation de l'Etat à la rémunération des services des maîtres de l'Enseignement libre* ». Inutile d'insister sur les dangers déjà signalés d'une telle proposition. L'essentiel n'est pas là. Car, pour être implicite et discrète, l'opposition avec l'enseignement « diocésain », donc avec l'Eglise elle-même, est lourde de conséquences. Ce n'est pas à celle-ci que l'on s'adresse, c'est à l'Etat. Et l'on reconnaît *explicitement* à l'autorité publique, non seulement le droit de contrôle, mais le pouvoir de déterminer *la qualification professionnelle* des maîtres. On réclame un *statut* de l'Enseignement libre. Or ce sont là des formules qui rappellent celles des syndicats de l'Enseignement privé qui adhéraient à la C.G.T., puis à la C.G.T.U., qui même fusionnèrent en 1927 (sur la proposition de Bouët) avec les syndicats unitaires de l'Enseignement.

D'autre part, il existe un syndicat général de l'Education Nationale adhérant à la C.F.T.C. Il appartient à la minorité de gauche de celle-ci. Dans la Seine, il a pris numériquement la place de la vieille association jaune. Mais l'esprit de ses animateurs diffère essentiellement de celui des vieux dirigeants de celle-ci. Et l'un d'entre eux, qui fut notre compagnon dans notre mission aux U.S.A., tenait un langage qui ne l'aurait pas classé parmi les plus timorés des militants de notre syndicat national.

Cette organisation a pris position sur le problème de l'enseignement libre. Elle réclame du ministère de l'Education nationale, « *qu'il assume en premier lieu l'équipement scolaire de l'école publique pour répondre aux demandes des familles et satisfaire à un devoir constitutionnel* ». Elle se prononce pour « *l'intégration des écoles privées dans l'enseignement public par une formule qui devrait à la fois respecter l'unité du service public et assurer aux écoles intégrées la confiance des familles* » — « *le personnel intégré serait progressivement remplacé par un personnel recruté selon les règles en vigueur dans l'enseignement public* ».

Encore une fois, ce ne sont pas là des thèses que nous approuvons. Mais demain la question de l'intégration peut se poser avec un caractère d'urgence. Nous avons encore le temps d'y penser, ce qui ne veut pas dire que nous avons suffisamment de temps pour ne pas prendre la peine d'y penser. Si dangereuse qu'elle soit, l'intégration ne marquerait-elle pas la fin de l'Ecole cléricale et donc une défaite pour l'Eglise ? Quant aux dangers d'un envahissement par les éléments catholiques, ils ne nous effraient pas. Nous connaissons des maîtres et des professeurs — fort nombreux — dont les croyances religieuses n'ont ni corrompu la conscience professionnelle, ni affaibli le libéralisme. Contradiction peut-être. A eux de la résoudre, pas à nous.

Essayons donc, en conclusion, de définir notre devoir syndicaliste.

Lutter contre l'Eglise, en ce qu'elle reste une force de conservation sociale et de réaction, lutter contre toute Eglise (la stalinienne a fortiori) *qui veut annexer l'enfance.*

Défendre l'Ecole laïque, qui demeure l'école la plus libre, celle qui respecte le plus et le mieux les droits de l'enfant et la liberté des maîtres.

Suivre avec attention les efforts des syndicalistes chrétiens, étant bien entendu que si nous ne les rejetons pas parce que chrétiens, ils ne nous intéressent que par la sincérité de leur syndicalisme.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Notre article était écrit lorsque les journaux ont précisé les propositions relatives à l'aide à l'Enseignement libre. Rien à ajouter à l'expression de notre opposition de principe.

L'idée d'une allocation spéciale accordée aux familles, avec affectation obligatoire à un établissement d'enseignement, nous paraît de beaucoup la plus réactionnaire et la plus dangereuse.

D'abord, parce qu'elle accorde en fait des subventions, sans contrepartie de contrôle. Ensuite, parce qu'elle consolide l'autorité de la famille, dans un domaine où celle-ci, lorsqu'elle est misérable, subit la pression décisive des forces sociales les plus hostiles à la démocratie et à la classe ouvrière : grands propriétaires, patronat, Eglise, « bonnes œuvres »... Enfin, parce que le système des allocations pour charges de famille, augmentant le « salaire social » au détriment du « salaire professionnel », est condamné, dans son assiette actuelle, par tous les syndicalistes. On ne connaît pas assez, d'autre part, les abus provoqués par « la taxe d'apprentissage » ou plus tôt par son paiement... « en nature », par le patronat. Veut-on instituer sur la même base l'allocation spéciale ?

L'attribution de bourses nationales aux élèves de l'enseignement privé est évidemment moins dangereuse. Elle souligne simplement la carence de l'Etat, incapable d'assurer le respect de ses lois organiques.

Quant au droit de subvention accordé — sans restrictions — aux municipalités, celles-ci de toutes tendances en usent et en abusent déjà. La municipalité soutient toujours avec *les deniers publics* des œuvres de sa tendance ou de son parti. Les communistes sur ce terrain sont au moins aussi malfaisants que les cléricaux. Or, il devrait être admis en règle constitutionnelle, qu'une collectivité publique n'a pas le droit de violer le contrat qui lie tous ses membres, c'est-à-dire que chacun d'entre eux doit reconnaître comme *siennes* les œuvres financées par *tous*.

Règle que l'on pourrait aussi appliquer dans les syndicats.. — R. H.

Parmi nos

LETTRES

Une lettre de Postgate Nous avons reçu de notre ami Postgate, un collaborateur de la *R.P.* des premières années, la lettre suivante relative à diverses questions soulevées dans notre dernier numéro, celui de juillet :

A PIERRE MONATTE ET G. WALUSINSKI

Chers camarades, je vous adresse cette lettre à vous deux parce que je me rends compte que je ne peux plus écrire en français assez aisément pour m'expliquer avec assez de détail et précision, et parce que j'espère que vous aurez entre vous assez d'anglais pour comprendre ce que je dis. J'avais espéré venir à Asnières cet été, avec quelques camarades de la Fabian Society, et ainsi vous rencontrer encore une fois, et vous mettre en contact avec quelques jeunes socialistes britanniques. Il semble que votre seul contact soit Ridley, un camarade très honnête et intelligent, mais quelqu'un qui écrit du point de vue de l'I.L.P. — strictement politique et ne représentant, par suite, qu'une secte minuscule. Mais la montée des prix a été si grande que la Fabian Society ne peut se permettre de tenir une « école d'été » à Royaumont, de sorte que je dois vous écrire pour tenter de vous montrer ce que nos jeunes amis auraient établi — peut-être un peu moins poliment que je ne le voudrais.

C'est ceci : vous ne connaissez rien du mouvement ouvrier britannique et, à cause de vos principes syndicalistes, vous ne cherchez pas à le comprendre. Prenez par exemple l'article de Louzon, p. 245 du précédent numéro de la R.P. Dans une appréciation du problème persan chaque point qui pourrait être avancé en faveur du gouvernement travailliste est entièrement ignoré. Ces arguments pourraient ne pas affecter le verdict final — que la résistance britannique est impérialiste — et je ne veux pas discuter là-dessus ; mais ce que je veux dire c'est qu'un jugement qui néglige tous les arguments d'une des parties est indigne d'un journal ouvrier, particulièrement quand la partie si injustement traitée est un gouvernement ouvrier en lutte contre un gouvernement de landlords.

Parmi les données qui auraient dû être mises en ligne de compte, je note celles-ci : 1) Le traité par lequel le gouvernement persan s'engageait à ne pas nationaliser les puits pendant une période de 35 ans (ou quelque chose d'approchant, j'ai oublié la durée exacte) n'était pas consenti sans contrepartie. La compagnie retournait à la Perse plus de la moitié de la concession originale que le gouvernement persan n'a jusqu'ici pas exploitée du tout. 2) La nationalisation de l'industrie britannique du charbon appartenant à des Anglais contre des paiements plus élevés qu'il n'aurait fallu ne peut être comparée à la nationalisation d'une industrie appartenant à des étrangers contre des paiements qui, si l'on en juge par les pratiques passées du gouvernement persan, ne seront jamais effectués. Des conflits diplomatiques s'en seraient inévitablement suivis dont aurait seul profité l'empire stalinien. 3) Les puits de pétrole ne seront pas nationalisés au profit du peuple persan. Ils seront nationalisés seulement pour le profit d'un petit groupe de landlords féodaux très corrompus et très stupides. Il semble qu'il y ait peu de raison de douter que les conditions des ouvriers du sud de la Perse, qui sous la compagnie sont bien meilleures que partout en Perse, tomberont en l'espace de quelques années, peut-être de quelques mois, au niveau de celle des misérables taudis de Téhéran et d'Ispahan.

Après une période de confusion, l'hypothèse la plus vraisemblable c'est qu'éclatera une révolution dirigée par le parti Tudeh, contrôlé par les communistes, et l'entière région avec tous ses ouvriers tombera sous le joug stalinien. Si Louzon pense que ce serait un avantage, il doit avoir bien changé. S'il pense que mon tableau des conditions existant en Perse n'est pas fidèle, il doit donner ses raisons.

Mais il aurait dû indiquer qu'il y a ici des gens (avec lesquels je ne suis pas d'accord) qui demandent avec insistance que la Compagnie résiste et ait recours à la force pour protéger le niveau de vie des ouvriers. 4) Dire que les « droits souverains de l'Etat » ne peuvent être affectés par décision de la Cour de La Haye n'est rien d'autre que la vieille bêtise impérialiste digne de Clemenceau ; cela contredit tous les principes internationalistes que nous pouvons faire nôtres.

Morrison a donné son agrément au principe de la nationalisation. Louzon trouve cela « grotesque et monstrueux », mais ne peut-il laisser cette sorte de langage aux staliniens ! Si le gouvernement britannique acceptait d'être chassé sans négociation, ce serait là le signal qu'attendent Farouk et les autres. Cela signifierait que le gouvernement travailliste est devenu gandhiste ; non seulement les autres champs pétrolifères du Moyen-Orient seraient saisis, mais aussi le canal de Suez, et il y aurait probablement une invasion du Soudan. Encore une fois qui en profiterait sinon Staline ? Les socialistes doivent-ils l'aider en cela ? Peut-être, mais Louzon devrait avoir considéré ces faits et les mentionner.

Je me suis occupé longuement de ce qui n'est après tout qu'un point secondaire ; ce n'était pas mon intention mais, quand je le relus, l'article m'agaça par son ton tranchant de quelqu'un persuadé qu'il détient la vérité. Ce que j'ai réellement en tête c'est ceci : pendant six années il y a eu au pouvoir, dans une des grandes nations du monde, un gouvernement socialiste qui s'est réellement efforcé d'appliquer ses principes, dans le pays et dans l'empire. Il a été grandement influencé par le trade-unionisme (beaucoup trop, en fait, bien que vous ne croirez pas cela possible). Il a pris en main un certain nombre d'industries, les choisissant d'après leur importance stratégique ; il a presque aboli le chômage, il a, comme dit Louzon, renoncé totalement à la domination britannique dans l'Inde, la Birmanie, le Pakistan et à Ceylan, et il a évacué l'Egypte. Malgré tout, ce bilan laisse les ouvriers insatisfaits. Mécontentement dû, je pense, pour une large part, à la faillite des vieux leaders trade-unionistes qui ne se sont pas souciés d'exiger l'inclusion du contrôle ouvrier dans le programme gouvernemental. L'effondrement complet du syndicalisme, en tant que théorie, après la grève générale de 1926, a eu pour conséquence de rejeter dans l'oubli même le programme du socialisme de guilde qui pourrait avoir réconcilié ce qui méritait d'être gardé du syndicalisme avec le programme des socialistes. Même si cette explication n'est pas vraie, ne s'est-il rien passé en Angleterre qui ne soit digne d'un examen sympathique, même de la part de puristes comme vous ? Rosmer a écrit un excellent article sur la cogestion en Allemagne, mais ces conseils mixtes ne sont sûrement que des choses de moindre importance. Il se pourrait que de nos fautes sinon de nos succès (je ne veux pas paraître orgueilleux) même des syndicalistes français, avec leur brillant passé, apprennent quelque chose.

Ne me répondez pas du tac au tac en me demandant d'écrire un article pour la R.P. D'abord, je n'ai pas le temps ; ensuite, en tant que vieil ami, je prends la liberté de dire que je ne pense pas qu'il vous plairait — vous êtes ainsi faits que vous ne pouvez imaginer que quelque chose de bon puisse sortir d'un parti politique ; enfin, l'article doit être écrit par un Français qui sache quelle information est nécessaire et où trouver ce que vos lecteurs veulent savoir.

Pour terminer, laissez-moi vous dire que cette lettre est écrite dans une intention amicale. La R.P. est un des rares périodiques que je lis toujours avec respect et attention, parce qu'elle s'efforce vraiment de dégager les faits et de les exposer honnêtement. Dans un monde de mensonges elle dit la vérité et c'est là une chose aussi précieuse qu'elle est inhabituelle. Je n'aurais pas passé un après-midi de dimanche à vous écrire aussi longuement si je ne vous respectais pas.

Fraternellement à vous,

R. W. P.

C'est bien dommage que vous n'ayez pu venir, mon cher Postgate, vous et ces jeunes socialistes de la Fabian Society. Ce que nous avons à nous

dire, même sur un ton vif, nous avons trop tardé à nous le dire. Votre lettre en est la preuve.

Votre lettre pose au moins trois points importants : 1° les raisons de l'Angleterre dans l'affaire des pétroles d'Iran ; 2° notre jugement sur l'œuvre du gouvernement travailliste ; 3° l'effondrement du syndicalisme en tant que théorie.

D'abord, écartons vite les griefs contre les sectes minuscules. Dans le monde présent et les organisations de masse, il semble bien que la liberté d'esprit, fille de l'insatisfaction et de la recherche, soit obligée fréquemment de se chercher un refuge dans les sectes minuscules et même parfois dans quelques personnalités. Ces sectes minuscules et ces personnalités, si elles échappent elles-mêmes au ronron du catéchisme et à la moisissure des bigots, lutteront utilement contre l'esprit de caserne des Etats, des grands partis et des puissantes centrales syndicales. Peut-être seront-elles seules à lutter. Ne les mésestimez pas.

Toutes les raisons que le gouvernement travailliste d'Angleterre peut invoquer pour expliquer son attitude dans l'affaire des pétroles d'Iran ne détruisent pas ces deux faits : un gouvernement travailliste partisan des nationalisations ne peut contester à un quelconque autre gouvernement le droit de nationaliser pour son propre compte ; l'Europe est obligée de tenir compte du réveil profond qui se manifeste en Asie, s'en féliciter et régler son attitude en conséquence.

Notre jugement sur le gouvernement travailliste anglais ? Quelle drôle d'idée vous vous faites de nous si vous nous imaginez incapables d'admettre que quelque chose de bon puisse sortir d'un parti politique ! Ce quelque chose nous sommes tout disposés à l'admettre à condition qu'il soit réel et non pas simple littérature journalistique. Nous ne pouvons confondre accession d'une soi-disant élite ouvrière ou petite-bourgeoise comme couche dirigeante, au nom d'un parti politique dit socialiste, avec l'accession au pouvoir de la classe ouvrière. Vous non plus d'ailleurs. Evidemment, nous n'avons pas suivi comme il l'aurait fallu l'expérience travailliste. Depuis le retour en France de R. Petitjean, aucun de nos camarades n'a vécu en Angleterre. Aucun camarade anglais, sauf Ridley, de loin en loin, n'a écrit pour la *R.P.* Ce ne sont pas les correspondances envoyées au *Popu* par un socialiste à la noix comme Louis Lévy qui pouvaient nous renseigner sur l'œuvre socialiste du gouvernement travailliste. Il est certain que nous aurions dû être mieux informés. C'est notre faute. C'est aussi la vôtre, Postgate. Quant à la valeur socialiste de cette œuvre, elle n'apparaît que très rarement. Voyons-nous mal ? Espérons-nous trop aisément des tâches spectaculaires ?

Ce que vous appelez l'effondrement complet du syndicalisme en tant que théorie après la grève générale anglaise de 1926 vous amène à croire que la conception syndicaliste n'a plus de rôle à jouer en Angleterre. Vous ne dites pas, dans les autres pays aussi, mais cela coule de source. Pourtant vous regrettez que vos vieux leaders trade-unionistes n'aient pas exigé l'inclusion du contrôle ouvrier dans le programme gouvernemental. Ce n'est déjà pas rien que le contrôle ouvrier. Et ce n'est qu'un premier pas. Pour nous, vous le savez mais l'avez peut-être oublié, le syndicalisme n'est rien d'autre que le vrai courant sain du socialisme. Il implique l'effort de la classe ouvrière pour prendre réellement en ses mains le pouvoir, tout le pouvoir. Un jour ou l'autre le trade-unionisme anglais ne se satisfera pas de l'illusion du pouvoir. Ni de voir ses leaders devenir *Sir* un tel ou *Sir* tel autre. Il voudra la réalité du pouvoir, avec tous ses droits et tous ses devoirs. L'expérience travailliste anglaise prendra alors une autre tournure et un autre relief. — P. M.

Au sujet de Diogène

Pas de chance décidément ! En évoquant incidemment dans l'avant-dernier numéro de la *R.P.* le souvenir du vieux Diogène et de ses condisciples cyniques, je ne pensais, certes pas, que cela allait fournir encore l'occasion de m'engueuler ! C'est pourtant ce qui est arrivé. Voici, en effet, la véhémente protestation qui a été adressée par un de nos camarades à la *R.P.* :

IL FAUT APPRENDRE L'HISTOIRE A LOUZON

« Les philosophes cyniques de l'antiquité, ces précurseurs de nos anarchistes individualistes, étaient, en politique, partisans du régime despotique », affirme Louzon au numéro 51 de la R.P. Je serai obligé, pour un point que je crois bien connaître, de renvoyer Louzon à l'école. Louzon n'aime pas les « anarchistes individualistes ». C'est un sentiment qui ne l'autorise pas à arranger, à sa manière, l'histoire.

S'il est un fait reconnu par les historiens de la philosophie grecque, c'est l'opposition au despotisme manifestée par les chefs de l'Ecole cynique. Je reprends Zeller, et mon vieux Diogène Laërte, au Livre VI. Je cherche les vies d'Antisthène, fondateur de l'Ecole, de Diogène, de Cratès, pour y trouver une approbation du régime despotique et une vérification des rêves de Louzon... Je n'y rencontre que le mépris publiquement formulé d'une brute militaire toujours encensée par les historiens amis du « fait », le trop célèbre Alexandre, dit « Le Grand » : trente anecdotes significatives sur les rapports entre les tyrans des cités grecques et nos cyniques. En voici deux : Platon, le théoricien du communisme autoritaire, l'ami du tyran Denys, disait à Diogène : « Si tu avais fait ta cour à Denys, tu ne serais pas réduit à éplucher des légumes. » A quoi Diogène réplique : « Et toi, si tu avais épluché des légumes, tu n'aurais pas fait ta cour à Denys. » A Cratès, Alexandre ayant demandé s'il voulait qu'on rétablît sa patrie, répondait : « A quoi cela servirait-il, puisqu'un autre Alexandre la détruirait de nouveau. »

Ces gens qui méprisaient « la richesse, la gloire et la noblesse » furent les premiers à déclarer que l'esclavage est une institution contre la nature, les premiers « apatrides » : « notre patrie, c'est l'univers, le cosmos », disaient-ils, et ils furent, avec leur maître Socrate, les premiers « citoyens du monde ». Ils furent aussi les premiers critiques de l'Etat, qui avait alors pour nom « la Cité », et, avec Socrate, les adversaires de la « loi écrite ». Leur vie de pauvreté volontaire, d'indépendance, de courage contre la tyrannie et l'injustice, contre l'opinion et ses absurdités ennemies de la nature, à quoi ils voulaient seulement obéir, les a fait prendre pour modèle d'hommes libres par celui qui a opéré de nos jours la résurrection du cynisme et du stoïcisme, Han Ryner. Et c'est sur le mode plaisant qu'il a montré que l'imitation de Notre-Dame Nature n'est pas meilleure, peut-être, que l'imitation de N.S.J.C., dans Le Père Diogène**, résurrection moderne de la vie apostolique d'un cynique.**

Avec eux, je dénonce la corruption politique, qu'elle soit de droite ou de gauche, la turpitude morale de nos « représentants » et dirigeants de la IVe République, la déchéance des socialismes français et anglais dans l'usage du pouvoir, les illusions de la démocratie américaine, les crimes fascistes, comme ceux du soi-disant « communisme » russe. Je n'en excepte pas — à la lueur des « Mémoires » de Victor Serge — en leur inhumanité barbare de théoriciens « purs », les crimes du léninisme et du trotzkisme. Et je constate que la déformation partisane est bien grande puisqu'elle fait dérailler Louzon dans l'histoire dirigée de la philosophie. C'est pourquoi je me dépêche d'exprimer une opinion libre avant le déferlement qu'il nous annonce — et peut-être prépare — de la marée autoritaire et totalitaire. — Louis SIMON.

Il est bien certain que j'ignore l'histoire — mais qui peut se flatter de la connaître ? En tout cas, indiquons à notre camarade que c'est l'une des plus importantes sources de l'histoire antique, c'est Plutarque qui, en se référant à Eratosthène, le grand astronome d'Alexandrie, nous renseigne sur le goût des cyniques pour le régime despotique.

Et puisque Simon invoque l'autorité des histo-

riens de la philosophie grecque, qu'il me permette de lui mettre sous les yeux ce qu'écrit à cet égard l'un des plus remarquables de ces historiens, l'Autrichien Gompertz, dans son ouvrage : *les Penseurs de la Grèce :*

...Très significative est cette simple circonstance que, dans sa République — dont l'authenticité a été mise en doute, mais est suffisamment garantie par le témoignage des plus anciens stoïciens — Diogène a tracé l'image d'une société idéale. Nous voyons par là que le vagabondage et la mendicité, l'abstention de toutes les affaires publiques n'étaient proposés qu'à titre d'expédient provisoire, mais n'étaient pas envisagés par les fondateurs de l'Ecole comme un état durable et définitif. La suppression de toutes les barrières qui séparent les hommes, des différences de rang et de nationalité, et des privilèges de sexe, formait la base de cet idéal. La forme de gouvernement était sûrement un absolutisme éclairé et prévoyant. **Il est du moins bien difficile de voir comment** leur mépris sans bornes des masses en proie à l'illusion aurait pu se concilier avec le désir de leur donner une part effective à l'administration publique ; **et, d'autre part, les grandes lignes de ce nouveau programme social allaient à l'encontre d'un régime aristocratique. L'idée déjà exprimée dans l'antiquité — par Plutarque — que par la fondation d'un empire universel** Alexandre le Grand avait réalisé l'idéal cynique au point de vue politique, est d'une exacte vérité. **Il est très remarquable d'ailleurs que les papiers d'Etat égyptiens de l'époque des Ptolémées expriment justement et dans des termes analogues les sentiments de nos philosophes... On peut considérer le mouvement cynique comme** le prélude et l'accompagnement de la **transformation monarchique et de l'orientalisation partielle de l'hellénisme.** La devise des cyniques et des stoïciens : « Un seul berger et un seul troupeau », **s'est momentanément réalisée...** (1)

Quoi qu'en pense Simon, la cause me parait donc entendue : si extraordinaire que cela puisse paraître, les cyniques étaient à la fois partisans de l'égalité sociale et de la sujétion politique.

Autre chose.

Où diable Simon a-t-il vu que je « n'aimais pas les anarchistes individualistes » ?

Le contraire serait beaucoup plus vrai, dans la mesure tout au moins où l'individualisme est autre chose qu'attitude littéraire, ou simple prétexte à légitimer la resquille, je veux dire à refuser de prendre sa part des charges du groupe social auquel on appartient tout en jouissant des avantages qu'il procure.

Lorsqu'à Rome, un cynique interpellait l'empereur en plein théâtre afin de lui reprocher publiquement quelque méfait, et que cela lui valait de périr dans des supplices atroces (2), ou lorsque Emile Henry, outré de l'injustice et de la misère engendrées par le capitalisme, lançait la bombe du Terminus en revendiquant son droit de sortir d'un monde répugnant « en en faisant claquer la porte », je ne peux pas ne pas « aimer ».

Et même devant les « bandits tragiques », je ne prends pas les airs dégoûtés de certains.

Néanmoins, si j'avais vécu dans l'antiquité, je n'aurais sans doute pas été un cynique, pas plus que de nos jours je ne suis un individualiste, cela pour pas mal de raisons dont la principale est, sans doute, que je ne professe point le « mépris des masses », mais je n'en partage pas moins, à l'égard des individualistes et des cyniques, l'opinion que Gompertz exprime à l'égard de ces derniers lorsqu'il conclut : « Le cynisme a enrichi l'humanité et a exercé une salutaire influence comme contrepoids des forces d'inertie et d'étroit conservatisme » (3).

L'individualisme a pour résultat de limiter la contrainte sociale. Il est la négation — au sens dialectique du mot — de la société. C'est la protestation de l'individu — qui ne serait rien sans la société — contre la société — qui l'écrase.

R. L.

(1) Gompertz. **Les penseurs de la Grèce.** Tome II, page 166. Tout ce qui est souligné l'a été par nous.

(2) Car, contrairement à ce que laisserait penser l'histoire étant donné la manière dont on l'enseigne, il n'y a pas eu que le christianisme qui ait eu ses « martyrs ».

(3) Gompertz. **Les penseurs de la Grèce.** Tome II, page 175.

LES JEUNES ET LE PROBLEME AMERICAIN

D'une lettre d'un jeune de vingt ans à Roger Hagnauer :

J'ai longuement médité sur vos réflexions, à propos du grand peuple américain.

Laissez-moi vous dire que ce grand peuple n'est pas aussi méconnu que vous le pensez. Nombreux sont les jeunes qui s'intéressent aux problèmes d'outre-Atlantique et qui cherchent à résoudre certaines questions : celle de la Liberté particulièrement. Dans quelle mesure les Américains sont-ils des hommes libres ? Souvent leur attitude envers les Noirs est gênante... Evidemment vous allez dire que les syndicalistes luttent contre les discriminations. Mais pensez-vous que leur lutte soit vraiment efficace ? Avec les moyens financiers dont les syndicats disposent, il me semble que les résultats devraient être meilleurs... que leur lutte devrait être plus forte, plus poussée, plus généreuse... Pourquoi ne pas aller plus avant ? Franchement, je vous avoue que je ne considère pas les Américains comme de vrais révolutionnaires... Je crois qu'ils manquent parfois de courage et que quelques grandes manifestations ouvrières auraient pu éviter l'envoi de certains Noirs à la chaise électrique. Mais dans les temps lymphatiques que nous vivons, nous sommes obligés de dire et de penser que les Américains sont des hommes libres. Eux seuls, en effet, ne craignent pas les luttes ouvertes — et meurtrières, hélas ! — contre le communisme. Il nous faut chercher — et vous avez raison de l'écrire — notre avenir là-bas. Seul le peuple américain est capable de lutter contre le totalitarisme russe. Et souvent — il l'a montré — courageusement... Mais il faut attendre quelques années encore pour pouvoir juger plus solidement.

Bien loin de m'irriter de ces remarques, je les juge très pertinentes et regrette même leur brièveté. C'est ainsi qu'il faut étudier le problème américain. Ce sont ces jeunes que nos amis américains devraient entendre, au lieu des savants techniciens — même syndicalistes ! ? — et des bureaucrates qui prétendent porter les seuls espoirs du syndicalisme libre.

Je n'ai pas dit exactement qu'il fallait chercher notre avenir là-bas. Mais j'ai dit que notre avenir dépend de ce que l'on fait là-bas, et que dans la mesure de nos possibilités, nous devons comprendre le mouvement et même y participer.

Ce qui nous amène d'ailleurs à répondre à la question posée : Les Américains sont-ils des hommes libres ? Laissons de côté les débats philosophiques. Nous avons déjà signalé la contradiction entre le « conformisme » imposé plus par les mœurs que par les lois — et l'extraordinaire audace de certaines initiatives insolites. En fait, l'Américain moyen, s'il hésite devant l'idée nouvelle, accepte avec faveur, même avec enthousiasme, la réalisation *concrète* d'une idée nouvelle.

Mais il convient surtout de distinguer encore la *liberté-droit* de la *liberté-puissance :* le droit de faire ce que l'on veut, et le pouvoir de le faire. Il semble que pour les Américains le droit sans pouvoir n'est qu'une formule creuse. D'où la violence des luttes ouvrières dans le passé, d'où le succès rapide et puissant des syndicats, aujourd'hui.

C'est à la lumière de ces observations qu'il faut examiner la solution syndicaliste du problème noir

— qui est aussi la solution démocratique et révolutionnaire. Des gens de bonne volonté se groupent pour assurer la défense des droits des Noirs. Les syndicalistes les soutiennent, mais ils veulent surtout *grouper* les Noirs dans les syndicats pour que ceux-ci imposent par la puissance le respect de leurs droits.

Cette action d'éducation des Blancs, d'organisation des Noirs est menée avec des moyens financiers dont nous avons apprécié l'importance — comme nous avons constaté son efficacité dans le Nord. Si elle nous paraît moins efficace dans le Sud, c'est parce que les syndicats y sont beaucoup plus faibles, quelquefois inexistants.

De puissantes manifestations ont été organisées pour la défense des Noirs promis à la chaise électrique. Seulement elles ne pouvaient guère influencer les juges du Sud, surtout que les communistes en compromettaient le succès par leur agitation.

Si révolutionnaire veut dire simplement actif et dynamique, les militants américains nous valent ou nous dépassent.

Certes, dans leur grande majorité, ils ne s'affirment pas révolutionnaires. C'est dommage. Mais en développant la conscience de classe ouvrière, ils travaillent pour la Révolution... si toutefois celle-ci doit être, en fin de compte, *voulue* et *réalisée par* et *pour* la classe ouvrière. — R. H.

D'ALBERT LEMIRE

On prétend que le « ...monde sera sauvé par un petit nombre. » Hélas ! pour moi la question est toujours de savoir s'il est nécessaire de le sauver ! En dépit des gens qui reprochent à Louzon un prétendu amour des paradoxes, je crois plutôt que s'il tape dur sur le crâne de nos contemporains, c'est précisément parce qu'ils semblent rebelles aux vérités premières. Par exemple, à la R.P., trop de copains versent dans la croyance naïve qu'avec des mots l'on crée des choses. Le syndicalisme révolutionnaire, période remarquable du mouvement ouvrier, est mort, et il ne sert à rien de lancer en l'air des arguments purement incantatoires. Les faits sont là. Nos travailleurs français (les seuls, que je connaisse) ne veulent pas tellement une société égalitaire, mais au contraire, un système social terriblement hiérarchisé où les connaissances techniques et la brigue politicienne donneraient droit aux privilèges. Jadis, la naissance, l'héritage, enfin, l'enrégimentement capitaliste en général, permettaient d'arriver aux nourritures supérieures.

Maintenant l'injustice sociale n'est plus l'injustice, puisque le syndicat légitime une échelle hiérarchique des salaires, qui permet, aux uns, d'avoir une villa, voiture, vêtements du bon faiseur, plaisirs prétendus raffinés, éducation soignée des enfants, et, aux autres, le pucier traditionnel et le gros rouge.

A ce propos, je me souviens d'une étude de 1924 où Louzon établissait avec des arguments solides : « ...qu'une heure de travail social vaut une heure de travail social. » Mais où sont les neiges d'antan ? Les grilles de salaires sont défendues avec acharnement même par nos propres amis, et comment pourraient-ils agir autrement, si l'on tient compte que la notion égalitaire du socialisme est morte et enterrée ? Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui militent farouchement pour le syndicalisme de catégories.

A ma connaissance, il n'y a guère que la R.P. dans la presse syndicaliste qui se soit penchée sur ce tournant historique du mouvement social. Il date, en gros, du discours de Staline contre l'égalité « réactionnaire ». Le malheur, c'est de voir les prolétaires se ruer, à qui mieux mieux, pour escalader les barreaux des fameuses échelles hiérarchiques, chacun évidemment voulant se bien placer. Le problème est immense ; il comporte l'examen de la psychologie ouvrière devant la production et la répartition, en régime capitaliste, en société totalitaire, et selon les normes de l'idéalisme socialiste. Une enquête pourrait s'engager là-dessus.

DE TONY PEYRE

Secrétaire de l'U.D.-F.O. de la Loire :

N'ayant jamais eu le temps de le faire pendant l'année, je profite de cette période d'accalmie syndicale pour vous donner quelques appréciations sur notre « R.P. ».

J'estime que c'est la revue syndicale la plus intéressante. Je la lis avec profit, dès que je la reçois, car elle tranche avec les trop nombreuses publications syndicales qui sont plates à faire bâiller et parce qu'on sent à travers sa composition le son franc d'opinions sans fil à la patte, contrairement à trop d'autres publications dites syndicales, sociales ou économiques qui pullulent en ce moment, nées d'on ne sait quel argent.

La tribune de libres opinions est certes ce qui est le plus apprécié par des jeunes comme moi, elle élève le débat sur des préoccupations d'ordre syndical ou social qui tranchent avec les routines d'ordre bassement corporatistes qui sont en train de racornir le syndicalisme de l'intérieur pendant que les politiciens le sapent de l'extérieur.

Tout cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de critiques à faire à la « R.P. ». Je trouve qu'elle a quelque peu baissé depuis quelques mois, il y a beaucoup trop d'articles intellectualisés qu'on dirait parfois écrits par des gens qui ne doivent pas être mêlés à l'action et à la vie de tous les jours, tant ils semblent désincarnés. Trop d'analyses de bouquins qu'hélas ! les militants n'ont pas le temps de lire.

Par contre, les études sur les mouvements revendicatifs, les nouvelles sur le mouvement syndical international sont particulièrement intéressantes.

Il faudrait arriver à ce que des militants ouvriers en pleine action fassent connaître leur opinion, mais je sais personnellement pour le vivre que c'est plus un souhait qu'une chose possible quand on est en plein dans le bain.

Enfin ne pourriez-vous pas obtenir de Monatte qu'il fasse de temps en temps quelques papiers sur l'actualité ouvrière, comme il le faisait dans le Carnet du Sauvage : ces notes étaient celles des plus goûtées par les jeunes militants. Je sais bien qu'il est malade, mais quelques petites appréciations et réflexions qu'il ne doit pas manquer de faire malgré lui à chaque événement seraient du plus grand intérêt.

En souhaitant longue vie et développement à notre « R.P. », je vous assure, chers camarades, de mes sentiments fraternels et de ma foi indéfectible dans le syndicalisme révolutionnaire.

RESPECT DES LOIS ET PUISSANCE SYNDICALE

D'un ami de Clermont-Ferrand :

Il existe des syndicats dans l'habillement et dans la couture. Il existe aussi une administration et des syndicats de l'Enseignement technique. Il existe encore une Union des syndicats Force Ouvrière... et une cégétiste à Clermont-Ferrand.

Peut-on signaler à ces puissantes organisations le petit fait suivant ?

Une jeune fille ayant terminé son apprentissage de couture dans une école technique publique se présente chez le tailleur le plus élégant et le plus riche de Clermont. Celui-ci balaie d'un geste l'enseignement du collège technique :

« Vous ne savez rien. Vous avez tout à apprendre !» Généreusement, il lui offre de l'instruire, « gratuitement »... c'est-à-dire qu'elle doit travailler gratis pro Deo.

Au bout de quelques temps, la générosité de ce séducteur auvergnat devient fastueuse. Il accorde à la jeune fille — qui n'est pas seule dans son cas — un salaire de 7 francs par heure qui s'élèvera à 12 francs au bout de deux ans.

Un inspecteur du Travail passe : « Vous violez la loi. Ces jeunes filles doivent gagner 70 francs de l'heure. »

Puis, il s'en va, avec la fierté du devoir accompli. Le grand patron annonce à ses... « apprenties » qu'il ne peut que les licencier. Et la jeune fille dont il a été question, aimant son métier, reste à 12 francs de l'heure, maudissant sans doute l'indiscret et éphémère inspecteur.

Lénine et le stalinisme

La presse communiste officielle est pleine d'un incessant bavardage sur le « marxisme-léninisme-stalinisme », trois mots liés par des traits d'union pour en former un seul car le style de ses scribes est aussi laid que leur pensée. Mais il y a, sur le même sujet, pas mal d'écrits importants par des auteurs qui ne sont certainement pas des mercenaires du parti (ou plutôt, il y en a beaucoup sur Marx, passablement sur Lénine, et très peu sur Staline, car les œuvres de ce dernier sont si insipides et si verbeuses que, seuls, des adorateurs peuvent trouver quelque chose à en dire). Une si grande part de leur contenu a pénétré la pensée courante qu'il semblera paradoxal de commencer une étude de Lénine en posant, comme un axiome, qu'il n'y a pas de léninisme Mais c'est vrai et tout examen sérieux des conceptions et de la politique de ce grand homme doit partir de l'acceptation de cette vérité. Il y a le marxisme, comme il y a le platonisme, le darwinisme — c'est-à-dire un système cohérent basé sur les raisonnements et les découvertes d'un homme ; mais il n'y a pas de système léniniste, Lénine n'a jamais pensé qu'il y en eût un, ni prétendu avoir créé une philosophie propre.

Quand on relit ses œuvres aujourd'hui, on constate une division très nette entre le théorique et le pratique ; on croirait presque qu'elles ont été écrites par deux personnes différentes. Le style même est différent. Dans ses écrits et discours politiques, particulièrement à partir de 1917, il est vif, animé, rapide et hardi ; même ceux qui sont en furieux désaccord avec leur contenu reconnaissent qu'il y a là quelque chose comme la marque du génie. La vitupération — ce trait le moins sympathique de ses écrits et le plus imité par ses successeurs — est contenue, plus au point, parfois adouci par une remarque humoristique. Mais quand il écrit sur des questions théoriques, comme dans ses interminables controverses avec Kautsky, cet homme courageux devient incroyablement timoré ; pour se rassurer lui-même, il emplit des pages en vociférant des insultes. Il semble craindre de s'aventurer à une déclaration définitive sans s'être armé d'abord d'une batterie de citations de Marx et d'Engels. Tout au contraire d'eux, il ne se demande pas, même dans son livre sur la dictature du prolétariat, si ce qu'il dit est vrai, humain, politiquement raisonnable, mais uniquement si Marx et Engels l'ont dit. Ses controverses dégénèrent en une inutile accumulation de textes, suivis chacun d'un commentaire. Kautsky prouve qu'un texte signifie telle chose ; Lénine riposte avec un autre disant le contraire ; n'était le culte léniniste observé à Moscou, elles seraient aussi oubliées que les commentaires de Calvin. Quand 1917, l'année de l'action, approcha, Lénine se rendit compte que cette pratique permanente de citations, ce commentaire sans fin, humble, systématique des textes d'autrui, devaient ennuyer les ouvriers. Dans le seul ouvrage où il s'aventura vers une pensée indépendante (ou, plus exactement, vers un complément de la pensée de Marx) il s'en excuse à demi. « Naturellement, écrit-il au milieu de 1917 dans « L'Etat et la révolution », de longs extraits de Marx et d'Engels alourdiront notre texte et ne contribueront pas à le rendre clair, mais nous ne pouvions l'éviter. Tous, ou en tous cas tous les passages essentiels des œuvres de Marx et d'Engels sur la question de l'Etat doivent être donnés aussi complètement que possible. »

Lénine et Marx

Lénine était un interprète de Marx et ne voulut jamais être autre chose. Mais c'était un interprète en plus d'un sens ; Marx avait dit que les philosophes ont, dans le passé, décrit le monde, « mais la question, maintenant, est de le changer ». Lénine suivit cette instruction. Mais en le faisant, il se trouva contraint (comme doit l'être quiconque passe de la parole à l'acte) de délimiter et d'accomplir le programme de Marx.

Si nous les considérons comme écrivains et penseurs, nous devons classer Marx comme un philosophe original, Lénine comme un commentateur, et Staline comme rien d'autre que le commentateur d'un commentateur. Mais si nous les considérons en tant qu'hommes d'action, nous voyons en Lénine le réalisateur des conceptions et des programmes de Marx ; en Staline, leur destructeur.

L'esprit et le caractère de Lénine se formèrent sous deux influences principales ; les œuvres de Marx et d'Engels et l'atmosphère de la vieille Internationale socialiste, deux choses qu'il n'est pas aisé de séparer. La « deuxième » Internationale, qui dura de 1889 jusqu'à la première guerre mondiale, était profondément imprégnée des écrits et de l'esprit de Marx et d'Engels. Un demi-siècle après, nous pouvons dégager, comme traits distinctifs de ces influences, deux choses : d'abord un mépris de l'autorité constituée, et la résolution de montrer, derrière chaque « grand principe » accepté, l'intérêt ou le préjugé de classe qu'il masquait ; en second lieu, qu'il existait (ou, au moins, se formait) une communauté socialiste basée sur la classe ouvrière. Ce n'était pas un Etat, avec une capitale, et une armée permanente (pas jusqu'en 1917 en tout cas) ; c'était plutôt comme Héliopolis, la mouvante et partiellement théorique « Cité du Soleil », d'où Aristonic de Pergame avait, deux mille ans plus tôt, défié et harcelé les Romains.

Une grande société d'hommes, l'élite du monde, s'était rendu compte que le capitalisme courait à sa ruine, et elle établissait les règles et créait la civilisation de la société nouvelle dans la coquille de l'ancienne. La division était, d'ordinaire, évidente (et pour tous ceux qui vécurent entre 1889 et 1917 elle est toujours claire) ; Shaw et Gerhardt Hauptmann, par exemple, étaient des dramaturges socialistes ; Pinero et Sardou ne l'étaient pas. H. G. Wells et Jack London étaient des romanciers socialistes, ce que Henry James et Marie Corelli n'étaient pas. C'est pourquoi les premiers nommés étaient importants et les autres insignifiants. Et comment distinguer entre les deux groupes ? D'après quatre critères. Se rattachent-ils, même d'une manière vague et capricieuse, aux partis ou syndicats des travailleurs organisés ? Mettent-ils en question et défient-ils les Eglises et les conceptions consacrées des universités ? Ne se bornent-ils pas à déplorer — même des prêtres catholiques le font — mais dénoncent publiquement et décrivent les brutalités et les misères du régime industriel ? Se moquent-ils des décorations et de la conduite des maréchaux, des boursiers, des commandeurs de l'ordre de l'empire britannique ou de la légion d'honneur, des altesses sérénissimes, des grands-ducs, des juges de la Cour suprême ? Si oui, ils étaient membres de la communauté, ennemis de la cruauté et de l'injustice,

combattants pour la liberté ; et ils étaient admis à prendre part aux querelles cérémonieuses qui éclatent entre frères. Ils étaient socialistes.

Les traits distinctifs du socialiste

Indépendance d'esprit, égalité, humanité, trois choses qui ont sombré dans le stalinisme, c'étaient les traits distinctifs du socialiste, et de Lénine. Au moment du péril le plus grand, lorsque sa personne même était en cause, il resta fidèle au principe révolutionnaire de la dignité humaine. En 1918, une socialiste-révolutionnaire tira sur lui, le blessa gravement. Quand sa vie était encore en danger, Gorki le visita, et comme il donnait libre cours à son indignation contre l'assassin, Lénine, irrité, l'arrêta en disant : « C'est un combat, il n'y a rien à faire. Chacun agit de son mieux », défendant ainsi son agresseur. (Quand Kirov, ami de Staline, fut assassiné, cent six prisonniers furent exécutés en représailles ; retour du XIXe siècle au règne de Tamerlan.)

Peut-être le contraste entre Lénine et son successeur est-il plus frappant, bien que moins important, dans leur conduite personnelle. Au lendemain de sa mort, Gorki écrivit qu'il serait impossible de lui trouver un égal, « mais, ajoutait-il, il ne s'en rendait pas compte, ou, plus exactement, aurait refusé de l'admettre ». Il n'aurait jamais permis qu'on lui attachât une distinction quelconque ; il était mort quand on osa rebaptiser Pétrograd d'après lui. Aussi longtemps qu'il vécut, son exemple et son esprit républicain de simplicité et d'égalité régnèrent dans le parti. Ce fut une mauvaise note pour son collègue le plus capable qu'il eût permis que Gatchina fût changée en Trotsk. C'était, il est vrai, une bourgade et c'était là que la Garde rouge avait, sous son commandement, sauvé Pétrograd. Ce ne pouvaient être des excuses et Trotsky resta désormais sous une imputation de vanité et une suspicion de bonapartisme. Aujourd'hui, de vieilles et de nouvelles villes sont baptisées d'après Staline : Stalinsk, Stalino, Stalingrad, Stalinabad, Stalinogorsk, Stalinissi, Stalinoal, et vingt autres noms.

Par principe, Lénine ne vivait pas mieux que l'ouvrier russe moyen. George Lansbury, qui le visita en 1920, nota ce qu'était ce régime ; petit déjeuner : trois tranches de pain noir, une petite portion de fromage et d'ersatz de beurre, deux verres de thé sans lait. 5 heures 30, repas principal : deux assiettées de soupe de légumes, cacha (bouillie de millet), pain et deux verres de thé. A peine nécessaire de rapprocher ce menu des grands banquets avec quinze toasts à la vodka, champagne, dans lesquels Staline et ses courtisans se complaisent.

« L'Etat et la révolution »

L'exemple de la Commune

Mais plus importante que les personnalités est la conception de Lénine de l'état social qui était l'objet de la révolution qu'il dirigeait. Il l'a décrite minutieusement et avec d'abondantes répétitions dans le plus important de ses livres, « L'Etat et la révolution » ; il a en outre indiqué, aux travailleurs du monde, plusieurs tests qui leur permettent de reconnaître si un régime est vraiment socialiste et révolutionnaire, ou si ce n'en est qu'une contrefaçon. Eh bien, d'après son exposé général et d'après ces tests particuliers, le présent régime de la Russie non seulement ne remplit pas les conditions formulées par Lénine mais il est engagé (et ceci est particulièrement important) dans la *direction opposée*.

Selon son habitude, Lénine commence son étude par une longue citation, cette fois celle d'Engels, célèbre, dans laquelle il explique que « après la révolution il n'y aura plus d'opprimés ; il n'y aura, par suite, pas besoin d'une force spéciale d'oppression, pas besoin d'Etat... L'Etat ne sera pas aboli, il dépérira ». Il devra y avoir, ajoute Lénine, un Etat prolétarien, pour une courte période et exclusivement dans le but d'en finir avec la bourgeoisie. Son existence devra être très brève, « le prolétariat n'en aura qu'un besoin temporaire », ce dernier mot étant souligné. En fait, il doit se dépouiller lui-même si rapidement de son pouvoir de coercition qu'il serait plus exact de le dénommer un « semi-Etat » ; il note, avec un plaisir typique, que Marx et Engels l'avaient en cela tellement devancé qu'en 1875 ils avaient même critiqué le mot « Etat » et suggéraient que le mot « Commune » (*Gemeinwesen*) serait plus exact. La Commune de Paris (il écrivait ces lignes en 1917), n'a été, jusqu'à présent, que le seul modèle, et l'autorité centrale y était extrêmement réduite. « Elle constitue, écrit-il, la forme politique qui peut et doit prendre la place de la machine brisée » de l'Etat capitaliste. La disparition rapide de cet Etat prolétarien, ou Commune, ne mènerait pas à la démocratie, car la démocratie était insuffisante et n'était pas libre. Durant la période intérimaire, il y aurait, en fait, un « régime démocratique pour la grande majorité de la nation, et la suppression par la force des exploiteurs », mais après cela, la démocratie ne serait plus nécessaire. Car lorsque « l'esclavage capitaliste » aura été éliminé, les hommes *s'habitueront graduellement* à l'observation des règles élémentaires de la vie sociale, connues depuis des siècles et répétées dans tous les sermons ; un Etat, même un Etat démocratique, n'aurait plus rien à faire.

En 1951, les exploiteurs capitalistes ont été « supprimés » en Russie au cours des trente-quatre dernières années. Il n'y a plus même trace de la bourgeoisie russe, il n'y en a plus depuis longtemps, même les personnes ont disparu. Il n'y a plus d'hommes à opprimer, selon le principe de Lénine. Mais l'Etat n'a pas dépéri du tout ; il est devenu au contraire, de tous les Etats, celui où la coercition s'exerce au plus haut degré depuis la chute de Hitler, et sa puissance a crû régulièrement depuis la mort de Lénine. Comme il n'y a plus de bourgeoisie « à opprimer », il fait ce à quoi on pouvait s'attendre d'après la conception marxiste et léniniste : il opprime les travailleurs.

Les ouvriers en régime stalinien

La liste des libertés dont, en Russie, les travailleurs sont privés (et qu'ils avaient sous Lénine et ont hors de Russie) est si longue qu'on ne sait pas par laquelle commencer. Ils n'ont pas le droit de grève, pas même celui d'en discuter. Chaque ouvrier est nanti d'un livret de travail sur lequel sont inscrites les punitions qu'il a encourues : amendes, la date et la raison de son renvoi. Les décrets de 1930 et 1931, confirmés les 26 juin et 11 août 1940, et en janvier 1941, stipulent qu'un ouvrier ne peut quitter son emploi sans l'autorisation du directeur (peine d'emprisonnement allant jusqu'à dix ans), ni s'absenter sans justification (un total de vingt minutes de retard dans un mois équivaut à une absence) ni refuser d'aller travailler là où il peut être envoyé. Le passeport intérieur a été rétabli pour surveiller les voyages des travailleurs par chemin de fer, le passeport pour l'étranger ne pouvant, naturellement, jamais être obtenu. La liberté politique n'existe pas : un seul parti est autorisé et seules ses publications peuvent être imprimées. Les ouvriers et paysans ne

connaissent même plus les petites libertés des temps tsaristes ; pas de groupements culturels et de cercles musicaux où la critique des chefs pourrait s'insinuer. Nul étudiant rebelle ne pourrait aller vers les villages et éveiller le mécontentement des paysans. Pas d'élections à des Doumas ou à des Zemstvos où des opposants pourraient faire des discours donnant à réfléchir aux ouvriers. Punition et emprisonnement pour des actes que jamais Nicolas II n'aurait cherché à réprimer. Tout cela pour aboutir à la preuve la plus récente et la plus stupéfiante de l'oppression des travailleurs par le monstre-Etat : les camps de travail forcé. Avant les déportations en masse des quatre dernières années, selon l'évaluation officielle du gouvernement travailliste, le nombre des prisonniers du travail forcé dépassait dix millions. Depuis l'exil de populations entières — Estoniens, Letons, Tartares, Tchétchènes, etc. — ce chiffre doit être augmenté de deux ou trois millions. En tout, probablement plus que l'entière population d'Australie, et, avec les familles, quelque chose comme celle du Pakistan. Mais les spéculations à propos de ces chiffres sont inutiles, car, à la différence de Lénine, ses successeurs refusent l'entrée en Russie à tout observateur critique Ce qui est sûr c'est qu'une grande masse de travailleurs, non seulement en fait mais d'après leur statut, sont sans droits et réduits au travail forcé, comme des prisonniers.

Comment reconnaître un gouvernement socialiste

Des moyens qu'ont les travailleurs de reconnaître si un gouvernement qui s'en réclame est en réalité socialiste et révolutionnaire, Lénine met au premier plan la question de la rémunération du service public, « la suppression de tous frais de représentation, suppression des privilèges pécuniaires des fonctionnaires, abaissement de tous les traitements administratifs au niveau du « salaire ouvrier ». C'est ici qu'est révélée mieux que nulle part ailleurs, la *rupture*, le passage d'une démocratie bourgeoise à une démocratie prolétarienne. Il avait conscience qu'en faisant de cette épreuve la première, il semblerait naïf, et il traitait sans ménagement les chefs qui étaient hostiles à cette prééminence. C'était pour lui si important qu'il y revenait encore dans les dernières pages de son livre, « traitements pas supérieurs au salaire ouvrier ». Au cours de 1918, il dut admittre que les spécialistes bourgeois reçoivent des traitements plus élevés, mais dans son discours au congrès des soviets, en avril, il expliquait que cette mesure à laquelle ils avaient été acculés était un pas en arrière ; il employait le mot significatif de « corruption ».

Qu'est devenu ce principe ? En 1938, selon la *Pravda* du 14 mai, avant que Hitler eût tout bouleversé, le salaire mensuel moyen d'un ouvrier était de 259 roubles. En janvier de cette année (1950), les délégués au congrès des soviets recevaient mille roubles par mois — soit presque quatre fois le salaire ouvrier — et, en addition, comme pour bafouer la mémoire de Lénine, des « frais de représentation » de 150 roubles par jour. Mais les délégués ne sont que du petit peuple ; les présidents de ce qu'on appelle républiques fédérées —les Etats fictifs d'Ukraine et autres — recevaient 12.500 roubles par mois. Et le président et les vice-présidents de l'Union, 25.000 roubles par mois — presque cent fois le « salaire ouvrier ».

Depuis lors, par suite de l'effondrement du pouvoir d'achat du rouble pendant la guerre, l'intervalle n'a pu que s'accroître mais il est difficile de dire dans quelle mesure parce que les personnages officiels ont maintenant un salaire qui se compose, pour une part, de privilèges spéciaux tels que appartements, villas, automobiles, etc. Mais un intéressant artifice mérite d'être signalé. Jusqu'au revenu moyen qu'un ouvrier qualifié peut espérer atteindre — 12.000 roubles par mois — l'impôt sur le revenu est gradué selon le mode habituel des pays civilisés. Mais pas au delà, il n'y a plus alors qu'une surtaxe uniforme de 13 % ; les salaires des officiels sont traités ici d'une manière « spéciale ».

Lénine s'étend moins sur l'épreuve militaire à laquelle doit être soumis un Etat qui se prétend « ouvrier », mais il la considère essentielle. La question qu'il faut alors poser est celle-ci: la classe opprimée a-t-elle des armes ? Ou bien le gouvernement a-t-il trouvé un prétexte pour la désarmer ? Et pour quelles fins les ouvriers devraient-ils faire usage de leurs armes ? L'internationalisme socialiste, dit-il en décembre 1914, au cours d'une conférence sur le « social-chauvinisme », consiste, dans la pratique, à prendre pour cibles les gouvernements et les classes dirigeantes de sa propre « patrie ».

Aujourd'hui, les ouvriers russes n'ont pas d'armes, dans le sens que Lénine indiquait. La police est armée et les ouvriers sont incorporés dans une armée qui, depuis septembre 1935, a restauré les grades tsaristes, depuis mai 1940 a le bonheur d'être commandée par des généraux et même des « maréchaux », et depuis cette même année 1940 leur doit le salut. La brutalité de la discipline a été remarquée même par les reporters amis pendant la guerre, qui admiraient également la réintroduction de la propagande pour la défense de la « patrie » — ce mot qui dégoûtait tellement Lénine qu'il le mettait entre guillemets.

Soviets et démocratie

La troisième caractéristique essentielle d'un gouvernement ouvrier c'est, selon Lénine, que la masse des ouvriers doit avoir la charge du gouvernement. Peut-être estimait-il cette tâche trop simple ; il ne semble pas, par exemple, s'être rendu compte de la complexité d'administrer même une organisation d'assurance sur la santé, mais il avait, au fond, entièrement raison. Le développement de la production sur une grande échelle a éliminé, affirmait-il, le besoin de qualifications spéciales chez les administrateurs. Les problèmes ont été, dans l'ensemble, si simplifiés et standardisés qu'un ouvrier ordinaire est maintenant capable de remplir « les très simples fonctions des directeurs et administrateurs ». Des assemblées travailleuses remplaceraient les parlements bavards du régime bourgeois ; les Soviets sont une forme de démocratie plus réelle, étant basés sur les industries et pas seulement sur la géographie, et par eux, les ouvriers administreraient, à tour de rôle, non les hommes mais les choses. Ils devraient être vigilants, veiller à ce que ceux occupant des postes ne dégénèrent pas en bureaucrates. « Non seulement devraient-ils être élus mais ils seraient toujours sujets à rappel, en tout temps. Ils recevraient une rémunération jamais supérieure au salaire ouvrier moyen. Une préparation serait immédiatement entreprise pour que *tous* soient mis en état de remplir les fonctions de contrôle et de surveillance, de façon que *tous* deviennent « bureaucrates » pour un temps, mais qu'aucun d'eux n'ait l'occasion de devenir « bureaucrates » du tout. Il répéta ces paroles dans son discours aux Soviets en avril 1918 : « Notre but est d'amener chaque membre des classes pauvres à la participation pratique dans la direction », et

les moyens d'y parvenir doivent être étudiés sans cesse, systématisés, rédigés en lois. Même la pratique des réunions fréquentes et bruyantes doit être encouragée, car de cette façon les travailleurs s'éduquent eux-mêmes, quoique d'une manière chaotique.

Nous sommes ici dans un monde différent de celui de Staline. On ne peut même pas imaginer des paysans et des ouvriers « surveillant et contrôlant », chacun à leur tour, la commission centrale de contrôle ou la police politique dont le nom change sans cesse : O.G.P.U., N.K.V.D., M.V.D., etc., mais dont la nature ne change pas. Rappel ? Il n'y a pas un seul exemple de fonctionnaire stalinien révoqué d'en bas ; la seule mention de cette curieuse vieille théorie intrigue aujourd'hui les cercles communistes. Election ? Les ouvriers ne peuvent pas même choisir librement leurs fonctionnaires syndicaux ; ne parlons pas des bureaucrates de l'Etat.

Quand Lénine critique la démocratie bourgeoise, il lui reproche, entre autres choses, de ne pas garantir réellement la liberté de parler. Sans doute le fait-elle sur le papier, mais la croissance du capitalisme a créé des conditions dans lesquelles seuls les riches pouvaient publier des quotidiens et des hebdomadaires. Ils possédaient les imprimeries et tout le papier. Les pauvres n'avaient pas la parole. Mais sous le communisme, dit-il au congrès de fondation de la Troisième Internationale, en mars 1919, dans ses thèses sur la « démocratie bourgeoise », rien n'empêchera les ouvriers, individuellement ou en groupes, de jouir et de disposer dans la pratique de droits égaux à user des imprimeries et des stocks de papier appartenant à la communauté.

« Utopie » léniniste et « réalisme » stalinien

Il serait difficile de trouver des mots pour comparer ce tableau d'utopie, genre « News from Nowhere » de William Morris avec la réalité de la presse enchaînée de Russie. Essayez, dans la Russie d'aujourd'hui, de lancer même la plus petite, la plus modeste, la plus indépendante des revues mensuelles ! Les leaders doivent être encensés comme héros de la Révolution et compagnons de Lénine. Puis, soudain, exécrés comme les plus vils des criminels. Un pacte doit être conclu avec la canaille réactionnaire Laval et il faut applaudir. Un pacte doit être conclu avec les brutes allemandes fascistes, et il faut applaudir. Un pacte doit être conclu avec les rapaces impérialistes anglo-américains, et il faut applaudir. Mais l'ouvrier russe, lui, il n'a jamais la parole.

Une pratique communiste qui contraste le plus violemment avec la rude indépendance du temps de Lénine, c'est celle des confessions et repentirs. Le monde civilisé est révolté à la vue d'hommes, présumés sincères et dignes, si rien de plus, qui s'accusent eux-mêmes de faiblesse, de sottise, de déviations petites-bourgeoises et autres choses du même genre. Ce dont, en réalité, ils sont coupables, c'est de désapprouver la ligne politique du « grand camarade Staline ». La servilité des confessions et la sincérité douteuse des repentirs choquent les travailleurs libres pour qui la dignité a toujours consisté à révérer le leader et le personnage officiel. Des adultes sont traités comme enfants à la nursery — une nursery très arriérée.

Ces confessions ont, historiquement, leur source dans une pratique que Lénine approuva non sans quelques craintes : l'épuration du parti. L'afflux de nouveaux adhérents après la révolution comprenait des indésirables, et les sections locales commencèrent à examiner le passé de leurs membres, leurs activités en des débats publics. Les uns étaient exclus ; d'autres promettaient de se corriger et étaient admis à rester. Cette pratique n'était utile, écrivit Lénine dans la *Pravda* du 21 septembre 1921, que si le verdict était rendu par les ouvriers sans parti. « Ils ont un flair exceptionnel pour reconnaître la différence entre les communistes sincères et les arrivistes qui ne viennent au parti que pour en tirer profit. Ce n'est qu'en prêtant grande attention aux travailleurs sans parti que le Parti peut être une avant-garde étroitement liée à la classe ouvrière et capable de la mener à la victoire. »

Le temps est depuis longtemps passé où un ouvrier sans parti pourrait espérer avoir un droit de décision dans une affaire concernant les membres du parti, et écarter les bureaucrates et les tyranneaux. Ce qu'ont donné les épurations, c'est la possibilité d'exclure *d'en haut* tout membre ayant des doutes sur la politique du parti, et de détruire leur dignité d'homme en les obligeant, selon la coutume, à se dégrader publiquement eux-mêmes. C'est exactement le contraire de ce que Lénine en attendait ; elle fait du fonctionnaire un bureaucrate tyrannique envers les ouvriers mais très souple devant ses supérieurs.

Le tableau de la société que Lénine voulait édifier et auquel il croyait avoir déjà donné forme doit être composé en prenant des parties dans plusieurs de ses écrits ; il reste cependant imparfait. Il craignait qu'une description trop précise le fit traiter d'utopiste, et Marx et Engels avaient condamné les constructions utopiques. Mais il évoqua plus d'une fois la liberté nouvelle qui serait donnée aux femmes ; la législation jugulant les femmes aurait suffi, disait-il, à justifier la révolution. « Aucun parti démocratique dans la république la plus avancée, écrivait-il le 28 juin 1919, n'a fait en dix années la centième partie de ce que nous avons fait dans la première année. Nous avons littéralement bouleversé complètement l'édifice de lois odieuses qui déniaient tout droit aux femmes, qui mettaient des obstacles formidables au divorce, qui pénalisaient les enfants nés hors mariage, etc. » Une partie de cette œuvre (qui était, en dépit de ce que dit Lénine, réalisée déjà dans quelques législations bourgeoises) demeure. Mais pour le divorce il y a eu un changement. Par la loi du 8 juillet 1944, les « formidables obstacles » ont été rétablis. La procédure est longue, lente et coûteuse. Le demandeur doit comparaître devant deux tribunaux ; il doit être « traîné dans la boue » — selon l'expression d'Engels — et la femme n'a, légalement, nul droit au divorce car la décision dépend uniquement du juge. Il faut verser deux mille roubles pour la seule introduction d'une demande. Comme, en 1947, le salaire ouvrier moyen pour toute une année était, d'après les chiffres officiels, de 7.100 roubles, il est clair que la nouvelle législation dénie la possibilité de divorcer aux ouvriers qui n'est plus qu'un privilège des classes dirigeantes. A cela il faut ajouter l'abrogation des lois autorisant l'avortement.

L'impérialisme russe contre le bolchévisme antiannexioniste

Une autre caractéristique du nouvel Etat devrait être la liquidation complète de l'impérialisme russe. Ce que les faux révolutionnaires ne pouvaient comprendre, dit Lénine dans une conférence sur la guerre en mai 1917, le cas de la Courlande le révèle exactement. Les bolchéviks demandaient que la Russie évacue la Courlande, sinon ce serait faire une annexion. D'autres partis ripostaient avec mépris que ce serait folie, ajoutant : pourquoi discuter avec de tels individus ? De même,

dans son étude sur la Révolution de 1905, il invitait ses lecteurs à applaudir les écoliers polonais qui « brûlaient tous les livres russes, disaient à leurs maîtres : allez-vous-en, retournez en Russie ! » En 1951, rappelons-le, le chef de l'armée polonaise n'est pas seulement un maréchal russe, mais ce même maréchal russe, Rokossovsky, qui laissa délibérément exterminer les défenseurs de Varsovie par les nazis en 1944. L'impérialisme russe ressuscitait, ironiquement, dans les régions mêmes où Lénine se réjouissait de le voir disparaître. Il ne reconnaîtrait pas le commissariat des Affaries étrangères où Tchitchérine agissait selon le principe qu' « il n'existait pas de ces positions stratégiques que nous devrions occuper », en Finlande ou ailleurs. Il ne reconnaîtrait pas davantage les serviles partis communistes étrangers, bien qu'il eût un pressentiment de ce qui pourrait arriver quand il leur demanda (au 4e congrès de l'Internationale communiste) de cesser d'accepter aveuglément toute résolution russe. « Ils ne doivent pas se borner à l'accrocher dans un coin, comme une icône, et à prier en la regardant. »

Les raisons de la destruction de l'œuvre de Lénine sont diverses et on ne peut les énumérer toutes ici. L'une d'elles est certainement le fait qu'un membre du vieux comité central du Parti était une brute et occupait la position stratégique la meilleure pour réaliser ses desseins comme secrétaire général du Parti. Mais c'est là une cause trop infime pour un si grand résultat. Probablement plus important, dans la perspective historique, est le fait que la couche supérieure était trop mince. Sur l'énorme masse — 160 millions — de paysans et ouvriers russes semi-barbares, un mince réseau de bolchéviks convaincus et compétents était étendu. Si l'effectif réel du Parti s'élève à 30.000 membres en 1917, on doit en être surpris ; à certains moments décisifs il tombait bien audessous de ce chiffre. La plupart étaient des hommes remarquables et presque tous avaient passé par l'école civilisée, humaine et libre du socialisme occidental. Mais cette élite peu nombreuse avait été décimée par la guerre civile et par la famine. Elle ne pouvait conserver longtemps le contrôle de cette masse énorme vivant au-dessous d'elle. Elle était vouée à sombrer tôt ou tard, ou à être engloutie dans une population qui n'avait jusqu'alors vécu et pensé que dans un moyen âge. Quand Staline se trouva en mesure de commencer à assassiner les « compagnons de Lénine », un nombre de morts relativement faible était susceptible de causer un grand changement. A Vychinsky, l'ex-menchévik devenu procureur, on attribue un peu plus de 6.000 condamnations à mort. Cela, c'était assez pour détruire une civilisation : en l'espace de quelques mois, il ne resta plus rien du monde de Lénine.

Marx, Engels et le régime stalinien

Relisant ces commentateurs infatigables, il est quasi impossible de ne pas céder à la manie des citations.

Qu'il me soit pardonné si je montre qu'Engels avait prévu et décrit ce qui est arrivé. Si la classe ouvrière, écrivit-il, n'était pas assez forte pour prendre en main la direction de la nation (et elle n'était pas forte en Russie) et ne procédait pas à une réorganisation selon des règles démocratiques et sur une base socialiste, elle tomberait au niveau des coolies chinois. Il dit aussi que si la classe ouvrière ne prenait pas le pouvoir en ses propres mains pour édifier le nouvel ordre social, elle le paierait de sa propre destruction. Peut-être y avait-il en ces phrases un peu de rhétorique ; elles sont singulièrement prophétiques pour ce qui s'est passé en Russie.

Même la place à donner, dans l'histoire, au régime stalinien a été pressentie par Marx. Optimiste de l'époque victorienne, Marx croyait, sans en fournir de preuve, que le développement historique irait toujours en avant. Mais dès que nous nous sommes rendu compte que la marche de l'histoire peut, au moins à certains moments, rétrograder, nous voyons qu'il a déjà classé le régime stalinien. « D'une manière générale, dit-il dans sa définition la plus fameuse insérée dans la préface de la « Critique de l'économie politique », nous pouvons très bien définir les méthodes asiatiques, féodales, et les méthodes bourgeoises modernes de production comme autant d'époques dans la formation des sociétés. » Où avons-nous déjà vu cet énorme appareil de coercition, reposant sur un homme et sa cour ? Cette ostentation au centre et le bas niveau de vie de la grande masse audessous ? Ces armées de prisonniers peinant sur des projets mégalomanes, creusement d'énormes canaux ou déplacement de montagnes ? Ces populations entières exilées de leur pays par décret administratif et errant dans des plaines sans fin ? Sûrement dans les annales de Gengis Khan et d'Assurbanipal. Staline a des chemins de fer, des téléphones, l'électricité, peut-être même la bombe atomique, que ces potentats n'avaient pas. Mais cela signifie que ses instruments de coercition sont plus puissants que ceux des empires mongol ou assyrien, non que les relations sociales internes soient essentiellement différentes. Son système correspond au système « asiatique » de la classification de Marx.

Commune et empire

Il convient aussi d'attirer l'attention des marxistes sur le fait que la suppression de la Commune de Lénine par l'empire de Staline est conforme aux règles du matérialisme dialectique, telles qu'elles ont été formulées par le maître luimême dès qu'il eut constaté que rien ne s'opposait à ce que l'histoire rétrogradât au lieu de poursuivre sa marche en avant. Selon la dialectique, l'histoire est un processus triangulaire : il y a d'abord une affirmation, puis une négation de l'affirmation qui est elle-même dominée par une négation de la négation. Plus philosophiquement (et moins absurdement) exprimé, le processus historique commence par une thèse, qui donne naissance à une antithèse, laquelle est à son tour englobée dans une synthèse qui participe de la nature des deux antagonismes. L'exemple célébré par anticipation mais pas encore réalisé, c'était la thèse du capitalisme, confrontée avec l'antithèse de la révolte prolétarienne, qui disparaîtrait dans la synthèse du socialisme. Ceci peut paraître trop simplifié, et une construction de systèmes un peu ridicule. Mais c'est une autre question. Dans le système marxiste, le stalinisme, aujourd'hui, est une réelle synthèse. La thèse, c'était le tsarisme ; l'antithèse, le bolchevisme ; le stalinisme, la synthèse, est le résultat de leur conflit et participe du caractère des deux. Mais, contrairement à l'admission implicite de Marx, il a pris, non les meilleures mais les pires caractéristiques des deux. Du tsarisme, il a hérité son amour des uniformes éclatants, de la gloutonnerie au sommet ; les grandes différences de conditions matérielles entre les classes ; une criante indifférence à la souffrance ; l'adulation et l'avilissement devant le chef ; le gaspillage de vies humaines et du matériel. Du bolchevisme, il a hérité la haine solide de l'adversaire ; une philosophie étroitement intolérante encore que vigoureuse, une constante certitude d'avoir raison, et un mépris presque religieux des droits de l'individu.

Raymond POSTGATE.

Le coup d'Etat se prépare

LA REACTION AU VILLAGE

Au village, les ruraux ont voté avec calme, puis ils se sont aussitôt remis au travail. Dans le Beaujolais, où la vigne est tout (et où les vendanges s'annoncent mal), on se préoccupe davantage, semble-t-il, du prix des vins — et des pluies compromettant les récoltes — que de la rentrée du Parlement, regardé comme un lointain foyer de ténébreuses et incompréhensibles intrigues. Mais vingt-six ans de séjour continu dans le même village m'ont appris qu'on aurait tort de croire à cette indifférence apparente.

Les électeurs ont voté et, en paroles, leur estime pour les députés qu'ils ont élus ne s'est pas accrue d'une once. D'un petit air détaché et supérieur, chacun déclare : « Ah ! les salauds ! ils sont tous les mêmes. Le meilleur d'entre eux ne vaut rien. C'est le traitement et leurs affaires qui les intéressent. »

Voire, voire ! De même que l'on assiste à la messe beaucoup plus par habitude que par conviction (dans le Beaujolais on feint de croire, surtout du côté hommes), les électeurs ont l'air de voter tout simplement parce que le pli est pris d'aller aux urnes. En réalité, chacun est persuadé de jouer le bon cheval. Tel est, en particulier, le cas des réactionnaires. Ils invectivent grossièrement et violemment les parlementaires mais ne s'abstiennent jamais (1).

Les paysans ont voté dans le calme mais avec passion car ils sont profondément inquiets. Un malaise général pèse sur le village. On appréhende des catastrophes qui feront de l'individu un pauvre fétu de paille.

Les motifs d'angoisse ne manquent pas. Chez toutes et tous le souvenir de la guerre est resté vivace. C'est surtout le régime des restrictions qui a été très péniblement supporté. On ne tient pas à le revoir et, comme la pensée se meut dans l'étroit horizon d'un antagonisme franco-allemand, on ne veut pas d'un réarmement « boche » parce qu'on le juge susceptible de nous valoir une nouvelle invasion. Comme le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest s'effectue tout de même, il en résulte une vive anxiété dont jouent les staliniens. Ces derniers se présentent en superpatriotes. On ne les croit pas mais, par contre, on redoute que le réarmement allemand ne fournisse à Staline un prétexte pour mettre le feu aux poudres et lancer ses blindés. D'où une vague aspiration à la neutralité.

La guerre d'Indochine est acceptée avec une résignation douloureuse. Sans notre effroyable chauvinisme et notre ridicule narcissisme national, l'évacuation serait accueillie avec un immense soulagement. Mais partir serait une défaite que l'on ne consent pas à avouer. Alors nous sommes plus bêtes que Napoléon III au Mexique.

Il y a quelque chose encore. Au village, les cléricaux professionnels, avec leur ténacité insidieuse, luttent et lutteront jusqu'au bout contre l'évacuation, parce que l'évacuation signifierait la mise à la porte des richissimes congrégations missionnaires.

---

(1) Les réactionnaires ne s'abstiennent jamais parce que leurs mandataires sont ultra-réactionnaires et vont toujours au delà de leurs promesses. Au contraire à l'extrême-gauche vraie, on est sceptique sur la façon dont l'élu tiendra sa parole.

Toutefois la question religieuse n'est avancée ni par les réactionnaires ni par les anticléricaux. En bons Français moyens, ces derniers ne savent rien. Ils ignorent tout de la puissance temporelle des congrégations missionnaires. Cette puissance, qui n'a jamais cessé de croître et d'inspirer toute notre politique coloniale, n'a pas peu contribué à nous faire exécrer par l'élite intellectuelle des pays subjugués.

En dépit de la propagande gouvernementale, la guerre d'Indochine est foncièrement impopulaire. Au village, elle n'a pas d'apologistes. Elle est combattue avec acharnement par tous les hommes de gauche. Elle se poursuit morne, coûteuse et criminelle comme celle du Mexique. Chacun comprend aisément que le « maquis », dont Ho Chi Minh est le chef, est aussi légitime et aussi estimable que le « maquis » français lors de la dernière guerre.

Les situations incertaines provoquent l'angoisse et cela d'autant plus qu'elles se prolongent. L'hostilité des gauches, jointe à la passivité réticente des paysans, nous fait très bien comprendre pourquoi le gouvernement en Indochine ne se décide ni à la reconquête ni au départ. Il doit se borner à entretenir la guerre, et l'anxiété grandit, fruit d'une paralysie générale du pouvoir.

Autre cause d'appréhension : l'agitation incessante en Afrique du Nord où de nombreux jeunes gens ont fait leur service militaire. Le régime du Moghreb c'est, pour l'indigène, la dictature militaire et policière. Les milieux d'affaires mis à part, les deux éléments de la population suivent des voies distinctes. Nos paysans, ignorant l'arabe et le kabyle, ne connaissent pas les indigènes ; ils ne savent d'eux que ce qui leur en a été dit par des Européens racistes d'une moralité parfois douteuse. Ils méprisent ces « bicots », ces « sidis » dont c'est la nature d'être aussi paresseux que *méchants*. Ces pouilleux, nous avons tort de les accueillir en France ; ils nous détestent ; ils n'attendent qu'une occasion favorable pour nous massacrer. Nous ne leur avons fait que du bien ; et ils ne songent qu'à se révolter : « Vous verrez qu'un jour ça finira par faire du vilain ! »

Comme cette fois ils seraient obligés d'aller combattre en personne, nos paysans du Beaujolais ne tiennent pas du tout à laisser leurs os en terre africaine. Ils disent : « *L'Indigène* nous déteste et ne veut pas se civiliser (c'est-à-dire nous ressembler). Eh bien ! laissons-le à sa crasse ! Après tout, ce sera pain bénit. Nos vins se vendront plus facilement et à un bien meilleur prix ! »

***

Au village, la grande angoisse paralysante, la grande angoisse permanente, vient du danger russe appelé ici « péril communiste ». Il obsède, il surplombe tous les esprits.

Pour vous et moi il n'y a pas plus de « communisme » réel en Russie qu'il n'y eut de république réelle au temps de la Révolution française. Mais il n'en va pas de même pour nos « notables » ruraux, de plus en plus conservateurs. Ils croient que le « communisme » règne à l'état pur en Russie et dans les pays de « démocratie populaire ». Ils le jugent susceptible de s'étendre.

Dès lors une terreur panique les anime. Aussi,

tous seraient-ils pour une dictature Grande-Andouille si l'expérience ne les avait rendus méfiants. Ils redoutent les représailles. Ils sont terrorisés quand leurs journaux leur apprennent que les « communistes » chinois procèdent à des massacres massifs d'ennemis du régime. Par prudence, nos notables évitent généralement de parler de politique autrement qu'entre eux. Ils appellent de tous leurs vœux le coup d'Etat sauveur mais ne participeront pas à son exécution. Du bout des lèvres ils condamneront la dictature et ne manqueront pas de l'appuyer de toutes leurs forces, en se félicitant *in petto* de leur roublardise. Observons maintenant qu'au village les « communistes », c'est-à-dire les citoyens qui se disent tels (ou que l'on catalogue comme tels), ne constituent, dans l'immédiat, aucun péril dont on se puisse alarmer. Mais nos notables voient plus loin que la minute présente. Ils pensent que si les blindés russes effectuaient une avance victorieuse, les « communistes » du secteur paysan renseigneraient leurs acolytes de l'agglomération ouvrière — en l'espèce Villefranche-sur-Saône — lesquels joueraient un rôle de premier plan dans l'instauration d'une terreur destinée à décourager d'éventuelles résistances.

En vain les « communistes » font-ils preuve d'une modération rassurante ; en vain mettent-ils leur drapeau dans leur poche : on ne les croit pas. Tant que la paix durera, le « communisme » rural ne sera pas dangereux, mais on continuera d'invoquer le « péril communiste » afin de promouvoir une politique conservatrice.

Les « notables » ont constaté avec plaisir que, dans les campagnes, les « communistes » ont perdu du terrain. Ce recul n'a rien de surprenant vu la nullité — le mot n'est pas trop fort — des Beni-Oui-Oui que sont les « communistes » officiels.

Au village, les habitants d'un hameau se connaissent bien les uns les autres et on juge des doctrines d'après la valeur de ceux qui les professent. Attitude fort sage vis-à-vis des Tartufes de tout acabit.

Dans un village moyen, comment se présente le « communisme » ? Nous trouvons d'abord la cellule : 6 ou 8 personnes — dix au plus — qui sont loin de constituer une élite. X..., par exemple, est un pauvre type que l'on ne prenait déjà pas au sérieux quand il appartenait au groupe socialiste. Ni on ne le respecte ni on ne l'estime car il est criblé de dettes : « Que sa femme et lui apprennent d'abord à se conduire avant de vouloir conduire les autres ! », disent ses adversaires. Y..., lui, est regardé comme un paresseux et l'on dit à son propos : « Tous les « communistes » ne sont pas des fainéants mais tous les fainéants sont « communistes ». Jadis propriétaire aisé, Y... s'est ruiné et ses vignes se sont transformées en ronciers. En Beaujolais ce sont là des fautes impardonnables (2). Notre homme est en outre un hâbleur dont on dit qu' « il ne profère qu'un mensonge à la fois mais qu'il ment sans arrêt ». Et il lui manque la faconde joviale et bonasse de l'excellent Tartarin de Tarascon.

Z... est tenu pour un « marteau », ainsi que sa femme. « La faucille et les deux marteaux », disent en rigolant les humoristes de leur voisinage.

(2) Les staliniens, quand on les met ainsi sur la sellette, imputent à la malveillance les critiques dont ils sont l'objet. Or il est certain au contraire que la critique, même si c'est la malveillance qui l'inspire, vaut mieux que la louange du partisan. Notre vie est faite de relations, de rapports avec nos semblables. En acceptant des Beni-Oui-Oui, des limaces et des lèche-culs, le parti stalinien se déconsidère et ne peut mener à bien aucune tâche socialiste.

Le noyau est entouré d'un halo de sympathisants.

Ces derniers sont de deux sortes. Les uns sont des métayers très pauvres ou des domestiques vivant au jour le jour. Ce sont des mécontents, voire des désespérés pour lesquels n'existe aucune possibilité, si faible soit-elle, de promotion sociale.

Le cas des domestiques a ici quelque chose de simple et de tragique. Le Beaujolais est surpeuplé et les primes à la natalité accroissent le surpeuplement. Quoique lents, les progrès du machinisme agricole réduisent à l'extrême les besoins de main-d'œuvre. Il y a maintenant des domestiques à moitié temps qui travaillent pour deux patrons. Jadis assez nombreux et parfois plus heureux que leurs employeurs (ces derniers étant souvent endettés), les domestiques agricoles sont dispersés parce que rares ; en outre, ils sont d'âges très différents et, dès lors, se comprennent mal entre eux, ayant déjà une peine infinie à se comprendre eux-mêmes et à s'expliquer leurs pauvres vies. Là où l'on recourt à leurs services, ils se sentent de trop ; ils comprennent plus ou moins clairement qu'on se passera d'eux à la première occasion. Alors que faire ?

Devenus lentement des parias et presque des *outlaws* (après avoir joui d'une certaine considération sociale), ils ne voient des possibilités de salut qu'en une ère de chambardement général où ils pourront enfin se venger de toutes leurs humiliations.

Autres sympathisants bien différents : les socialistes écœurés par l'indigne attitude de la S.F.I.O. des sommets. Il ne faut pas du tout confondre ces honnêtes sympathisants avec les « cryptos » de *Libération* ou de la C.G.T. qui, eux, sont pires que les staliniens. Les sympathisants que j'ai en vue me rappellent les vieux radicaux qui — il y a bien longtemps de cela — ne connaissaient pas d'ennemis à gauche. Ils manquent simplement d'information et ne se doutent pas qu'ils se forgent des chaînes en votant pour les hommes du parti stalinien. *Et le péril immédiat c'est le péril césarien, militariste, clérical et capitaliste.* En histoire, comme dans la nature, il y a toujours de *l'intervalle*, en appelant ainsi tout ce qui « entre le projet et le résultat peut survenir sans être le fait propre de l'agent, et qui se combine avec l'effort direct de celui-ci pour assurer le succès ou l'empêcher ». Un jardinier sème, sarcle, bine, transplante, mais entre le semis et la récolte s'intercalent des événements qui contrarient ou favorisent ses efforts : gelée néfaste ou pluie bienfaisante, invasion d'insectes ou disparition de ceux-ci, etc.

Staline et sa bureaucratie projettent depuis longtemps de coloniser l'Europe. Blindés, avions, troupes de toutes armes sont réunis à cet effet. Mais l'ordre de foncer n'est pas encore donné car, même dans une guerre-éclair, il y a des *intervalles* (nuits obscures, obstacles à franchir, résistance de l'adversaire) qui rendent le résultat final incertain. Pour *maîtriser l'intervalle*, Staline et ses militaires diffèrent l'heure de l'attaque et comme le partenaire utilise ce répit pour se fortifier, un certain *statu quo* tend à s'établir.

De son côté, de Gaulle a depuis longtemps franchi le Rubicon et il ne manque pas un bouton de guêtre à sa Constitution Grande Andouille. Mais entre le projet de coup d'Etat et le coup d'Etat lui-même il y a de *l'intervalle*. Sera-t-il long ou court ? A vues humaines il doit être assez court. Toutefois l'histoire n'a rien d'inéluctable. Elle se produit avec liberté et présente toujours de nombreux éléments d'incertitude.

Les chances de de Gaulle sont grandes. Elles ne tiennent ni aux mérites de l'homme ni à la valeur des troupes dont il dispose. Il les doit aux extrê-

mes faiblesses d'un régime qui, en 160 ans de soulèvements et de réactions alternés, s'est offert le luxe d'une vingtaine de constitutions. En France le césarisme a passé, s'est installé et a *duré* (il n'a été renversé en 1814, 1870 et 1944 que par la présence de l'étranger sur notre sol) parce que les institutions dites républicaines n'ont jamais fonctionné d'une manière efficace. Jamais une politique cohérente et suivie n'est parvenue jusqu'au code.

On s'en prend à la « tyrannie » des partis. Quelle dérision ! La plaie de nos assemblées c'est au contraire la fameuse « indépendance » des élus prétendant ne relever que du *dictamen* de leur « conscience » et du verdict de l'électeur. Outre qu'elle engendre la pagaille, elle fait d'eux des combinards soustraits à toute responsabilité.

« L'indépendance », que symbolisa si bien l'affreux Laval — embusqué au Sénat à la manière d'une araignée dans son coin d'ombre — multiplie les groupes et sous-groupes que domine invariablement un affairiste sans scrupules (3) Cette prolifération comporte un chassé-croisé continuel ; aussi donne-t-elle des ministères sans cohésion interne, incapables par là même de mener à bien une politique cohérente.

Harold Laski disait avec raison que l'indéniable supériorité du système anglais sur le nôtre provenait de ce que l'Exécutif d'outre-Manche est lentement devenu le *comité restreint* du Législatif et l'image fidèle de ce dernier. De fait, en Angleterre, le parti au pouvoir applique son programme au lieu de le fouler aux pieds ; il le traduit en lois qui produisent leur effet parce que les ministres ont le temps d'en poursuivre l'application. Enfin, fier de son indépendance, le magistrat retouche la loi par des arrêts jurisprudentiels qui l'adaptent aux besoins sans la déformer.

En France, faute d'être nettement majoritaire, un parti n'a jamais pu appliquer que des bribes de son programme. Aussi est-on toujours allé de crise en crise.

Quand il en est ainsi, les ruraux exaspérés constituent la masse enthousiaste sur laquelle s'appuient les dictateurs lorsqu'ils se présentent en hommes providentiels. Le Beaujolais, au dire de ses habitants, est une citadelle républicaine. A Vichy, le sénateur Bender vota courageusement contre les pleins pouvoirs. Pourtant en 1941, Pétain effectua dans le vignoble une tournée triomphale. On se ruait sur ses pas avec servilité ; on accourait, de loin, simplement pour le voir et l'acclamer. Les anciens de 1914-1918, déformant leurs souvenirs de guerre, se vantaient d'avoir été ses « poilus » et déclaraient : « Il faut qu'un seul commande ! »

Disons toujours la vérité : si de Gaulle réussit son coup d'Etat, il sera acclamé par les campagnes parce que son « coup de majesté » suivra une période de chaos et d'impuissance dont nous voyons déjà les commencements.

Ici, comme ailleurs, les ruraux aiment les pouvoirs forts et les décisions catégoriques. On voit aisément pourquoi. La paysannerie est par essence hétérogène, compartimentée. Le lien social est fourni par l'Etat. On a beau dire que le plus riche des propriétaires et le plus pauvre des journaliers agricoles ont un bien commun : la Terre, la différence des situations ne permet pas aux ruraux de former des syndicats de masse comparables aux syndicats ouvriers, car dans ceux-ci les similitudes sont grandes.

Par suite, l'Etat est le Dieu des « notables » campagnards. On le fraude, on le fronde, on critique son « dirigisme », mais dans le même temps on le somme d'imposer à la nation les ordres des riches terriens. Il y a trop de vin dans les caves. L'Etat doit l'en faire sortir au prix fixé par les viticulteurs. Et de tout ainsi. Dès qu'une difficulté surgit, on se tourne vers l'Etat-Dieu et on lui ordonne de le résoudre.

Au village, un Etat faible ou libéral est aussi inconcevable qu'un saint qui refuserait de satisfaire les demandes de ses fidèles.

Imaginez un ministre décidant que l'Etat revient au libre-échange, abolit les douanes et laisse les prix obéir aux lois de l'offre et de la demande, quel tollé chez nous, agrariens ! En fait de liberté, ils ne connaissent que celle d'imposer les prix qui leur agréent.

Tout cela étant, une rage folle s'empare des ruraux dès que le moindre « désordre » s'introduit dans l'Etat ou que se prolonge un climat de crise (4).

Exaspérés par une baisse du franc qui dure depuis 37 ans et n'a donné que des « hausses de misère » ne permettant plus de s'enrichir par l'âpre économie et la thésaurisation, nos Grandets attendent l'homme providentiel qui incarnera l'Etat fort mettant fin aux incertitudes qui durent depuis un tiers de siècle. Même colère chez ceux qui, moins à l'aise, ont refait connaissance, dans le Beaujolais, avec l'endettement. Tous les commerçants que je connais se plaignent des grosses sommes qui leur sont dues « par des gens dont vous ne vous doutez même pas, mon pauvre monsieur Jacquet », me disent-ils. « Et si on refusait le crédit on ne vendrait rien. »

Autre cheval de bataille du gaullisme : la révision constitutionnelle dans un sens plus conservateur avec un renforcement considérable de l'Exécutif — ne relevant plus que de lui-même.

Nul de nous, dans cette revue, n'ignore que la France est un cimetière constitutionnel et nous avons vu, ici même, que nos multiples constitutions, nées de vues *a priori*, ne donnèrent aucun des résultats que leurs auteurs en attendaient. N'importe ! Aussi patients que Pénélope, les Français ont toujours la même confiance dans la vertu des textes et, plus que jamais, ils sont à la recherche de la Parfaite Constitution qui fera leur bonheur (5). Cette préoccupation vient à point pour compliquer des situations déjà difficiles. Avec une Chambre des députés composée de 6 groupes d'égale force, avec 4 Assemblées — dont 3 sont de trop : Sénat, Conseil économique et Conseil de l'Union française — la paperasserie, l'inefficacité, l'irresponsabilité, le gâchis sont, par position, portés au maximum. La question constitutionnelle apportera un nouvel élément de trouble à ceux qui existent déjà. A la faveur d'une panique monétaire bien organisée ou d'un scandale savamment orchestré, les événements se précipiteront — ainsi qu'il est déjà arrivé. Notre armée de coup d'Etat étant dressée contre la nation, le césarisme passera aisément.

— Nous ne le tolérerons pas !

— Qui vous permet de parler ainsi ?

---

(3) Briand, Millerand, Tardieu, Paul Reynaud, Marquet, Bergery, toutes ces âmes de boue, représentent à merveille l'élu « indépendant ».

(4) Au lendemain de la grève générale qui suivit le 6 février, un paysan aisé me disait :

— Il faut faire marcher les mitrailleuses et tirer dans le tas.

— Contre qui ?

— Contre eux !

— Qui eux ?

— Tous ceux qui manifestent ! Le désordre est intolérable !

(5) Le vieux Doumergue voulait nous doter d'une constitution rajeunie. Romier nous en préparait une sous Pétain et Grande-Andouille a la sienne toute prête.

Les précédents ne sont guère favorables. La Chambre de 1936, une Chambre de gauche que l'on comparait à la Convention, signa sa propre déchéance, s'effondra et lécha les bottes d'un vieillard gâteux, en 1940. Pourquoi celle de 1951, beaucoup plus à droite, ne supplierait-elle pas M. de Gaulle d'accepter les pleins pouvoirs et de nous doter de sa constitution Grande Andouille ? A droite ne demande-t-on pas déjà l'union de tous les « bons Français » autour d'un gouvernement de salut public ? Et — qui se ressemble s'assemble — ne voit-on pas nos « modérés », nos « indépendants », nos « paysans » invoquer les « nécessités de la défense de l'Occident » pour renouer avec leur cher Franco, ce précurseur et ce modèle de nos futurs Césars bottés et étoilés ?

A la campagne on sent obscurément que de gros événements se préparent et cela depuis plusieurs mois. Aussi redouble-t-on de prudence, afin de ne pas se compromettre prématurément. On se défend de « faire de la politique » (Je n'y comprends rien et j'ai déjà bien assez de soucis avec mon travail.) Pourtant elle intéresse et elle passionne. Par maints biais, plus ou moins subtils, on arrive toujours à en parler, de même que le paysan de Michelet qui s'est bien promis de ne pas se rendre à sa terre y va et y entre tout de même.

C'est ainsi qu'à la Pentecôte je me suis trouvé de parler des futures élections avec deux notables ruraux qui, jadis, acceptèrent le coup d'Etat de Pétain et s'en réjouirent tant que le succès de la réaction se maintint.

L'un, qui a mon âge, fut radical ; l'autre, plus jeune, est un conservateur clérical qui abomine la démocratie chrétienne considérée par lui comme hypocrite et imprudente. C'est un agrarien P.R.L., extrêmement à droite. Le biais d'introduction fut facilement trouvé. Sachant que je venais de la capitale, les deux notables me demandèrent ce que je pensais des élections, le plus vieux ajoutant : « Croyez-vous que les communistes gagneront ? » (*sic*). Dans sa bouche, gagneront avait ce sens : obtiendront la majorité et prendront le pouvoir.

Je leur donnai mon avis et leur dis que les communistes ne « gagneraient » pas mais que cela n'avait aucune importance, une invasion-éclair, sous un prétexte quelconque, étant toujours possible. Là-dessus, consternation de mes deux notables ! Prenant ses désirs pour la réalité, et par ailleurs assez impulsif, le plus jeune de mes interlocuteurs me déclara : « L'invasion est possible, mais au bout d'un mois *le Français* en aurait assez de la dictature communiste. *Le Français* aime la liberté. Il se formerait vite un maquis et les communistes eux-mêmes se révolteraient. »

Je répliquai : « Il n'y a pas plus *le Français* qu'il n'y a *le Paysan*. Il y a des Français et, hélas ! dans le passé, ils ont très patiemment supporté les diverses dictatures auxquelles ils ont été soumis. Le second Empire a duré 18 ans et c'est seulement la défaite de Sedan qui nous en a délivrés.

» Vous ne connaissez pas les staliniens. Ils ont mis au pas les Tchèques, ces rudes hommes et ces vrais républicains trempés par leurs longues luttes pour l'indépendance. En France, les Russes ne se heurteront à aucune résistance sérieuse. »

— Moi je crois avec M. Jacquet que *nous se soumettrons* (*sic*), dit mon autre interlocuteur. La crainte fait faire bien des choses. La terreur « coco » brisera toutes les résistances.

On trinqua et là s'arrêta notre conversation car le plus jeune de nous trois n'osa dire qu'il fallait devancer la ruée des blindés russes en instituant une dictature militaire et cléricale. Mais ce qu'il n'osa dire, il n'était pas, il n'est pas seul à le penser. Depuis, les élections orientées à droite ont ravivé les espoirs d'une réaction agrarienne que gagne l'impatience. Sous le couvert de la lutte à mener contre un « communisme » que l'on se garde bien de définir (plus il est vague mieux cela vaut pour semer l'épouvante) la marche à la dictature s'accélère dans les campagnes.

Blacé, 20 juillet 1951.

A.-V. JACQUET.

P.S. — Depuis que ces lignes ont été écrites, trois faits sont venus pour moi en confirmer le sens.

Sur le plan national, nous avons vu s'éterniser une crise ministérielle où « modérés », « indépendants » et « paysans », qui continuent les médiocrités violentes de la vieille droite traditionnelle, ont étalé leur nullité politique. Si stupides que soient les gaullistes, ils se sont montrés supérieurs à leurs voisins et seront pour ces derniers un pôle d'attraction.

Sur le plan départemental, les agrariens du Rhône, dans la question du lait, ont fait preuve de la plus sale démagogie pseudo-révolutionnaire. On a pu voir, j'ai vu d'ex-socialistes parler exactement comme les dirigeants de la C.G.A. et appeler « nos chefs » des réactionnaires avérés.

Sur le plan local, j'ai assisté, pas plus tard qu'hier, à la vente d'un modeste domaine guigné par de nombreux intéressés. Les enchères m'ont frappé par leur modestie. A la vente par parcelles a succédé la vente en bloc. Une seule enchère a été portée et l'adjudicataire s'est trouvé être un marchand de vins opérant sans doute pour le compte d'un citadin désireux d'acquérir une maison de campagne. Sur place, il n'y avait pas la « grosse somme » nécessaire pour l'achat.

Grosse somme ? Non, mais la pensée paysanne est très lente à s'assimiler les transformations qui frappent l'observateur social. Compte tenu de tous les frais, la maison, avec les trois bons prés qui l'entourent, reviendra au plus à 1.800.000 francs. Là-dessus, deux de mes anciens élèves trouvent énorme cette somme. Ils en sont restés au million et au franc de l'école. Le louis d'or valant ce jour-là 4.200 francs, je montre à mes auditeurs que traduite en francs 1914 la petite propriété s'est vendue à un prix dérisoire très inférieur aux cours pratiqués en 1914, qui déjà n'étaient pas fameux, en raison de l'exode rural provoqué par les années calamiteuses (1910 et 1913).

Comme mon raisonnement est irréfutable, je provoque l'étonnement général. On ne m'oppose rien, mais à la veillée on en reviendra à l'idée qu'un million c'est toujours un million et que les anciens, s'ils revenaient sur la terre, seraient bien surpris de voir qu'une propriété de 20.000 francs vaut aujourd'hui presque 2 millions.

Cette lenteur conservatrice s'allie à une grande prudence. Avant la mise aux enchères, personne ne se porte acquéreur. Tout le temps que dure l'adjudication, on se surveille, on ne se hasarde à lancer un chiffre qu'à la dernière extrémité. On a peur de passer pour riche.

Au lendemain de l'autre guerre, lorsque j'étais à Saint-Igny-de-Vers, les montagnards, quoique plus défiants encore que les paysans du vignoble, enchérissaient et surenchérissaient à tour de bras pour se débarrasser de leurs bons du Trésor, lesquels ne leur inspiraient plus confiance. On croyait à la paix et on achetait du solide.

Maintenant, la menace de guerre écrase tout. On garde des disponibilités : « Les billets ne valent pas grand-chose, mais plus on en a mieux cela vaut puisque tout est si cher. » Allons ! que de Gaulle fasse vite son coup ! Après, ça ira peut-être mieux.

1er *août*.

Après le Congrès de Milan

A LA RECHERCHE D'UNE ACTION SYNDICALE INTERNATIONALE

Dressant, dans le précédent numéro de la *R.P.*, l'esquisse d'un bilan de la C.I.S.L., nous y exprimions l'inquiétude de ne plus sentir nulle part ni jamais le grand souffle des espérances et des enthousiasmes susceptibles de balayer toutes les frontières et de faire naître en deçà et au delà des barreaux de fer la même volonté de révolte et d'action des hommes du travail. Regret ou vision trop intellectuelle, observait un bon camarade, rappelant que l'action syndicale de tous les jours est faite de corrections, d'additions à des pratiques ayant d'autant moins l'ambition d'aboutir à la solution rêvée des problèmes que celle-ci est évidemment inaccessible et qu'il ne peut être question que de s'en approcher progressivement. Mais en accord avec cette conception ne peut-on rechercher dans l'action d'aujourd'hui les promesses d'une renaissance d'un internationalisme actif ? Cet été, des congrès, des rencontres internationales, ont eu lieu à propos desquels on fera ici quelques remarques. Faute de documentation suffisante ou faute de place elles seront nécessairement fragmentaires.

La C.I.S.L. à Milan

N'ayant pu, pour de multiples raisons, assister au congrès de la C.I.S.L. à Milan, je comptais bien n'en pas parler. — Pourquoi pas ? Tu auras d'autant mieux compris que tu ne l'auras pas suivi - — Pas sûr ; il aurait tout de même fallu savoir ce qui s'y était dit ; en séance, et dans les couloirs, là où se passe l'essentiel de ces grandes machines avec casques et longs discours très officiels.

Or, à la réflexion, je vois surtout ce qui manque au bilan esquissé le mois dernier. Par exemple, que disait-il au sujet du Congrès de Milan ? Rien ou presque. Et pour cause. Qui avait seulement eu connaissance des trois rapports de Meany, Jouhaux et Tewson ? Qui savait, officiellement, que Finet devait être remplacé à la présidence, et pourquoi ? On ne pouvait qu'y faire allusion et le congrès semble avoir été, sur ce sujet, d'une discrétion extraordinaire : des fonctions officielles dans la Haute Autorité de la Communauté Acier-Charbon sont-elles à ce point déshonorantes que, à la façon des maladies dites honteuses, on n'en parle qu'en conseil de famille ?

Je me garderai bien de parler du Congrès autrement que sur le mode interrogatif, car les informations de la presse ont été laconiques (sur ce sujet comme sur les autres !) et le compte rendu de « Force Ouvrière » est volontairement d'un caractère très officiel et faisant, comme il se doit, la part belle aux interventions des délégués de la C.G.T.-F.O. (1). « Comme il se doit » ! Disons plutôt que telle est la règle générale à l'intérieur de la plupart des organisations et qu'il est malheureusement probable que les journaux de chaque centrale auront agi de la même façon. Pourquoi ne pas proposer au service de documentation de la C.I.S.L. de profiter de cette occasion pour faire une étude critique de la façon dont chaque organisation conçoit l'information de ses membres sur l'action de l'Internationale ? Ce serait entamer de façon simple et concrète l'immense tâche d'information et d'éducation qui devrait aboutir à la prise de conscience de la classe ouvrière de son être et de son devenir.

***

Les *rapports*, considérés comme introductifs aux discussions du congrès, portaient sur les sujets suivants : 1° les objectifs du syndicalisme libre et sa lutte contre la menace totalitaire (Meany, A.F.L.) ; 2° le rôle du mouvement syndical dans la crise internationale (Jouhaux, (C.G.T.-F.O.) ; 3° les conditions de l'établissement et du maintien de la paix mondiale (Tewson, T.U.C.).

On imagine qu'il aura été difficile à chacun des rapporteurs de ne pas empiéter sur le sujet de ses camarades. D'une simple allusion faite au rapport de *Meany*, on peut craindre que son analyse du danger totalitaire ne se fonde, au moins partiellement, sur une interprétation très défavorable de la Révolution russe naissante. Les syndicats américains et plus particulièrement certains de leurs militants chargés des questions internationales ne réagissent pas toujours comme le voudraient ceux qui souhaitent une distinction plus marquée entre les politiques gouvernementales et syndicales (2) américaines. Une conception fausse de la Révolution russe peut conduire à préparer comme à rebours l'émancipation du peuple russe, qui restera à faire, comme celle de tous les autres peuples, par delà l'anéantissement du stalinisme. Si l'accord est facile sur la nécessité de résistance aux régimes totalitaires, s'il l'est encore sur l'objectif principal de la lutte pour leur disparition, il ne l'est plus sur les méthodes d'action immédiate ou non. Une partie du mouvement ouvrier n'admet-elle pas implicitement que le totalitarisme extirpé du monde (en admettant qu'on y parvienne, ce qu'il me parait permis de nier), on n'aura plus qu'à mener une vie bien réglée de luttes syndicales dans un régime où il y aura des difficultés et des facilités équitablement réparties entre tous ? Pour ceux qui se rallient à cette conception, la révolte contre l'oppression totalitaire serait sacrée, alors que la révolte à l'intérieur des nations libres et démocratiques serait la preuve d'une inadaptation foncière à la vie en société. Staline et son équipe exterminés, il suffirait de rappeler Kérensky (3).

---

(1) On apprend ainsi qu'avec beaucoup d'à-propos le délégué de la C.G.T.-F.O. à la commission de l'Organisation des Finances et des Statuts était Chevalme. L'ex-président du BEDES, toujours membre de la C.E de la C.G.T.-F.O., aura pu donner aux délégués émerveillés des recettes pour le financement des journaux syndicaux.

(2) Tout en sachant que les spécialistes des questions internationales de l'A.F.L. et du C.I.O. se rencontrent souvent et sont d'accord sur les objectifs, il y a, dans l'action pratique, des nuances entre les deux organisations.

(3) Les journaux annoncent justement la participation de ce personnage « hautement » qualifié à une conférence des émigrés russes à Munich.

Pour tel militant important de la C.I.S.L., l'émancipation des peuples britannique et américain n'est plus à faire. Belle assurance, compréhensible de la part de militants qui se sentent forts d'une organisation syndicale nombreuse et prospère. Mais de là à se contenter de « l'idéal démocratique », tel que les nations occidentales l'incarnent (à des degrés divers, d'ailleurs), il devrait y avoir un grand pas. N'a-t-on pas tendance, à la C.I.S.L., à le franchir ? Du rapport *Tewson* citons ce passage (nous ne connaissons que ce morceau cité par *F.O.*) :

Une des conditions essentielles de l'établissement d'une paix durable est la reconnaissance par l'opinion publique du monde entier du fait que l'organisation de la défense a clairement pour objectif la paix, et que les nations libres et démocratiques ont le droit de s'armer contre l'agression. Une des tâches essentielles de la Confédération est donc de faire échec à la propagande qui dénature ce système de défense et prétend qu'il constitue une organisation politique et militaire dirigée contre un pays particulier quelconque. Nous devons démontrer par tous les moyens de publicité et d'éducation dont nous disposons les objectifs pacifiques du programme de défense et réfuter tous les mensonges communistes à ce sujet.

Une campagne du mouvement syndical fondée sur ces principes positifs est la véritable réponse à la fallacieuse propagande de « paix » communiste.

Si le mouvement syndical a pour but d'agir sur l'opinion *publique*, s'il a pour premier devoir de soutenir les conceptions gouvernementales de défense nationale, la faible réfutation de la démagogie stalinienne suggérée ici par Tewson pourra être considérée comme *principe positif* d'une action de propagande. Mais on aura du mal à la distinguer des velléités qui portent ambitieusement le nom de politiques gouvernementales et, quant aux résultats, il ne faudra pas s'étonner des avantages faciles qu'en tireront des « neutralistes » un tant soit peu raisonneurs. Surtout, il faudra craindre que la majorité des travailleurs, n'ayant le choix qu'entre deux propagandes de même nature, ne continue à donner sa faveur à la plus criarde, à la plus démagogique. Car à la monstrueuse démagogie totalitaire qui ne refuse aucun mensonge, mais au contraire grossit tout mensonge, jusqu'à la démesure, c'est proposer une autre démagogie et abuser du terme d'*éducation* que baptiser défensifs ou offensifs les moyens militaires de destruction à la construction desquels le monde s'épuise dans l'injustice. Se laisser enfermer dans le dilemme agression-défense est la pire faute que le mouvement ouvrier puisse aujourd'hui commettre parce que c'est achever volontairement son destin. S'y résigneront ceux qui mettent maintenant leur confiance en des mystiques mondiales, européennes ou religieuses. Mais est-ce là l'avenir du mouvement syndical ? N'a-t-il pas, ne doit-il pas avoir une conception propre ?

Ce n'est pas dans le rapport *Jouhaux* que l'on trouvera réponse à ces questions. Ce rapport a été intégralement reproduit dans la revue d'Edgar Milhaud, *les Annales de l'Economie Collective* (n° de mars-avril 1951 qui vient de paraître). Le rôle de la C.I.S.L. et des syndicats y est strictement limité au soutien de l'O.N.U., des démocraties occidentales et du Pacte de l'Atlantique Nord. Il est entendu, pour le président du Conseil économique, que la reconnaissance obtenue *du droit des travailleurs organisés à une coparticipation effective à la direction des affaires économiques et sociales de chaque pays et du monde*, la lutte syndicale aura pour objet de faire accepter par les gouvernements les heureuses suggestions que le mouvement syndical formule (répartition internationale des matières premières, contrôle de leurs prix, équilibre (?) entre besoins du réarmement et de la reconstruction *qui doit être trouvé*, etc.). Ainsi luttera-t-on pour l'amélioration de la situation économique générale *« même au prix de certaines transformations de la structure sociale et d'interventions d'entraide économique internationale de large envergure... »*.

MEME au prix de transformations sociales : vous voyez qu'on ne recule devant aucun sacrifice ! Sont donc bien naïfs ceux qui croient ces transformations sociales l'un des buts principaux de l'action syndicale. « *Bien-être et liberté* » ; ils n'envisagent pas, ces naïfs, qu'on puisse y parvenir sans se mettre du côté des classes laborieuses dans leur lutte contre les classes exploiteuses et que cette lutte doit, d'une manière plus ou moins violente, de façon brusque ou progressive, conduire à des modifications profondes et successives des rapports sociaux. Leur naïveté est maintenant d'autant plus coupable que le troisième des principes énoncés par le rapport Jouhaux (après la confiance à l'O.N.U. et au Pacte Atlantique ou à tout pacte inspiré par l'esprit O.N.U.) est l'appel à un *véritable esprit de communauté*. L'admiration nous empêche de résumer ; mieux vaut citer :

Entre toutes les Nations et à l'intérieur des Nations engagées dans l'effort commun pour le Droit et la Paix, qui est pour tous un effort d'intérêt vital, doit s'établir et se manifester dans tous les actes un véritable esprit de communauté. *Lui seul peut garantir le succès. L'esprit de communauté signifie : « de chacun suivant ses facultés », et — dans la mesure du possible et en harmonie avec un classement rationnel des nécessités — « à chacun selon ses besoins ». L'esprit de communauté signifie encore : dévouement total de tous à la cause commune.*

Par voie de conséquence, l'esprit de communauté doit s'entendre aussi, à l'intérieur des nations comme sur le plan international, comme esprit social. *Ce n'est que dans un esprit social que peuvent être résolus certains des problèmes qui sont au fond de la crise internationale.*

Arrêtons là ce morceau d'anthologie pour la bibliothèque rose du Conseil économique. On comprend que le président de celui-ci, habitué aux bonnes manières, surtout en période de réélection du bureau, s'y complaise. Mais on aimerait apprendre qu'à Milan il y a eu au moins un délégué pour en rire, pour demander, sérieusement, qu'on en revienne aux conceptions syndicales de la lutte de classes et de la persévérante éducation du mouvement ouvrier par lui-même vers son émancipation. Attendons les comptes rendus détaillés du congrès pour saluer ce délégué, sous quelque forme et en quelque langue qu'il se soit exprimé.

Le jeu du « dialogue » Est-Ouest

Parallèlement à ce soi-disant « dialogue » entrepris sur le plan des gouvernements, le Bureau de la F.S.M. a entrepris « *la liquidation du sectarisme dans le mouvement syndical* » (voir le *Peuple* du 12-18 juillet).

A Milan le congrès de la C.I.S.L. a donc reçu un télégramme de *Saillant* et *Di Vittorio*. La revue de la C.I.S.L. publie le télégramme et la réponse approuvée par le congrès, mettant au défi la F.S.M. d'en faire autant. Je ne nie pas que ce genre de polémique n'ait pas de résultats. Mais je me demande si ceux qu'il obtient n'auraient pas pu l'être par des moyens plus concrets, je veux dire se traduisant pour les intéressés par des

avantages plus tangibles que celui d'ordre moral (!?) d'être du côté de ceux qui ont raison. On pense à l'habitué du métro de Londres qui serait fier de la possession, par la Grande-Bretagne, des avions à réaction les plus rapides et préférerait cette fierté au travail, évidemment plus pénible, pour l'amélioration de son logement et de son travail.

La vanité de ce soi-disant dialogue est d'autant plus évidente que dans la réponse de la C.I.S.L. le ton est délibérément polémique et qu'on y insiste sur la contradiction entre les injures déversées antérieurement et l'appel à l'unité. La « ligne », à tournants successifs, du stalinisme, trouve un renouvellement de jeunesse et d'attrait là où, selon une logique absolument étrangère aux procédés des tyrannies totalitaires, toute autre politique s'effondrerait.

Un récent exemple vient d'en être donné par Delanoue, le secrétaire de la F.I.S.E. (département professionnel de l'enseignement de la F.S.M.). Sur le plan de la Fédération Internationale des Associations d'Instituteurs (F.I.A.I.) et sur celui de la Fédération Internationale des Professeurs de l'Enseignement Secondaire officiel (F.I.P.E.S.O.), les staliniens français s'opposaient à la constitution d'une Confédération Mondiale de la Profession enseignante (curieusement aidés en cela par les sophismes des neutralistes conduits par Maurice Lacroix, qui ne comprendra la nature du stalinisme qu'après la traduction des ukases en latin). Au même moment Delanoue opérait un vaste racolage pour une réunion à Erfurt, y invitant ceux qu'il injuriait ailleurs, et sans formuler toujours avec précision à quoi s'engageaient les organisations qui y délégueraient des observateurs. En fait il s'agit d'un regroupement dans la confusion d'organisations plus ou moins syndicales de l'enseignement et souvent dépendantes de leurs gouvernements qui a pour but de balancer la Confédération que la F.I.A.I. et la F.I.P.E.S.O., dans leur Congrès de Hyères, ont créée.

Dans le même temps, le *Secrétariat Professionnel de l'Enseignement* (S.P.I.E.) devant être reconstitué, Delanoue écrivit aux principales organisations syndicales intéressées. Il mettait en garde les Américains de l'A.F.L., contre le manque d'épuration des Allemands du D.G.B. et prévenait ces derniers qu'en se liant avec l'A.F.L. ils mettaient le doigt dans l'engrenage de l'impérialisme anglosaxon ; à tous, et aux Belges de la F.G.T.B., il disait qu'en prenant contact avec F.O., en France, ils s'acoquinaient avec de vils scissionnistes. Et pour achever la plaisanterie, il invitait tout le monde, les scissionnistes de F.O. y compris, à venir le retrouver à Erfurt.

Il suffit. Je sais bien que la polémique est amusante et que le dialogue est l'idéal de la vie en société. Mais il ne faut pas échanger que des mots ou plutôt le vrai dialogue est, par delà l'échange des mots, déjà un échange fraternel d'idées et peut-être même un échange de services. Ce jeu du « dialogue » des grandes polémiques internationales fait penser, comme « l'esprit de communauté », au serpent de mer des journaux en mal de copie.

Organisation régionale et organisation industrielle

Les difficultés rencontrées par la C.I.S.L. dans l'organisation régionale, en particulier lors de la Conférence de Mexico, nous faisaient espérer qu'un débat aurait lieu sur cette importante question, à Milan. Je regrette de n'avoir à ce sujet aucune information, hors de l'annonce qu'un statut a été élaboré. Mais, beaucoup plus qu'une affaire d'arrangement juridique, il s'agit de mesures pratiques et d'une volonté, de la part des participants, de créer une telle vie régionale.

On a abusé de la symétrie apparente : unions départementales et fédérations d'industrie, d'une part, centrales nationales et secrétariats professionnels, d'autre part. Car il n'est pas niable que le sentiment national possède une force que la fraternité professionnelle est loin d'équilibrer. Rien de comparable en tout cas avec ce que nous pouvons observer en France sur la vie des unions départementales et locales.

Dans un article récent de l'hebdomadaire américain *New Republic* (du 9-7-51), un journaliste anglais, M. Curtis, analysant, sous le titre « le Rideau atlantique », les manifestations d'anti-américanisme en Angleterre, signalait l'exploitation, par les « communistes », du patriotisme de l'ouvrier anglais. Le jour où l'amiral américain Fechteler était promu chef des forces navales atlantiques, le *Daily Worker* publia un magnifique portrait de Nelson. Le sentiment patriotique héréditaire plus développé chez l'ouvrier que chez l'homme d'affaires... ou que chez l'amiral qui, très largement, vivent de l'exploitation de ce sentiment, voilà qui n'étonnera que les petites filles modèles qui ont l'esprit de communauté ! « *Pour les gens riches,* ajoute M. Curtis, *il existe une quantité d'organisations ayant pour but de maintenir l'harmonie des relations anglo-américaines. Pour la classe ouvrière il n'y en a pas.* »

Il faut craindre que l'analyse de M. Curtis ne soit pas seulement vraie pour les travailleurs anglais. Le grand parti de la renaissance française et ses amours avec Jeanne d'Arc et Mireille, le sens de l'intérêt national de tous les économistes distingués de la C.G.T.-F.O. ou de la C.F.T.C. ne nous permettent de faire la leçon d'internationalisme à personne. Mais cette amère constatation — qui n'a rien d'original mais que je crois bon de faire à chaque occasion possible — ne conduit-elle pas à donner aux Secrétariats Professionnels Internationaux une tâche immense, à espérer pour eux une destinée à la hauteur de cette tâche ?

Un vieux camarade — je dis vieux par l'expérience, non par l'esprit — salue la renaissance du S.P.I.E. en me vantant les mérites d'une organisation où la confraternité professionnelle doit être un bon ciment en même temps qu'un levain. Je ne crois pas, au contraire de ce camarade, que la notion de « conscience de classe » apte à fonder l'action des organisations horizontales (unions locales ou départementales, centrales nationales et internationale) soit une conception d'intellectuels inaccessible aux « masses ». Il est vrai que répéter la formule sans qu'un contenu vienne l'alimenter c'est la transformer en slogan. Mais là comme ailleurs, sur tous les plans, tout est affaire d'éducation et la déviation vers des conceptions proches des thèses politiques, des plans mirifiques n'est jamais inévitable.

Quoi qu'il en soit, il est vrai que la formule de l'union professionnelle a des avantages immédiats: le dépassement des cadres nationaux doit être plus facile à l'intérieur du cadre de la profession. Pour ce qui est de l'enseignement, il faut toutefois craindre que le caractère presque inévitablement antagoniste des cultures diverses ne soit trop sensible aux éducateurs. Ceci n'est pas une parenthèse, mais l'annonce d'un débat essentiel pour le naissant S.P.I.E. : faut-il ou non préconiser dans les systèmes d'enseignement la prééminence des spécialités universalistes ou au contraire faire la place plus large aux spécialités qui prennent toute leur saveur du terroir ? Il est des esprits extrêmes, excédés des différences de notre Babel et d'autres qui voient l'avenir de la paix dans le développement de l'enseignement du breton...

Bon exemple de ce qu'un S.P.I. de l'enseignement peut aider à débrouiller s'il se fonde, comme c'est le cas pour les constituants d'aujourd'hui, sur la devise : « solidarité ouvrière ». Pour reprendre une formule à laquelle on voudra bien donner son plein sens, par le S.P.I.E. il faudra que *Caliban parle* et non pas qu'un prétendu Prospero parle à sa place, mieux que lui en apparence, mensongèrement de façon inévitable.

Prospero est le maître d'une île. Caliban est l'esclave de ce maître comme il le serait d'un autre et comme des milliers de ses frères le sont de quelques autres. Mais qu'il parle, qu'il appelle à la révolte et d'île en île l'archipel du monde enfin se réveillera.

G. WALUSINSKI.

P.-S. — Je n'avais voulu faire aucune allusion à certains bruits et même à un témoignage direct qui tendaient tous à révéler une certaine tension entre les deux organisations américaines A.F.L. et C.I.O. Mais le *New York Times* du 15-8-51 publie la nouvelle de la rupture du Comité d'action politique où A.F.L. et C.I.O. collaboraient depuis décembre 1950 pour agir sur la politique de production pour la défense et de contrôle des prix. Le Conseil Exécutif de l'A.F.L. en prend l'initiative par 11 voix (dont celles de Meany, Tobin, Green, Dubinsky, etc.) contre deux.

Le *New York Times* rappelle que le comité commun répondait particulièrement bien à la conception du président du C.I.O. de « l'unité fonctionnelle » ; apprenant à travailler ensemble sur des problèmes législatifs et économiques, Murray pensait qu'on irait vers la réunification du mouvement. Le Conseil Exécutif de l'A.F.L. et G. Meany en particulier pensent que cette voie a surtout profité au C.I.O., et l'A.F.L. reste en faveur de l'unité organique d'abord, ce qui suppose résolues de nombreuses difficultés de compétence.

La collaboration paraissait rester étroite entre A.F.L. et C.I.O. Des réunions communes des délégations respectives ont eu lieu avant et pendant le Congrès de Milan. Mais dans les coulisses, il y a eu des incidents. Le *New York Times* les signale dans un article de première page. Quelles en sont les diverses significations ?

Il paraît que les grands responsables de l'A.F.L. sont assez affligés du rôle trop important des représentants du C.I.O. dans les services de l'Aide à l'Europe (E.C.A.). On pourra douter que cela soit la seule raison.

Faut-il enfin opérer un rapprochement entre ces difficultés (qui peuvent avoir des répercussions sur les politiques intérieure et extérieure des U.S.A.) et certain changement d'attitude, signalé par un journaliste, des forces d'occupation vis-à-vis du syndicalisme japonais : encouragé avec confiance hier, regardé avec inquiétude aujourd'hui ?

Pour l'instant, signalons les faits et suivons-en de près les conséquences.

LE MARTYROLOGE DES PEUPLES SOUMIS A LA DOMINATION FRANÇAISE

(Suite et à suivre)

A Vogan, au Togo, la police a tiré, le 24 août, sur la foule : sept morts, chiffre officiel (chiffre réel ?), et nombreux blessés.

Mais le Togo n'est pas une colonie, il n'est que soumis au « mandat » français. La « commission de mandats » de l'O.N.U. a donc le droit, et le devoir, d'intervenir.

Osera-t-elle le faire ?

Reconstitution du S.P.I.E.

1. — La Conférence Syndicale Internationale de l'Enseignement a réuni, les 6 et 7 août 1951, à Paris, les délégués des organisations suivantes qui ont décidé de reconstituer le Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement :

— Gewerkschaft der Oeffentlich Angestellten (Autriche) ;

— Secteur Enseignement de la Centrale générale des services publics (Belgique) ;

— Federación española de Trabajadores de la Enseñanza (Espagne républicaine en exil) ;

— Fédération de l'Education nationale Force Ouvrière (France) ;

— Fédération suisse du personnel des services publics (Suisse) ;

— American Federation of Teachers (U.S.A.) ;

— Centre des syndicalistes libres en exil (Paris).

2. — Le S.P.I.E. est un organisme spécifiquement syndical formé par des organisations syndicales de l'enseignement adhérentes à des centrales nationales affiliées à la C.I.S.L. et, éventuellement, par des organisations syndicales qui, sans pouvoir satisfaire au même critère pour des raisons locales particulières, agissent selon la même conception du syndicalisme libre.

3. — Le S.P.I.E. doit permettre de traduire, sur le plan international, la solidarité des enseignants avec les autres syndicalistes ouvriers dans leur lutte pour le bien-être et la liberté, dans leur volonté de réaliser par eux-mêmes leur émancipation dans l'esprit de solidarité internationale de la classe ouvrière, et dans celui de résistance à tout régime totalitaire, et, en particulier, leur aspiration commune à des systèmes d'éducation assurant à tous les enfants, sans discrimination de races, de sexes, de croyances religieuses, d'opinions philosophiques ou politiques, ou de situations sociales, une formation respectueuse de leur personnalité et soucieuse de créer les conditions d'un monde plus libre, plus juste et enfin pacifique.

4. — La Conférence a désigné le Bureau Exécutif provisoire du S.P.I.E., ainsi constitué :

Président : Kuenzli, A.F.T. (U.S.A.) ;

Secrétaire général-trésorier : Van de Moortel, C.G.S.P. (Belgique) ;

Secrétaire adjoint : Walusinski, F.E.N.F.O. (France).

5. — Elle donne au Bureau le mandat suivant :

1° d'assurer le fonctionnement du S.P.I.E. dans l'esprit du projet de statuts proposé et discuté par la Conférence ;

2° de prévoir et d'organiser, pendant l'été 1952, la réunion du Conseil général du S.P.I.E., où toutes les organisations affiliées sont représentées sur un pied d'égalité, afin d'adopter les statuts définitifs ;

3° d'organiser à la même époque et dans le même lieu la réunion de la première école d'été du S.P.I.E. ;

4° d'établir des relations étroites avec les autres S.P.I., et d'assurer la liaison avec la C.I.S.L., en particulier son service de l'éducation ouvrière;

5° de concrétiser la fraternelle coopération avec l'Internationale des services publics dans la volonté d'éviter tout conflit de compétence ;

6° de demander l'affiliation du S.P.I.E. au Comité d'Entente des Fédérations internationales du personnel enseignant.

6. — La Conférence demande aux organisations adhérentes au S.P.I.E. de contribuer à son fonctionnement par un premier versement proportionnel à leurs effectifs.

7. — La Conférence s'est tenue à Paris au siège de la F.E.N.-F.O. en présence des représentants de la C.I.S.L. et du Comité de Coordination des S.P.I. ainsi que d'observateurs de différentes organisations.

Notes d'Economie et de Politique

UN SEUL MOYEN D'ACCROITRE LA PRODUCTIVITE : AUGMENTER LES SALAIRES

La roublardise des bourgeois est infinie ; et ça ne date pas d'aujourd'hui ; ce qui est nouveau, c'est la naïveté du prolétariat.

Durant toutes ces dernières années, alors que l'Etat imprimait, à presses que veux-tu, des milliards de nouveaux billets dans le seul but d'avoir de quoi payer ses dépenses, sans qu'à ces nouveaux milliards de francs correspondent de nouvelles marchandises, la bourgeoisie a clamé, ignorant délibérément que la hausse des prix était due uniquement à l'émission de billets sans provision : C'est la hausse des salaires qui fait monter les prix, n'augmentons pas les salaires, et les prix vont baisser !

Et la classe ouvrière d'emboîter le pas. Toutes ses organisations « représentatives », tous ses syndicats, tous ses partis, tous ses députés, tous ses ministres et, d'une façon générale, tous ses « chefs », ont fait chorus : « baisse des prix », « baisse des prix », « baisse des prix ». Le résultat a été que non seulement les prix n'ont pas baissé, que non seulement ils ont continué à monter, mais que les salaires n'ayant pas augmenté, ou n'ayant augmenté que dans une proportion infime, le pouvoir d'achat du salarié est tombé à la moitié de ce qu'il était en 39.

Cependant, ce bobard ayant été utilisé à plein pendant une demi-décade a épuisé maintenant à peu près son effet, c'est pourquoi l'on s'est empressé de le remplacer par un autre : celui de la « productivité ».

« Augmentons la productivité ! C'est le seul moyen d'accroître le pouvoir d'achat des salaires ! » tel est de nouveau le leitmotiv lancé par le patronat et repris en chœur, sous la direction d'un chef d'orchestre invisible, par tous les stipendiés du B.E.D.E.S., par tous ceux-là mêmes qui, pendant cinq ans, ont empêché les travailleurs de revendiquer, sous prétexte de faire baisser les prix.

Hier, c'était : pas de hausse des salaires, pour que les prix baissent ! Aujourd'hui, c'est : pas de hausse des salaires avant que la productivité n'augmente ! Dans les deux cas, le seul objectif est évidemment d'empêcher la hausse des salaires, afin de permettre au patronat et, plus généralement, à toutes les classes qui vivent de la plus-value d'accroître l'effrayante dîme qu'elles prélèvent sur le produit du travail de la classe ouvrière. La campagne pour la « productivité » n'est que la continuation de la campagne pour la « baisse des prix ».

Eh bien ! comme nous l'avions fait pour celle-ci, examinons d'un peu près le sophisme qui se cache sous celle-là, puisque, malgré le fil blanc dont sont cousues toutes ces malices bourgeoises, nombreux sont ceux qui en sont les victimes.

***

La productivité, c'est ce que produit un ouvrier dans sa journée de travail.

Comment peut-elle se trouver accrue ? Elle peut l'être par trois moyens.

L'augmentation de la productivité par l'épuisement de l'ouvrier

Le premier moyen — et il va sans dire que c'est le seul, en fait, que le patronat français envisage — est l'accroissement de l'effort de l'ouvrier.

Cet accroissement de l'effort journalier du travailleur peut être obtenu de deux manières : d'une part, par l'allongement de la durée de la journée de travail, d'autre part, par l'intensification de l'effort fourni par le travailleur dans un temps donné.

C'est le premier moyen qu'a utilisé principalement le capitalisme à ses débuts ; au siècle dernier, les journées de 14 heures, et même plus, n'étaient pas rares. Lorsque, sous la pression ouvrière, la journée de travail dut être réduite, au début de ce siècle-ci le patronat chercha à rattraper ce qu'il perdait dans la durée du travail par un accroissement de son intensité. C'est alors que l'on vit apparaître toutes ces campagnes pour l' « organisation scientifique du travail », la « rationalisation », etc... qui tendaient à recouvrir d'un masque honorable la pure et simple recherche de l'augmentation du profit patronal par un épuisement plus complet des forces du travailleur — et dont la campagne actuelle pour l' « accroissement de la productivité » n'est que la dernière forme.

Or, loin d'être « scientifique » et « rationnel », tout accroissement de la productivité obtenue par l'intensification de l'effort ouvrier est antiscientifique et irrationnel, et constitue, en dernière analyse, une diminution de la productivité humaine.

Ce moyen d'accroître la productivité est antiscientifique parce que l'organisme humain est une machine — et, soit dit en passant, nos camarades ont bien tort de ne pas vouloir « être traités comme des machines », car en fait, ils sont traités bien plus mal que les machines — et que le rendement d'une machine ne s'évalue pas par la quantité de ce qu'elle produit en un temps donné, mais par ce qu'elle produit **par rapport à ce qu'elle consomme.** Une machine qui produit en une heure le double d'une autre, mais consomme quatre fois autant de charbon, d'huile, etc... a un rendement, non pas double, mais moitié de celui de la seconde ; il est donc antiscientifique et irrationnel de l'employer.

Or, de même, un ouvrier qui, en travaillant avec une intensité donnée produit le double de ce qu'il produirait en travaillant avec une intensité moindre, mais dont l'organisme consomme quatre fois autant de calories dans le premier cas que dans le second, a un rendement moindre, bien qu'il produise deux fois autant.

Et c'est justement ce qui se produit dès qu'on dépasse une certaine intensité de travail, l'intensité « normale ». En vertu de la loi générale de la diminution du rendement, dès que l'organisme humain accroît son effort au-dessus d'un certain degré, la consommation d'énergie qu'exige son organisme croît plus vite que n'augmente sa capacité de produire.

C'est, en effet, un fait bien connu et facile à vérifier que dans les dernières heures d'une trop longue journée de travail, lorsque l'organisme commence à être fatigué, la production est moindre que dans les premières heures et ne cesse de diminuer au fur et à mesure que la journée s'allonge. Eh bien ! il en est de même lorsque la fatigue provient de l'accroissement de l'intensité du travail, au lieu de l'augmentation de sa durée : la production horaire est moindre par unité d'énergie consommée par l'organisme.

Par conséquent, dans une société « scientifique » et « rationnelle » qui se préoccuperait de ne pas plus gaspiller l'énergie humaine que les énergies de la nature, tout travail plus intense que le travail normal, tout travail qui « fatigue », serait radicalement prohibé. Le stakhanovisme, de quelque nom qu'on le décore, est la négation même de toute organisation réellement scientifique et rationnelle du travail. L'accroissement de la productivité due à une intensification de l'effort ouvrier est à proscrire radicalement, non seulement au nom de l'intérêt des

travailleurs, mais au nom même de ces choses saintes, au nom desquelles on prétend parler, alors que l'on en prend exactement le contre-pied : la Science et la Raison.

L'accroissement de la productivité par le progrès technique

Restent deux autres moyens d'accroître la productivité ; ils constituent à eux deux ce qui s'appelle tout bonnement le progrès technique.

Le progrès technique peut se diviser en deux parties.

D'une part, il y a les « grandes inventions ». Ce sont celles qui ont consisté à mettre à la disposition de l'homme certaines sources d'énergie naturelle, qu'il ne savait pas jusqu'alors utiliser. Telles sont, par exemple, celles qui, au cours des âges, mirent à la disposition de l'homme la force du vent par le moyen de la voile, la force des animaux par leur dressage et leur domestication, la force des cours d'eau par le moulin, l'énergie chimique du charbon par la machine à vapeur, et, en tout dernier lieu, l'énergie fournie par la désintégration de l'atome.

Ce sont ces inventions, et celles-là seules, qui accroissent dans une proportion importante la productivité du travail humain, du fait que lorsque l'homme les utilise, il n'a plus besoin de fournir personnellement du travail que pour déclencher et diriger ces sources d'énergie naturelle beaucoup plus considérables qui lui sont fournies gratuitement.

Mais il va sans dire que ces grandes inventions ne se font pas sur commande. Ce n'est pas une campagne pour la « productivité », si tapageuse qu'elle soit, ou si puissants que soient les moyens financiers dont elle dispose, qui fera apparaître de nouvelles inventions de ce genre.

En second lieu, il y a les « petites inventions », celles qui consistent à améliorer le rendement du travail humain en fournissant au travailleur des outils ou des machines mieux adaptés à l'exécution d'une production donnée. On met moins de temps et en fournissant moins d'effort, si l'on travaille avec un outil bien affûté et d'un profil bien étudié que si l'on n'a à sa disposition qu'un outil qui ne coupe pas ou qui ne convient pas au travail que l'on fait ; la productivité d'un tourneur augmente si sa machine est munie d'outils « à acier rapide » ; tous les perfectionnements d'outillage, et aussi, de ce qui est à proprement parler l' « organisation du travail », c'est-à-dire le transport des matériaux et des pièces à l'intérieur même de l'usine, augmentent donc réellement la productivité ; ils augmentent véritablement le rendement du travailleur car ils accroissent ce qu'il produit dans son heure de travail, **sans qu'il ait, pour cela, à intensifier son effort.**

C'est donc uniquement dans ce domaine de l'accroissement des perfectionnements et de leur généralisation qu'on doit et qu'on peut rechercher une augmentation de la productivité.

Or, l'expérience montre que le seul facteur d'ordre général qui pousse le patronat à effectuer les perfectionnements de l'outillage ou du mode de travail, qui sont susceptibles d'accroître la productivité, est : la hausse des salaires.

Partout où les salaires sont bas, ce sont, en effet, les procédés les plus archaïques, les moins perfectionnés, les moins « productifs », qui sont utilisés ; là, au contraire, où les salaires sont les plus hauts, on trouve les procédés les plus récents, les plus « up to date ».

Naguère, Péra a signalé dans la R.P. combien il avait été surpris, au cours de ses voyages dans l'océan Indien, par les procédés de manutention purement manuels utilisés dans les ports de cette région. Bien que la plupart de ces ports soient de grands ports, avec un important trafic, et que les grandes compagnies européennes y soient largement représentées, ce qui exclut toute explication par le manque de capitaux, on n'y trouvait même pas une grue : seul le travail à la main et au couffin y était employé. La raison en était l'extrême bon marché de la main-d'œuvre : à quoi bon avoir des grues lorsqu'on a des dockers pour quelques sous par jour ?

A l'autre bout de l'échelle, les Etats-Unis offrent le spectacle du pays du monde où le perfectionnement technique est le plus poussé... et où l'ouvrier est le plus payé du monde. C'est ceci qui est la cause de cela. Si le travailleur américain n'avait pas été aussi hardi et aussi vigoureux dans ses revendications de salaires et s'il ne s'était pas trouvé en Amérique des conditions sociales favorables lui permettant de remporter souvent la victoire, la « technique américaine » n'existerait pas.

Ce n'est pas non plus une coïncidence que ce soit dans la première décade du siècle, c'est-à-dire à la grande époque du syndicalisme révolutionnaire, lorsque le syndicalisme fit faire un bond brusque aux salaires et au niveau de vie de l'ouvrier français, que la productivité en France a également fait un bond brusque (1) ; et ce n'est pas davantage une coïncidence si la productivité française n'a pas augmenté depuis 38 (2), c'est-à-dire depuis le moment où, sous la conduite de ses mauvais bergers, d'abord staliniens, puis réformistes, la classe ouvrière a cessé de revendiquer utilement (« produire d'abord, revendiquer ensuite »), et que ses salaires, au lieu d'augmenter, ont diminué.

La raison de cette liaison entre l'accroissement du salaire et l'augmentation de la productivité est manifeste. Elle réside dans ce fait très simple que tout perfectionnement d'un outillage, toute généralisation d'un procédé perfectionné, toute transformation dans l'installation d'une usine ou dans le mode de travail, nécessite l'emploi de nouveaux capitaux. Or ce qui intéresse le patron, la seule chose qui le poussera à effectuer une telle transformation, ce sera que l'économie qu'il fera sur le total des salaires qu'il aura à payer du fait que, par suite de l'accroissement de la productivité, il aura besoin de moins de main-d'œuvre pour une même production, dépasse les frais qu'il aura à faire pour effectuer ladite transformation. Or l'économie qu'il fera sur les salaires sera d'autant plus grande, toutes choses égales d'ailleurs, que les salaires seront d'autant plus élevés. Ainsi, avec des salaires élevés, une certaine transformation, qui augmente la productivité, peut lui être avantageuse, alors qu'elle lui serait désavantageuse s'il payait des salaires plus bas. C'est pourquoi toute hausse des salaires qui se produit dans une entreprise (3) pousse le patron à perfectionner son outillage et à augmenter ainsi la productivité de ses ouvriers.

Le raisonnement confirme donc les données de l'expérience. Ce sont les hauts salaires et eux seuls qui poussent à l'accroissement de la productivité. La hausse des salaires (des salaires réels bien entendu) est la condition nécessaire et préalable à toute augmentation véritable de la productivité. La hausse des salaires n'est point la conséquence, mais la cause de

(1) D'après le dernier rapport Monnet (dont les chiffres sont évidemment, comme tous ceux de ce genre, fort sujets à caution, mais qui indiquent, tout au moins, un ordre de grandeur), le revenu national de la France (donc, en gros, la productivité) avait augmenté de 35 pour cent entre 1900 et 1913, alors qu'il est resté étale depuis lors.

(2) D'après le même rapport Monnet, la productivité du travailleur français est présentement exactement la même qu'en 1938.

(3) Il n'en serait pas de même pour une augmentation générale des salaires, se produisant partout et dans toutes les corporations en même temps.

l'accroissement de la productivité ; vouloir faire, au contraire, de l'augmentation de la productivité la condition préalable à l'augmentation des salaires, c'est tout simplement mettre la charrue devant les bœufs.

⁂

Messieurs les officiels du mouvement ouvrier, si vous voulez cesser d'être de simples complices du patronat, conscients ou inconscients, et si vous voulez réellement l'accroissement de la productivité, concentrez tous vos efforts sur la lutte pour la hausse des salaires ! C'est le seul moyen qui soit à votre disposition pour réaliser cet accroissement de la productivité que vous déclarez être votre but.

DEUX REMARQUES SUR LA COGESTION DES USINES DE LA RUHR

La prise en charge pour moitié (ou presque) des charbonnages et usines métallurgiques de la Ruhr par la classe ouvrière allemande est d'une telle importance, elle comporte tant de conséquences et ouvre de telles perspectives qu'on m'excusera d'y revenir, malgré les articles qui y ont déjà été consacrés par Ottavy et Rosmer. Le sujet n'est pas prêt d'être épuisé, et il le sera d'autant moins que l'expérience se poursuivra.

Ce sur quoi je voudrais aujourd'hui attirer l'attention, c'est sur deux points particuliers.

Les bienfaits de l'indépendance syndicale

Le premier point, indiqué déjà par Ottavy, est cet apparent paradoxe que, tandis que les Anglais, peuple « traditionnellement » épris de liberté, champion pendant plus d'un siècle de la liberté économique et de la libre entreprise, **étatisent** leurs industries lourdes (charbonnages et sidérurgie), les Allemands, peuple non moins « traditionnellement » épris de l'Etat, loin de nationaliser les leurs, prennent le chemin de les **collectiviser**, au vieux sens du mot, c'est-à-dire de les remettre entre les mains de ceux qui y travaillent.

C'est le peuple dont on aurait pu croire jusqu'à hier qu'il s'incarnait en Owen et en Cobden — les deux grands champions du libéralisme, l'un pour la classe ouvrière, l'autre pour la classe bourgeoise — qui se précipite dans les bras de l'Etat ; et c'est le peuple dont on aurait pu croire jusqu'à hier qu'il s'incarnait en Bismarck et en Hitler — ces deux champions de la toute-puissance de l'Etat — qui exproprie les propriétaires, non au bénéfice de l'Etat, mais à celui des collectivités ouvrières.

A quoi est dû cet étrange phénomène ?

On peut en chercher l'explication dans différentes directions.

Une explication serait, par exemple, que les Allemands furent loin d'être toujours, par nature, aussi étatistes qu'on le prétend.

Les seuls Allemands vraiment étatistes, ce sont les Allemands de l'Est, les Prussiens, ces Allemands qui ont peut-être beaucoup plus de sang slave que de sang germanique dans les veines, tandis qu'au contraire, les Allemands de l'Ouest, les vrais Germains, les Rhénans par exemple, n'ont jamais été des adorateurs de la botte. Mais, comme c'est la Prusse qui, depuis Frédéric le Grand, domine politiquement l'Allemagne, comme c'est elle qui a fait, il y a quatre-vingts ans, l'unité allemande, comme ce sont ses junkers qui ont fourni aux différents « Reichs » la plupart des cadres administratifs, politiques et militaires, on a pris pour un caractère de toute l'Allemagne ce qui n'était que la caractéristique de sa fraction dirigeante.

D'ailleurs, pour ce qui concerne le sujet particulier qui nous occupe, on peut rappeler que Lassalle, dont le socialisme fut sans doute le plus authentiquement allemand, préconisait, non la « socialisation » des entreprises, mais leur remise à des « associations ouvrières ». Si bien que la loi sur la cogestion est tout à fait dans la tradition germanique, puisqu'elle est dans la tradition de Lassalle, l'homme qui souleva l'enthousiasme des travailleurs rhénans comme nul autre ne le fit.

On peut aussi chercher une autre explication, d'ordre plus général.

Le libéralisme économique a été la doctrine et la pratique de la **bourgeoisie** britannique, et c'est précisément pour cela, dira-t-on, que l'antagoniste de la bourgeoisie britannique, le prolétariat britannique, a pris tout naturellement le contrepied du libéralisme, doctrine et pratique de ses maîtres, en nationalisant les entreprises. Les idéologies des classes opposées doivent nécessairement être opposées : une bourgeoisie libérale enfante un prolétariat étatiste.

De même, puisque la bourgeoisie allemande, les classes régnantes allemandes, se sont continuellement appuyées sur l'Etat et l'ont porté aux nues, il est également naturel que, en vertu de la même règle que celle qui joue en Angleterre, le prolétariat allemand se dresse contre l'Etat.

Si séduisante que soit cette explication, elle se trouve cependant difficile à accorder avec le fait que, jusqu'au moment où le Labour Party arriva au pouvoir, ou, tout au moins, jusqu'à ce qu'il commençât à s'en approcher, les trade-unions britanniques ne montrèrent aucune tendresse particulière pour l'Etat, et avec cet autre, que jusqu'à la toute récente lutte des syndicats allemands pour la cogestion, durant le long demi-siècle qui sépare la fin du lassallisme de l'avènement d'Hitler, la classe ouvrière allemande a été entièrement sous l'emprise du parti social-démocrate allemand, parti étatiste s'il en fut !

Pour que l'explication ci-dessus soit valable, il faudrait supposer — chose d'ailleurs admissible — que classe ouvrière anglaise et classe ouvrière allemande ont, en réalité, subi pendant longtemps l'influence de l'idéologie de leurs bourgeoisies et que ce n'est que lorsqu'elles devinrent assez fortes pour exercer le pouvoir, ou être sur le point de pouvoir l'exercer, qu'elles s'en sont débarrassées et ont exprimé leur véritable idéologie personnelle, celle qui est à l'opposé de celle de leurs exploiteurs.

Aussi bien que la première, cette seconde explication me semble comporter une part de vérité, mais il y en a aussi une troisième, plus immédiate, et qui, elle, n'est pas contestable.

C'est celle-ci.

Les syndicats britanniques, dominés, comme ils le sont maintenant, au sein du Labour Party par les intellectuels et la fraction purement politicienne du Labour Party, ne sont plus guère que l'appendice d'un parti politique, d'un parti parlementaire. Or, un parti politique, dont le champ d'activité essentiel est l'Etat, qui ne peut agir que par l'Etat, ne peut offrir à la classe ouvrière, pour la sauver, que le renforcement de l'Etat et est amené à identifier l'émancipation du prolétariat avec... sa soumission à l'Etat.

L'étatisation est la politique suivie présentement en Angleterre par la classe ouvrière, parce que la politique de la classe ouvrière britannique est faite par un parti, et non par les syndicats.

Tout au contraire, si, en Allemagne, la classe ouvrière s'est récemment libérée du bobard de la nationalisation, c'est que, au lendemain de la cessation des hostilités, ses syndicats, qui, autrefois, étaient tous liés à un parti politique, s'en sont tous détachés, et se sont réunis au sein d'une centrale unique, indépendante de toute parti politique (1).

(1) Voir l'article de Rosenberg dans la R.P. de novembre 50.

Groupés dans leurs syndicats indépendants, c'est-à-dire dans de vrais organismes de classe, unissant les producteurs sur le terrain même de la production et ayant donc pour champ d'action l'usine et non l'Etat, les travailleurs allemands ont été amenés tout naturellement à inscrire sur leurs bannières : « l'usine aux ouvriers », et non « l'usine à l'Etat ».

Cela se trouve plus souligné encore par le fait que le parti social-démocrate allemand qui a bien dû, nécessairement, **volens nolens,** se plier à la volonté des ouvriers et appuyer leur lutte pour la cogestion, n'en a pas moins manifesté assez nettement sa mauvaise humeur en déclarant, au lendemain du vote de la loi, que celle-ci n'était qu'un premier pas... non pas vers la remise totale des entreprises entre les mains des ouvriers, mais vers... leur socialisation !

Mauvaise humeur qui s'est manifestée encore plus nettement dans certains articles de la presse social-démocrate, tel celui du « Wirtschaftsdienst » dans lequel Herr Doktor Gerhart Mackenroth écrit tout crûment : « Le droit de cogestion économique sur le plan de l'entreprise et une politique économique de planification fondée sur le devoir social (2) s'excluent mutuellement. Le droit de cogestion d'entreprise dans les questions économiques est un **égoïsme** de groupe institutionnalisé. » (3).

Aussi, est-ce dans la mesure où la classe ouvrière allemande saura persévérer dans la voie de l'indépendance syndicale à l'égard des partis politiques, qu'elle continuera sa route vers le socialisme, au lieu de prendre celle qui mène au capitalisme d'Etat.

Représentants de l'entreprise ou représentants des syndicats ?

Le second point qui me semble important est le suivant.

Dans la cogestion allemande telle qu'elle vient d'être instituée, les représentants ouvriers au sein des Conseils d'administration sont nommés, moitié par les travailleurs de l'entreprise, moitié par l'organisation syndicale.

C'est là une décision très importante.

Elle est très importante, non pas comme on l'a dit parce que, en permettant au syndicat de choisir ses représentants en dehors de l'entreprise, elle permet de trouver des « compétences » qu'on ne saurait trouver chez les travailleurs de l'usine, car il n'y a rien de plus facile que d'être administrateur de sociétés (4). Nous en avons un exemple avec nos propres sociétés bourgeoises françaises où les neuf dixièmes des administrateurs au moins sont totalement incompétents, étant là uniquement en vertu de leurs attaches financières ou de leurs particules ; quant à la compétence du dixième restant, elle a pu s'acquérir très vite, car il faut infiniment moins de temps pour faire un bon administrateur que pour former un bon ajusteur. Pour administrer et même pour diriger, ce ne sont d'ailleurs pas tant des connaissances qu'il faut, que du bon sens et, surtout, du caractère.

Mais l'essentiel est ceci : c'est que dans une administration de la production assurée par les travailleurs eux-mêmes, il faut nécessairement que soient représentés, d'une manière ou d'une autre, et les travailleurs de l'entreprise considérée, et les travailleurs de l'ensemble de la corporation ou des corporations auxquelles appartiennent les travailleurs de l'entreprise. Il faut que soient représentés les travailleurs de l'entreprise considérée, directement, sans intermédiaire, parce que ce sont ceux qui sont directement intéressés à l'entreprise, ceux dont la vie en dépend, qui sont ceux qui la comprennent et la sentent le mieux et qui, en en voyant quotidiennement les défauts, sont à même chaque jour d'y mieux remédier. La représentation des ouvriers de l'entreprise dans la direction de l'entreprise est la représentation la plus directe qui soit de la classe ouvrière dans le domaine de la production ; elle ne passe point par des organismes intermédiaires qui l'amoindrissent en la bureaucratisant.

Mais, d'autre part, on ne peut laisser la direction de l'entreprise aux seuls travailleurs de celle-ci en vertu du motif qui a été donné naguère par la « R.P. », dans son essai d'esquisse d'une société prolétarienne (5) : le besoin de résoudre le problème capital de l' « accumulation », c'est-à-dire de l'extension des entreprises et du progrès de la production générale, par l'immobilisation de nouveaux capitaux.

En société capitaliste, le problème de l'accumulation se résout tout seul. Tout capitaliste, tout industriel, tout commerçant, disposant de fonds dépassant ses propres besoins de consommation, cherche à créer de nouvelles entreprises ou à agrandir celles qu'il possède parce que c'est pour lui le moyen d'accroître ses profits, parce que, plus ses entreprises seront importantes, plus d'ouvriers il pourra exploiter et plus grande sera donc la plus-value totale dont il bénéficiera.

Mais, en régime socialiste, en régime « coopéra-

---

(2) Kek-se-ksa ?

(3) Cité par le bulletin du 10 mai 51 de l'Union des Cercles d'Etudes syndicalistes.

(4) L'une des choses qui effraient le plus les travailleurs dits « manuels » à la pensée de prendre la gestion d'une entreprise, c'est la question de la comptabilité.

« Pour pouvoir administrer une entreprise, il faut savoir **lire un bilan** », leur répète-t-on à l'envi. Et comme ils n'ont jamais eu l'occasion de lire un bilan, ils s'imaginent que c'est là quelque chose de très difficile, à laquelle, évidemment, ils ne sauraient jamais accéder, eux, « simples ouvriers » !

Rassurons-les !

Et d'abord, combien y a-t-il d'administrateurs, à l'heure actuelle, qui savent lire un bilan ? Très peu, certainement. Mais il n'empêche que pour bien exercer les fonctions d'administrateur, il est utile de savoir lire un bilan, et même, plus généralement, de connaître les règles générales de la comptabilité. Seulement, la comptabilité, comme à peu près tous les métiers dits « intellectuels », est un métier beaucoup plus facile à apprendre que les métiers dits manuels.

Qu'on en juge par ce petit fait !

Un de nos camarades était chaudronnier, chaudronnier de père en fils, plus précisément chaudronnier-formeur. Ayant atteint les environs de la quarantaine, l'envie lui prit de cesser de taper sur les tôles, d'autant plus qu'il venait de connaître quelque peu de chômage. Un de ses amis lui donne une idée : qu'il devienne comptable ! Un de leurs amis communs, qui exerce le métier d'expert-comptable, doit dans quelques mois abandonner sa profession, il pourra lui passer sa clientèle. — « Mais je n'ai jamais fait de comptabilité, jamais je n'ai appris d'autre métier que celui de chaudronnier. » — « Qu'à cela ne tienne ! », lui rétorque son ami, « voici quelques bouquins de comptabilité, fourre-toi dedans, et dans trois mois tu seras expert-comptable. » Notre chaudronnier suit le conseil, et trois mois après, en effet, il pouvait, sans grande difficulté, prendre la succession de l'ami commun, devenant ainsi « expert-comptable ».

Trois mois pour apprendre la comptabilité, trois mois pour devenir « expert » en comptabilité, alors qu'il faut trois ans pour devenir un « ouvrier » chaudronnier tant soit peu qualifié !

Puisse cet exemple, choisi entre bien d'autres semblables, contribuer à supprimer le sentiment d'infériorité qui existe si souvent chez les « manuels », et leur faire savoir que leur métier est infiniment plus difficile, plus « noble » par conséquent, que ceux des messieurs à faux col.

(5) R.P. du 10 mars 35.

tif », il n'en est pas de même. Une affaire qui est possédée ou gérée par l'ensemble des travailleurs qui y bossent n'a aucun motif, en règle générale, de s'agrandir. Si une usine passe de 100 à 200 ouvriers, en régime capitaliste, cette usine rapportera au patron, toutes choses égales d'ailleurs, le double de profit ; le patron a donc tout intérêt à investir des capitaux tendant à doubler la grandeur de l'entreprise. Mais, en régime socialiste, les cent premiers ouvriers ne gagneront pas davantage lorsqu'ils auront cent nouveaux compagnons que lorsqu'ils étaient seuls, puisqu'ils ne pourront les exploiter, puisque les uns et les autres auront le même droit au « produit intégral de leur travail ». Aucune raison donc pour qu'ils mettent des capitaux dans leur affaire afin de l'agrandir.

C'est ce qui explique pourquoi dès maintenant les coopératives ouvrières, tout au moins les coopératives intégrales, celles dont les membres n'exploitent pas, sous le nom d'auxiliaires, d'autres travailleurs, ne s'agrandissent généralement jamais. Combien d'entre elles, par exemple, comprennent tout juste aujourd'hui autant de membres que lors de leur fondation, même si celle-ci remonte à cinquante ans ?

Si donc on veut que la société socialiste ne soit pas économiquement stagnante, si l'on veut que sa production se développe et que sa technique progresse, c'est en dehors des entreprises qu'il faut aller chercher l'élément moteur qui assurera l'accumulation. Dans une société de producteurs, cet élément moteur ne peut être cherché, à mon sens, que dans la corporation, je veux dire dans l'organe représentatif de l'ensemble d'une profession et dans celui de l'ensemble des professions, indépendamment des entreprises particulières dans lesquelles chacun est employé — autrement dit, les syndicats et leur confédération.

C'est sans doute cette préoccupation essentielle qui, plus ou moins consciemment, a amené les syndicats ouvriers allemands à insister avec une extrême vigueur pour que les administrateurs ouvriers ne soient pas nommés exclusivement par les travailleurs de l'entreprise.

Dans l'étude de la « R.P. » rappelée ci-dessus, on proposait, pour satisfaire aux deux nécessités contraires que nous venons de dire, une double organisation d'ensemble du prolétariat : l'une sur la base de l'entreprise (conseils d'entreprise), l'autre sur la base du métier (syndicats). Les syndicats allemands, qui n'en sont encore qu'au stade d'une réalisation partielle d'une gestion par les travailleurs, ont, eux, incorporé dans l'organisation de l'entreprise elle-même les délégués du syndicat. Le mode selon lequel coopéreront l'entreprise et le métier est, au moins dans une première approche du problème, relativement secondaire, l'essentiel est que, dès l'abord, le problème ait été posé, et qu'il lui ait été apporté une solution.

R. LOUZON.

Le prix de 3.600 francs que le gouvernement vient de fixer pour le quintal de blé est de 15 pour cent supérieur au prix du blé aux Etats-Unis, c'est-à-dire au prix mondial du blé.

Ainsi, après avoir pénalisé pendant de longues années les producteurs de blé en ne leur payant leur blé qu'au-dessous de sa valeur, ce qui amena la presque disette dont on se rappelle, voilà maintenant que l'Etat donne une prime à la production du blé en payant celui-ci au-dessus de sa valeur, ce qui amènera, si ça dure, la même surproduction qu'il y a quinze ans, lorsqu'on « dénaturait » le blé pour le donner aux cochons.

Incohérence et dirigisme.

LIVRES — REVUES

Edward Stettinius : YALTA, ROOSEVELT ET LES RUSSES. (Gallimard, 36 p., 510 francs. Traduit par A. Audiberti.)

Il est certain que nous avons dans **Yalta** un document d'un très grand intérêt. En raison de son auteur d'abord qui occupait dans la hiérarchie diplomatique américaine une place de premier plan. En raison de l'objet du livre ensuite qui traite d'un des accords — sans jeu de mots — essentiels réalisés par les Trois Grands au cours de la seconde guerre mondiale. En raison du fait enfin qu'aucun sténogramme ne fut pris à Yalta et que, Roosevelt étant mort, le témoignage de Stettinius est capital, sinon pour connaitre la vérité, du moins pour être informé du point de vue américain sur la conférence.

Les « trois grands » sont venus à Yalta, selon Roosevelt et Churchill, jeter les bases d'une paix durable pour 50 ou 100 années. Les résultats furent diversement appréciés. Selon les uns, Yalta constitua un « triomphe diplomatique pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ». Selon d'autres, on sacrifia à Yalta les intérêts vitaux des Etats-Unis avec l'illusoire espérance d'apaiser « l'oncle Joe ». Que convient-il d'en penser ?

Il ne saurait être question de passer en revue toutes les décisions prises et encore moins tous les sujets discutés. Ils intéressent le monde entier et cela nous entraînerait loin. Il nous suffira d'envisager un des points en discussion, la question polonaise par exemple, « la plus difficile et la plus controversée de toutes les questions considérées », selon Stettinius, et plus spécialement encore le débat sur le régime intérieur polonais, « point crucial de la question » au dire de Roosevelt.

Je passe sur le détail des discussions oiseuses qui précédèrent la résolution finale pour ne retenir que le texte suivant sur lequel on se mit d'accord :

« ...Le gouvernement provisoire qui fonctionne actuellement en Pologne (celui de Lublin, qualifié par Stettinius de « régime de marionnettes ») sera... réorganisé sur des bases plus largement démocratiques avec l'inclusion de chefs démocrates choisis parmi ceux qui se trouvent en Pologne même et à l'étranger. Ce nouveau gouvernement prendra alors le nom de gouvernement provisoire polonais d'Unité nationale.

» ...Ce gouvernement provisoire polonais d'Unité nationale s'engagera à procéder à des élections libres et sans entraves aussitôt que ce sera possible sur la base du suffrage universel et du scrutin secret. Tous les partis démocratiques et antinazis auront le droit de prendre part à ces élections et de présenter des candidats. »

Roosevelt considéra cet accord « étant donné les circonstances » comme « le plus encourageant qui soit possible pour un Etat polonais libre, indépendant et prospère. » (Déclaration au Congrès du 1er mars 1945).

On reste confondu devant tant de naïveté et cela donne une piètre idée des diplomates et des « grands » hommes.

Quand la conférence se réunit en février 1945, un fait la domine et l'éclaire. C'est la situation sur le front de guerre. Quelle est-elle ? Les armées soviétiques ont chassé les Allemands de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et atteint l'Oder. Voilà l'essentiel. Après ces « victoires écrasantes » il est futile de discuter si, dans un pays comme la Pologne, l'oncle Joe va laisser s'établir un gouvernement à la solde de Washington ou de Moscou. La question est tranchée et, comme les plus grands diplomates ont parfois des lueurs de bon sens, Stettinius note page 280 :

« En raison de cette situation militaire, la question n'était pas de savoir ce que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis permettraient à la Russie en Pologne, mais ce que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pouvaient persuader à l'Union Soviétique d'accepter. »

Voilà un langage réaliste. Mais alors pourquoi palabrer des jours durant pour se mettre d'accord sur un texte dont **chaque mot** a un sens différent selon

qu'il est prononcé par un Anglo-Saxon ou par un Russe.

Qu'est-ce qu'une élection libre, au suffrage universel et au scrutin secret, pour nous limiter à cette expression ?

Une telle élection en Angleterre, aux Etats-Unis et, d'une façon générale, dans un pays capitaliste libéral, est une cérémonie au cours de laquelle la presse, la radio et la finance assurent le succès des candidats de la bourgeoisie tout en tolérant, dans la mesure où elle n'est pas trop inquiétante, une opposition ouvrière. En Russie et dans les pays de démocratie populaire, la même élection signifie que tous les citoyens ont le droit et le devoir de voter pour la liste unique des communistes et des sans-parti patronnée par le P.C.

Dès lors, à quoi bon ergoter sur les mots. Il eût été plus simple, plus profitable aussi, de jouer cartes sur table et, puisque l'on s'était rencontré, du moins je le suppose, pour étudier les possibilités de coexistence des deux systèmes, de jouer le franc jeu qui consistait à dire : 3e round ou statu quo ?

Yalta ne marqua pas, comme le prétend Stettinius, l' « apogée de l'union alliée ». Deux systèmes représentés par deux types de puissances antagonistes s'étaient heurtés puis momentanément associés devant un péril commun. La menace écartée, il était fatal qu'ils s'opposassent de nouveau. Un enfant l'eût compris. L'une des puissances s'étant assuré une position stratégique avantageuse, il était vain de s'étourdir dans un bla-bla-bla stérile. Les jeux étaient faits.

Yalta ? Un livre à lire et à méditer... En ce qui me concerne, je pense qu'on trouverait plus de finesse diplomatique dans les marchandages paysans sur un champ de foire que dans les divagations éthérées des professionnels de l'O.N.U... — **J. MAITRON.**

***

Hem Day, anarchiste bruxellois, qui vient de participer à Brunswick, en zone britannique d'Allemagne, au congrès de l'Internationale des adversaires de la guerre, a réuni, dans une **Anthologie de l'objection de conscience et de raison** (108 p., aux Editions Pensée et Action, 84, Galerie du Commerce, Bruxelles), les meilleures pages écrites sur ce sujet par des hommes de bonne volonté appartenant aux milieux sociaux les plus divers. — **J. M.**

SUR LES NATIONALISATIONS

On doit regretter qu'après cinq années de fonctionnement il n'y ait jamais eu d'enquête d'ensemble menée par des organes ouvriers sur les nationalisations. Le sujet n'a d'ailleurs pas tenté grand monde hors d'une sphère très réduite de techniciens.

On trouvera donc intérêt à lire l'enquête menée sur ce sujet par la revue **Christianisme social** (1) animée par un groupe de protestants généralement favorables au socialisme et dont les sympathies vont à des hommes comme Lasserre et comme A. Philip.

La revue contient des articles d'ensemble et des témoignages.

Articles précisant les circonstances historiques dans lesquelles les nationalisations ont été effectuées, dressant un bilan sommaire, tout au moins pour le charbon, l'électricité et le gaz, et formulant quelques avis sur le point de vue humain des réformes.

Les réponses à l'enquête n'ont certainement pas été aussi nombreuses que les rédacteurs de la revue le souhaitaient. On regrette d'autant plus qu'elles expriment le plus souvent les opinions d'ingénieurs ou de techniciens (économistes ou financiers) et que très généralement elles proviennent de sympathisants à l'orientation de la revue : toutes les revues connaissent cette difficulté quand elles ouvrent une enquête.

Il faut pourtant signaler l'effort plein d'honnêteté des enquêteurs et des témoins. On serait presque tenté de craindre que cet effort d'impartialité n'ait été poussé jusqu'à quelque naïveté **(Je reconnais**, dit G. Rampon, administrateur d'E.d.F., qui fait beaucoup de remarques intéressantes, **que l'Etat doit avoir la primauté dans la haute direction des industries nationalisées. Je voudrais seulement que l'inspiration et la flagornerie d'intérêts électoraux ou étroits ne la rendissent pas contradictoire ou incertaine).**

Mais cela peut aussi provenir du but recherché par cette enquête. Les auteurs n'ont-ils pas eu surtout la préoccupation de répondre aux critiques très répandues dans les milieux d'affaires ou en général parmi les nuances diverses de tendances réactionnaires ? Intention d'ailleurs bien naturelle et d'autant plus justifiée que les critiques d'origine ouvrière sur les insuffisances de ces « réformes de structure » ont été plus insuffisantes encore que les réformes elles-mêmes.

Le souci de l'incidence humaine des réformes existe d'ailleurs chez les enquêteurs et la plupart des auteurs de réponses au questionnaire. Si l'un de ces derniers croit possible de parer au danger de la technocratie en nommant des techniciens d'esprit chrétien, beaucoup s'inquiètent de l'indifférence des travailleurs pour les problèmes de gestion. A. Philip, dans un article-conclusion généralement optimiste sur l'avenir des nationalisations, pense que la participation ouvrière dans les conseils d'administration a été un élément d'éducation des travailleurs. Mais il pense que celle-ci doit se faire surtout à la base, dans les conseils d'entreprise, et je ne sais s'il est alors bien logique que dans le conseil d'administration il veuille accroître la part revenant à la centrale syndicale aux dépens de la part du syndicat professionnel.

***

On rapprochera ces documents de l'article du professeur **G. D. H. Cole**, écrit pour l'annuaire 1951 des coopérateurs anglais et publié en français dans les **Annales de l'Economie collective** (numéro mars-avril 1951). Sous le titre : « **Les travailleurs et la direction dans les industries nationalisées** », il traite plus spécialement du cas des mineurs anglais. Selon lui la nationalisation des mines a permis une amélioration rapide et considérable des relations professionnelles. Il faut dire — l'auteur ne l'oublie d'ailleurs pas — que l'existence d'un syndicat largement majoritaire a été grandement favorable.

Je ne crois pouvoir mieux faire, d'autre part, que citer deux remarques complétant celles de Philip signalées plus haut.

« **De façon générale, je maintiens que le contrôle des travailleurs — en quoi je place une confiance aussi absolue que celle que je professais aux premiers jours du « socialisme des guildes » — ne peut être établi que sur la base de la consultation à l'échelon même où s'exécute le travail productif. Je m'intéresse beaucoup moins à la participation aux degrés supérieurs de la hiérarchie qu'à la mise en place d'un ordre nouveau de relations professionnelles à la mine, à l'usine, au chantier. Pour que la participation soit réelle, il faut qu'elle touche le travailleur à son poste même de producteur et débute à la base, c'est-à-dire au sein de l'équipe ouvrière. Si elle parvient à s'implanter à ce niveau, rien ne l'empêchera de gagner vers le haut et de solides fondations auront été posées pour l'instauration de la démocratie industrielle telle que je la conçois. Par contre, tout effort prématuré visant à créer des organes de « contrôle commun » au sommet hiérarchique n'aboutira vraisemblablement qu'à un échec ; il risque de causer une fissure croissante entre les dirigeants syndicalistes — qui se trouveront directement engagés par les actes des conseils et des commissions des industries nationalisées — et la masse des travailleurs organisés, qui compteront sur eux pour défendre leurs intérêts en s'opposant à ces mêmes actes lorsque le besoin s'en fera sentir.** »

Plus loin Cole affirme que les organisations ouvrières ont tort de réclamer une représentation directe dans des conseils nationaux, représentation qui ne peut être, actuellement, que minoritaire.

Si l'on est d'accord avec lui que le temps doit venir où les travailleurs géreront leurs propres industries, on pourra discuter que ce soit en donnant aux travailleurs le sens de l'intérêt **national** comme il le prétend. Mais il est évident que tout ce qui favorise l'éducation de la gestion devra être recherché.

Tel est déjà l'intérêt de ces études sur les nationalisations qu'il y aurait avantage à discuter plus profondément. — **G. W.**

(1) **Christianisme social**, numéro 7-9 juillet-septembre 1951 ; numéro spécial, prix 180 fr. Renseignements sur l'enquête : écrire, 52, rue de Londres, Paris-8e.

Francis JOURDAIN : NE EN 76. (Edit. du Pavillon).

Les souvenirs de Francis Jourdain ? Ça doit être fameux. Il a vu tant de choses, hommes, événements. Bien placé pour voir. Capable de comprendre. Pourtant je reste un peu déçu. D'aucuns verront dans ce livre ce qu'il contient, et certainement il apporte beaucoup de souvenirs intéressants ou plaisants ; je ne puis m'empêcher de regretter ce que je n'y ai pas trouvé.

Voilà un bougre qui, dans la partie de sa vie qu'il raconte dans ce premier volume, a vécu deux grands moments où il a vibré de la tête aux pieds et il ne nous en laisse que des notes éparses, fragmentaires.

Le premier de ces grands moments c'est la période où littérateurs, peintres, artistes de tous genres, s'engouèrent pour l'anarchisme, établirent une parenté entre la **Princesse Maleine** et Ravachol. Cette dernière image, ou cette formule, est de Francis Jourdain lui-même. Elle a de quoi mettre l'eau à la bouche. Nous restons cependant sur notre soif. Peu de chose, pour ne pas dire rien, sur ces peintres comme Pissaro, Luce, qui restèrent anarchistes leur vie durant. Pourtant Francis Jourdain ne fut pas de ceux qui tirèrent rapidement leur révérence à l'anarchisme. Plus de dix ans après 1893 il était encore dans les rangs des compagnons.

L'autre grand moment, c'est l'affaire Dreyfus. Il en parle, bien sûr, mais comme incidemment, une sorte de défense. Alors que s'il avait revécu pour lui et pour nous ces moments, il aurait sûrement vibré de nouveau comme au temps passé. Et ses lecteurs avec lui.

Beaucoup de portraits dans ce livre, ceux d'Alphonse Daudet, de Zola, de Goncourt, de Mirbeau, de Rosny aîné ; où la sympathie et l'admiration sont autant dire sans ombres. Une évocation de Léon-Paul Fargue, qu'en notre jeunesse on voyait toujours flanquant Francis. Par contre, un Barrès d'un tout autre ton, mais juste. Un mot féroce de Colette sur Charles-Louis Philippe, un mot de belle bête pas toujours compréhensive.

Un chapitre à retenir, celui qui est consacré aux Cognacq, les fondateurs des magasins de la Samaritaine et particulièrement à Mme Cognacq et à ses méchants exploits sur son personnel.

On se demande comment Francis Jourdain, le libertaire de jadis, a pu se laisser embrigader par les staliniens. Certes, il a été amené à constater qu'il ne suffit pas de dénoncer le désordre social et de le couvrir d'imprécations aussi éloquentes soient-elles. Pour lui l'anarchiste est seulement un révolté, et ce n'est pas assez. Je ne le contredirai pas. Ce n'est pas assez, mais c'est une partie essentielle. On ne peut concevoir un révolutionnaire véritable qui ne soit d'abord un révolté. Le révolutionnaire est quelque chose de plus mais il est en premier lieu un révolté. Un révolutionnaire qui serait d'abord un satisfait ou un résigné serait un fichu **révolutionnaire. Peut-**être, le Francis d'autrefois se jugea-t-il trop gentil, trop doux ; il éprouva le besoin d'un corset dur, d'un corset d'acier. Je serais bien épaté si ce corset stalinien ne lui paraissait dur à supporter et s'il ne l'empêchait souvent de respirer. — **P.M.**

HISTOIRE GENERALE CONTEMPORAINE, DU MILIEU DU XVIIIe SIECLE A LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE, Collection des études politiques, économiques et sociales, par M. Félix Ponteil. (567 pages. Librairie Dalloz, 11, rue Soufflot.)

Dans son ouvrage, M. Ponteil met en valeur le puissant effort des alliés pendant la dernière guerre, particulièrement celui des Etats-Unis, lequel à ses yeux fut décisif. On ne peut nier cet effort. Comme on ne peut nier que la victoire alliée n'a été possible que par le refus des peuples envahis de collaborer avec l'Allemagne. On eût aimé que l'auteur accordât à cette résistance passive, sur laquelle se greffa l'action des meilleurs d'entre nous, la place qui lui est due et que nous lui donnons. Comme quoi le destin de l'humanité n'est pas à la merci de la force brutale. Le courage, l'esprit de sacrifice au service de la liberté, ont pu corriger le cours de l'histoire.

L'idéal compte, le matérialisme historique n'ignore pas son action. C'est pourquoi nous ne pouvons souscrire aux affirmations de M. Ponteil qui écrit page 429 : « Marx nie le pouvoir créateur de l'esprit. L'idéal de l'homme ne peut réagir sur le réel de la production industrielle. Marx refuse d'admettre l'influence du spirituel sur le matériel. Pour lui, seules, les forces matérielles mènent l'histoire. »

Inutile de dire combien cette façon unilatérale de comprendre le matérialisme historique est contraire aux enseignements de Marx.

Bien que M. Ponteil, politiquement, soit loin de nous, son livre contient des chapitres qu'on lira avec profit : la Révolution française, les transformations économiques et le mouvement social de 1815 à 1848, l'année 1848, à laquelle sont consacrées des pages excellentes : 1848, qui exalta les nationalités, dont le principe est aujourd'hui en voie de dépérissement, et qui, en propageant les idées de fraternité et de solidarité, jetait dans le même temps, sur les vieilles capitales d'Europe, un ferment révolutionnaire de caractère international.

Mais pourquoi si peu de lignes pour la Commune de 1871, cette trouée dans le front capitaliste, si riche en enseignements et dont le souvenir ne périra pas au cœur de la classe ouvrière ?

Omission grave, près de laquelle parait vénielle l'erreur que nous relevons page 52 :

« L'idéal bolchevik sera atteint par la suppression de la propriété privée. »

Le bolchevisme, l'apport de Lénine au marxisme, est une technique révolutionnaire. Il est né au début du siècle de l'opposition qui sépara deux groupes de marxistes ; Lénine s'éleva contre ceux qui pensaient que le monde évolue fatalement vers le socialisme, alors que « le développement spontané du mouvement ouvrier, disait-il, va tout droit vers l'asservissement à l'idéologie bourgeoise ». D'où la nécessité de constituer un parti formé de techniciens de la révolution, aptes à résoudre pratiquement les problèmes que pose une situation donnée, capables de lutter contre tout déviationnisme de la pensée marxiste et de préparer la dictature du prolétariat.

Erreur encore de dire que le syndicalisme révolutionnaire « obtient un premier succès en 1884, par le vote de la loi sur les syndicats », alors que bien loin de s'en réjouir les travailleurs s'en défièrent.

La conclusion générale de l'ouvrage déborde le cadre de l'histoire et rejoint nos quotidiennes préoccupations.

Nous sommes au seuil d'un monde nouveau. « Quel sera son visage de demain ? Ses traits seront-ils grimaçants ? », demande M. Ponteil. C'est aux millions d'hommes qui, aujourd'hui se tournent vers un socialisme authentique, seul capable de sauver la paix, qu'il appartiendra, quand ils se seront trouvés, de faire que ces traits soient « détendus et enfin reposés ». Là est notre espoir. En qui l'auteur place-t-il le sien ?

En résumé, compte tenu de son esprit, de ses erreurs, de ses lacunes significatives, ouvrage solide, bon outil de travail. — **L. LERAY.**

Jack Belden : LA CHINE EBRANLE LE MONDE. (Ed. Gallimard, 569 pages, 690 francs).

L'auteur rapporte ce qu'il a vu en Chine de décembre 1946, au début de la guerre civile, à avril 1949, au moment où les armées communistes, maîtresses de la Chine du Nord, franchissent le Yang-Tsé, s'emparent de Nankin et s'élancent à la conquête du Sud.

Il s'est rendu dans le Nord-Ouest, dans la région frontière, où la 8e armée de route communiste, avec l'aide des partisans, avait lutté contre les Japonais et créé un gouvernement des Régions libérées. Il s'est attaché à montrer que ce n'était pas le communisme qui symbolisait la lutte contre Chang Kaï-chek, mais la 8e armée de route et le cri de « liberté, démocratie, bien public ». Et d'ailleurs la réforme agraire avait été préconisée par Sun Yat-sen, dont Chang reprit le programme, qu'il se garda ensuite d'appliquer. Les communistes eux-mêmes, selon Belden, hésitèrent, puis décidèrent le partage des terres, ce qui leur valut l'appui du paysan et permit à leur mouvement de s'étendre à tout le Nord du pays. C'est la caractéristique de la révolution chinoise, de s'être faite par le bas, village par village, avec l'aide des fermiers, les réformes ont ici précédé la prise du pouvoir. Nous assistons au partage de la terre, à la libération des femmes, au spectacle d'une révolution en marche, et c'est ce qui fait l'intérêt du livre.

Par ailleurs, J. Belden dénonce la corruption du Kuomintang, son incapacité à entreprendre la moindre réforme, même au prix de son existence. La trouble personnalité de Chang apparaît, dictateur converti au christianisme mais célébrant le culte des ancêtres et disciple de Confucius, adversaire de l'Occident mais l'appelant à son aide. Mao Tsé-toung reste dans l'ombre. Quels sont ses rapports avec Moscou ? Aucune aide de l'U.R.S.S. ne lui serait parvenue durant la guerre civile. L'auteur s'inquiète de ce qu'il adviendra quand il sera au pouvoir. Saura-t-il conserver le contact avec les masses ? N'est-il pas déjà « l'Etoile du Salut » ! Les révolutionnaires chinois qui furent des empiriques ne voudront-ils pas à l'avenir être des théoriciens ? Le partage des terres est critiqué par les marxistes orthodoxes partisans de la collectivisation. Nombre de problèmes posés par l'auteur doivent être aujourd'hui résolus en partie, ce qui ôte de son actualité à un ouvrage qui nous a intéressé davantage par son ton de reportage que par les perspectives qu'il nous fait entrevoir. Reconnaissons que J. Belden, s'il craint l'intransigeance doctrinale communiste, ne ménage guère ceux qui, dans son pays, veulent étouffer la libre opinion, et rejette, comme absurde, la politique que menaient les Etats-Unis en Chine. — **J. GUEGUEN.**

LE PAIN ET LE VIN, 362 p.
LE GRAIN SOUS LA NEIGE, 563 p.
Par Ignazio Silone. (Editions Grasset, traduits de l'italien par J.-P. Samson.)

Pietro Spina, fils de riches propriétaires terriens de la région des Abbruzzes, devient révolutionnaire ; traqué par le régime fasciste, il s'exile. Mais ne pouvant vivre loin de son pays, il rentre clandestinement en Italie.

Sous le déguisement d'un prêtre, il vivra quelques mois parmi les pauvres « cafoni ». Nous sommes ainsi mêlés à l'existence misérable de ces paysans d'une des régions les plus déshéritées de l'Italie. Toute leur vie est imprégnée d'une religion qui par ses pratiques et ses superstitions nous reporte au moyen âge... Pas de révolte chez ces malheureux soumis depuis des générations aux abrutissantes servitudes de la misère. Comme nous semble difficile la propagande révolutionnaire de Pietro Spina, incompris par ceux-là mêmes qu'il voudrait libérer, trop hésitant d'ailleurs, pas assez homme d'action. Cependant, il exerce une attraction certaine : viendront à lui par des voies différentes Bianchina, la fille charnelle, Cristina, la jeune fille mystique.

Dans **Le grain sous la neige,** nous retrouvons Pietro Spina. Pour échapper de nouveau à la police, il a dû se cacher dans une étable. Pendant ce séjour, il a compris mieux que jamais ce qu'étaient la terre et la misère des cafoni et dès lors ses compagnons seront les plus humbles des créatures : bêtes et hommes. Spina sortira de l'étable « dépouillé et nu ».

Et tandis que palabrent les orateurs gouvernementaux et les chrétiens hypocrites qui ne reconnaîtraient pas le Christ s'il revenait sur terre et le crucifieraient à nouveau, le visage de Pietro Spina, le réprouvé, se purifie. Repoussant le terrestre bonheur qui lui semblait promis, il se sacrifie pour le plus déshérité des cafoni, le sourd-muet Infante, celui qui, parmi tous, symbolise le mieux cette terre misérable.

Avec quelle simple et magistrale grandeur, Silone nous introduit dans ce monde où toutes les vertus et tous les vices semblent exacerbés. Et cependant tous, ils sont humains et vivants tous, les pleutres et les hypocrites, et les bavards stériles, et ceux qui entretiennent et exploitent la misère, et ceux qui la subissent.

Beaux visages de Don Benedetto, le bon prêtre, de la noble et fière Maria Vincenza Spina, de Don Severino, mauvais chrétien aux yeux de ses semblables, de Cristina, qui meurt en martyre chrétienne, de Faustina, sauvée par l'amour de Pietro... beau visage sanctifié de Spina, piètre révolutionnaire sans doute, mais chrétien authentique, fidèle à l'enseignement du Galiléen, et à son exemple.

En résumé, deux livres profondément attachants, au style coloré, imagé de comparaisons inattendues, souvent savoureuses, qui nous font pardonner quelques longueurs. Deux livres qui donnent une cinglante leçon à l'Eglise, à ses mauvais prêtres, à ses mauvais fidèles. — **M. GOURDON.**

Arthur KOESTLER. Les Hommes ont soif. (Traduit de l'anglais par Denise Van Moppès. Calmann-Lévy éditeurs. 418 p.)

En cette année 195..., la menace totalitaire semble se concrétiser pour la France, et les hommes ont soif...

Non, pas tous ! Il en est qui ont trouvé à se désaltérer. Tel Fédor Grigorevich Nikitine, attaché culturel de la Confédération, fils d'un héros de la Révolution russe, esprit froid, primitif parfois, aveuglément convaincu ; sans hésitation, sans tourment, sans inquiétude, sans jamais se poser de problème, mécanique bien réglée, sur la voie sans détours et qu'il croit triomphale, il va... Cet homme, dont on peut se demander s'il a une âme qui lui soit propre, se laissera-t-il tenter par « Capoue » ? Connaîtra-t-il la soif ?

Autour de Nikitine s'agitent des marionnettes, hommes et femmes. Ceux qui, par exemple, s'étant abreuvés à une source qu'ils croyaient fraîche, se retrouvent la gorge sèche, dans l'aride désert de la soif : Heydie, jeune Américaine qui, ayant perdu la foi religieuse, croit découvrir en Nikitine une force, un espoir..., le professeur Vardi, ex-communiste, qui demandera à réintégrer le parti et retournera dans la confédération se sachant d'avance condamné : il n'a rien trouvé ailleurs..., l'écrivain Julien Delattre, ex-communiste militant lui aussi, qui se repliera dans une attitude d' « arrogant désespoir », et le Polonais Boris que la hantise des souffrances physiques et morales endurées dans un camp de l'Arctique rendra fou, et le Héros de la Culture Léontiev, qui, libéré par le suicide de sa femme-otage, n'est plus qu'un pantin désarticulé et accueille avec soulagement son extradition.

Et puis, il y a ceux qu'aucune grâce n'a jamais touchés et qui sont condamnés à subir sans espoir la brûlure de leur soif. Les résignés, les désabusés, les inquiets et les naïfs, tous ceux qui n'ont rien eu à opposer à la marée montante du totalitarisme se rejoignent à l'enterrement de Monsieur Anatole, le vieux libéral, alors qu'apparaissent dans le ciel de Paris les signes annonciateurs de l'Invasion.

Et les Américains qui étaient venus organiser la défense de la France se préparent à retourner chez eux dans de confortables avions, avec leurs dossiers et leurs statistiques.

Le roman de Koestler est habilement conduit, les personnages — on a parlé d'un livre à clé — sont fort bien campés. Sans apporter rien d'absolument nouveau, il traduit et met au point les inquiétudes actuelles.

Pour notre part, nous serions disposés à faire nôtres les paroles de Nikitine : « ...Il faut donc brûler ce monde comme un taudis insalubre et bâtir une maison neuve à sa place... mais pour cela nous devons combattre et gagner et la bataille est toujours laide... ». La fin justifie les moyens... Mais nous ne voulons pas admettre que soient sacrifiés à cette fin idéale tous ceux, parmi les meilleurs, qui ne se sont pas désaltérés à la même source ou qui ont vainement cherché à étancher leur ardente soif : tous les hommes de bonne volonté promis à une aveugle Inquisition.

M. GOURDON.

— Le numéro 7-8, juillet-août, prix 300 francs, de la revue **Esprit,** 27, rue Jacob, Paris-6e, est tout entier consacré à la « Condition prolétarienne et lutte ouvrière ».

Voici une enquête remarquable et qui fera date. Elle sera complétée par la publication d'un dossier sur le prolétariat nord-africain et immigré et par une étude sur la situation des travailleurs agricoles.

A côté d'articles d'intellectuels : définition du prolétariat, évolution quantitative de cette classe sociale, rapports entre les techniques industrielles et la condition ouvrière, etc... on trouve — et ce n'est pas la partie la moins attachante et la moins riche — des témoignages ouvriers sur leur condition, sur le sort de la femme, des enfants et des vieillards, des études de la conscience prolétarienne, des récits de luttes ouvrières...

Un exemple à suivre et dont la R.P., en particulier, pourrait s'inspirer. — **J. M.**

Natalia Trotsky rompt avec la Quatrième Internationale

Au Comité exécutif de la Quatrième Internationale.

Camarades,

Vous n'ignorez certainement pas que je me suis trouvée, politiquement, en désaccord avec vous durant les cinq ou six dernières années, depuis la fin de la guerre et même plus tôt. La position que vous avez prise dans la période récente à l'égard de chaque événement important montre qu'au lieu de corriger vos erreurs antérieures, vous les avez maintenues et même aggravées. Sur la voie où vous vous êtes engagés, vous êtes arrivés à un point qui m'interdit de garder plus longtemps le silence ou de m'en tenir à des protestations privées. Je dois maintenant formuler mes vues publiquement.

La décision que j'étais contrainte de prendre était pour moi grave et pénible, et je ne pouvais que regretter sincèrement d'y être acculée. Mais il n'y avait pas d'autre issue. Après mûre réflexion, je suis arrivée à la conclusion qu'il me fallait dire ouvertement qu'il est pour moi impossible, étant donnés nos désaccords, de rester plus longtemps dans vos rangs.

Les raisons de ma décision sont connues de la plupart d'entre vous. Je les mentionne brièvement ici uniquement pour ceux à qui elles ne sont pas familières, m'en tenant aux divergences fondamentales et laissant de côté les questions de politique quotidienne qui s'y rapportent ou en découlent.

Obsédés par de vieilles formules périmées, vous continuez à considérer l'Etat stalinien comme un Etat ouvrier. Je ne peux ni ne veux vous suivre sur ce point. Depuis le commencement de la lutte contre la bureaucratie stalinienne usurpatrice, L.-D. Trotsky, dressant le bilan de l'année écoulée, devait répéter que le régime glissait vers la droite, conséquence à la fois du retard de la révolution mondiale et de prise de toutes les positions politiques en Russie par la bureaucratie. Il montrait sans se lasser que la consolidation du stalinisme avait pour conséquences inéluctables l'affaiblissement des positions économiques, politiques et sociales de la classe ouvrière et le triomphe d'une aristocratie tyrannique et privilégiée. Si cette tendance n'est pas enrayée, disait-il, rien ne restera plus de la révolution et le capitalisme sera restauré. C'est malheureusement ce qui est arrivé, bien que sous des formes nouvelles et inattendues. On trouverait difficilement dans le monde un pays où les défenseurs et les idées du socialisme authentique sont pourchassés d'une façon aussi barbare, et il devrait être clair aux yeux de tous que la révolution a été complètement annihilée par le stalinisme. Pourtant vous continuez à prétendre que sous ce régime inqualifiable, la Russie est toujours un Etat ouvrier : c'est à mes yeux la plus grave atteinte qu'on puisse porter au socialisme. Le stalinisme et l'Etat stalinien n'ont absolument rien de commun avec le socialisme ; ils sont les pires ennemis, et les plus dangereux, du socialisme et de la classe ouvrière.

Vous affirmez maintenant que les pays de l'Europe orientale sur lesquels le stalinisme a établi sa domination pendant et après la guerre sont eux aussi des Etats ouvriers ; c'est dire que le stalinisme a joué hors de Russie un rôle socialiste révolutionnaire, et cela non plus je ne puis l'admettre. Après la guerre, et déjà avant qu'elle eût pris fin, il y eut, au sein des masses de ces pays, des mouvements révolutionnaires naissants ; mais ce ne sont pas ces masses qui montèrent au pouvoir, et ce ne fut pas un Etat ouvrier qui sortit de leurs luttes. Ce fut la contre-révolution stalinienne qui s'empara du pouvoir, réduisant ces pays à l'état de vassaux du Kremlin, par l'étranglement des masses ouvrières, la suppression de leurs luttes et de leurs aspirations révolutionnaires En affirmant que la bureaucratie stalinienne a instauré des Etats ouvriers dans ces pays, vous lui conférez un rôle progressif et révolutionnaire, et en propageant cette contre-vérité monstrueuse parmi l'avant-garde ouvrière, vous déniez à la Quatrième Internationale toute raison essentielle d'exister en tant que parti mondial de la révolution socialiste. Dans le passé nous avons toujours considéré le stalinisme comme une force contre-révolutionnaire, dans chaque acception du terme. Vous ne le pensez plus ; moi je le pense toujours.

En 1932 et 1933, les staliniens, pour justifier leur honteuse capitulation devant l'hitlérisme, déclaraient que peu importait après tout que les fascistes s'emparent du pouvoir parce que le socialisme viendrait ensuite et à travers le règne du fascisme. Seules des brutes n'ayant plus ombre de pensée ni de courage socialistes pouvaient argumenter de la sorte. Aujourd'hui, malgré les idées révolutionnaires qui sont vôtres, vous maintenez que la réaction despotique stalinienne qui a triomphé dans l'Europe orientale est une des voies par lesquelles le socialisme passera éventuellement. Une telle vue signifie la rupture irrémédiable avec les conceptions les plus fondamentales de notre mouvement auxquelles je reste attachée.

Il m'est impossible de vous suivre dans la question yougoslave. Toute la sympathie et tout le soutien des révolutionnaires, même de tous les démocrates, doivent se porter vers le peuple yougoslave dans sa résistance obstinée aux efforts de Moscou d'en faire un de ses satellites. Il faudrait tirer avantage des concessions que le régime de Tito se trouve à présent obligé de faire à son peuple. Mais ce qu'on trouve dans tous vos écrits, c'est une idéalisation inexcusable de la bureaucratie titiste, pour laquelle on ne pourrait trouver aucun fondement dans la tradition et les principes de notre mouvement. Cette bureaucratie n'est qu'une réplique, sous une nouvelle forme, de la vieille bureaucratie stalinienne ; elle s'est formée dans les idées, la politique et la morale du Guépéou ; fondamentalement, son régime ne diffère en rien de celui de Staline, et il serait absurde de croire ou d'enseigner qu'une direction révolutionnaire du peuple yougoslave pourra sortir de cette bureaucratie, ou autrement que de la lutte contre elle.

Mais le plus insupportable c'est votre position sur la guerre. La troisième guerre mondiale qui menace l'humanité met le mouvement révolutionnaire devant les problèmes les plus difficiles, les situations les plus complexes, les décisions les plus graves. Les discussions les plus approfondies et les plus libres seraient indispensables pour élaborer et fixer notre position ; mais en face des événements récents vous vous bornez à préconiser la défense de l'Etat stalinien et à engager notre mouvement tout entier dans cette politique. Vous soutenez même maintenant les forces du stalinisme dans la guerre à laquelle le peuple coréen angoissé se trouve soumis. En cela non plus je ne puis vous suivre.

A une date aussi lointaine que 1927, Trotsky, en réponse à une question déloyale posée par Staline devant le Bureau politique, résumait ses vues en cette formule « Pour la patrie socialiste, oui ! Pour le régime stalinien, non ! » C'était, je le répète, en 1927. Aujourd'hui, vingt-trois ans après, Staline n'a rien laissé de la patrie socialiste. A sa place, nous voyons un peuple asservi et dégradé par l'autocratie stalinienne, et c'est l'Etat que vous nous demandez de défendre dans la guerre, que vous défendez déjà en Corée. Je n'ignore pas que vous rappelez souvent que vous critiquez le

stalinisme et que vous le combattez. Mais vos critiques et vos attaques perdent toute valeur du fait qu'elles sont subordonnées à votre position fondamentale de défense de l'Etat stalinien. Qui défend ce régime d'oppression barbare abandonne, quels que soient ses motifs, les principes du socialisme et de l'internationalisme.

Dans le message que m'adressa le récent congrès du « Socialist Workers Party », vous dites que les idées de Trotsky continuent à être votre guide. Je dois vous dire qu'en lisant ces mots j'éprouvai une grande amertume. D'après ce que je viens d'écrire, vous pouvez constater que je ne reconnais pas ses idées dans votre politique, ces idées en lesquelles je garde ma confiance. Je reste convaincue que la seule issue à la situation actuelle est dans la révolution sociale, dans l'émancipation du prolétariat de tous les pays par le prolétariat lui-même.

Mexico, 9 mai 1951. **Natalia TROTSKY.**

La rupture rendue publique par cette lettre est un fait important ; elle marquera une date dans l'histoire de l'opposition de gauche qui se forma au sein du Parti communiste russe dès 1923, quand Lénine fut définitivement écarté de la vie politique par la maladie, et par là dans le développement du mouvement communiste que fit surgir la Révolution d'Octobre. Une voix autorisée déclare que les hommes qui se considèrent comme les disciples fidèles de Trotsky, et sont actuellement à la direction de la Quatrième Internationale, ont perdu tout droit de parler en son nom. A plus d'une reprise, chaque fois qu'elle les voyait faire un pas dans la voie funeste où ils s'étaient engagés, Natalia Trotsky s'efforça de les ramener sur les justes conceptions de l'opposition. Vainement. Aussi, quand leur « trotskysme » prit définitivement l'aspect d'une déformation du communisme, par certains côtés, insupportable, le désaveu s'imposa. Jadis, Marx s'était trouvé dans une situation semblable, lorsque ne se reconnaissant plus dans le « marxisme » de Hyndman, il s'écriait : « Si c'est cela le marxisme, je ne suis pas marxiste. »

Les trotskystes américains avaient quelque raison de se considérer comme les continuateurs et les représentants qualifiés de Trotsky. Quand il trouva un refuge au Mexique, il fut en liaison étroite avec eux, et dans les discussions qui, au cours de l'hiver 1939-1940, aboutirent à la scission de leur parti, Trotsky fut de leur côté. Cela leur valait une influence exceptionnelle dans les groupements de la IVe Internationale. Leur sincérité et leur dévouement ne sauraient être mis en cause. Leur erreur essentielle vient de ce qu'ils ont cru que le meilleur moyen de rester fidèle aux enseignements de Trotsky c'était de se maintenir aveuglément sur la position de 1940 : la Russie est un Etat prolétarien ; la défense de l'U.R.S.S. demeure au programme de l'opposition. Les bouleversements qui secouaient le monde les laissaient insensibles car les armées de Staline portaient la révolution avec elles. Sur toutes les questions fondamentales, leurs positions étaient — et sont — toujours les positions staliniennes ; on les voit même parfois être plus royalistes que le roi, plus staliniens que Staline. D'être restés figés sur les thèses de 1940 les empêche de comprendre que la Russie n'est plus qu'une grande puissance, militaire et militariste, qui ne fait rien d'autre que la politique traditionnelle des grandes puissances, n'y mettant sa marque que par la bestialité d'un régime totalitaire, et avec la bénédiction des métropolites. — A. R.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ».
232, rue de Charenton, Paris-12e

ENTRE NOUS

LA PRESSE QU'ON MERITE...

Voici, avec ce numéro de rentrée, l'annonce d'une nouvelle diminution du nombre de nos abonnés : De 1.429 au 20 juin, nous sommes tombés à 1.386 le 20 juillet, soit une perte de 43 abonnements.

Ne craignons pas de nous répéter. Lorsqu'un abonné, dûment prévenu de la fin de son abonnement par la bande de son numéro, ne renouvelle pas, après deux ou trois mois, soit directement, soit en payant la carte remboursement que nous lui faisons finalement présenter — et s'il ne prend pas la peine de nous écrire d'attendre — nous considérons qu'il ne s'intéresse plus à la « R. P. », et nous le supprimons.

La nouvelle baisse constatée le 20 juillet vient, essentiellement, de ces suppressions.

Une publication qui veut vivre de ses ressources normales, donc conserver son indépendance, ne peut agir autrement. Il faut le comprendre. Vous ne pouvez pas, amis, nous en vouloir de cette sévérité administrative. Vous devriez nous en remercier.

La régularité et la clarté dans les comptes d'un journal ou d'une revue sont à la fois la condition du franc-parler de ses collaborateurs et la garantie de ses lecteurs.

Quoi qu'ils puissent penser des idées défendues dans la « R. P. », où la liberté est « sans rivages », pour reprendre la belle formule de Jules Vallès, nos lecteurs peuvent être sûrs d'une chose : nous ne leur servons pas d'aliments sophistiqués, falsifiés ; nous ne leur en servirons jamais ; nous ne mangeons pas et nous ne mangerons jamais le pain d'aucune corruption. Il n'entre à la « R. P. » que les seuls fonds de ses lecteurs et amis. Pas de fonds secrets d'aucune sorte : ni russes, ni américains, ni yougoslaves, ni gouvernementaux, ni BEDES, c'est-à-dire patronaux, ni « résistantialistes », ni ex-collabos.

Si nous nous répétons, c'est qu'il nous semble, à la lueur de la baisse des abonnements, que notre souci de propreté et de liberté n'est pas apprécié comme nous le voudrions.

Lorsqu'il nous arrive de jeter un coup d'œil chez les voisins, nous sommes stupéfaits de constater combien les lecteurs de la petite et de la grande presse sont indifférents vis-à-vis des ressources plus ou moins avouables de leurs journaux favoris. Si leur boucher leur livrait de la viande avariée, ils se rebelleraient. Que leur nourriture intellectuelle soit pourrie, ils s'en moquent ! A se demander si la presse vénale n'est pas ce qui convient le mieux au public !

Quelqu'un a dit un jour : « Les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent. » Devons-nous dire qu'ils ont aussi la presse qu'ils méritent ?

Non. Nous n'aimons pas cette formule. Nous constatons seulement que nos efforts pour faire vivre une revue indépendante ne reçoivent pas l'écho que nous serions en droit d'attendre. Nous déplorons la négligence quasi générale de nos amis. Ils envoient facilement de l'argent, et c'est bien, mais ce n'est pas suffisant.

Ce qu'il faudrait, c'est que tous ceux que la « R. P. » intéresse vraiment cessent de dormir dans leur coin, qu'ils participent de façon effective à la rédaction et à la diffusion de la revue — au lieu de se borner à suivre du coin de l'œil les efforts d'un petit groupe de camarades (de plus en plus petit, d'ailleurs).

Pour nous, nous allons essayer de faire mieux.

Mais vous, ceux qui auront pris la peine de lire cet Entre nous, qu'allez-vous faire ? Allez-vous vous secouer un peu ?

REMARQUES...

Henri Legrain (Seine-et-Oise) : « Suis toujours fidèle à la « R. P. » que je lis presque toujours de la première à la dernière ligne. »

Fradin (Paris) : « Tous mes encouragements. »

Michel Cauche (Nord) : « Et bravo pour votre objectivité ! »

Jean Rabaud (Paris) : « Vous dites parfois des bêtises. On n'a pas toujours le temps de vous lire comme il le faudrait. Mais c'est souvent instructif et intelligent, la « R. P. ». En tout cas, c'est honnête et fidèle. »

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUILLET 1951
(DU 21 JUIN AU 20 JUILLET)

RECETTES :

Abonnements :		
Ordinaires	74.040	
Soutien	10.000	84.040
Souscription		3.885
Vente		8.110
Publicité		5.115
Recettes totales		101.150
Caisse et C.C.P. le 20 juin		140.751
		241.901

DEPENSES :

Impression et papier numéro de juillet		69.183
Timbrage, routage, expéditions		14.022
Frais généraux		2.039
Créditeurs divers		1.193
Dépenses totales		86.437
Soldes au 20 juillet :		
Caisse	1.000	
C. C. P.	154.464	155.464
Balance		241.901

Dettes au 20 juillet : Néant.

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 20 juin		1.429
Abonnements nouveaux		15
		1.444
Désabonnements	6	
Suppressions	52	58
Au 20 juillet		1.386

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 5 ; Ardèche 1 ; Aude 1 ; Calvados 1 ; Ille-et-Vilaine 1 ; Lozère 1 ; Rhône 1 ; Seine-Inférieure 1 ; Indochine 1 ; Belgique 1 ; U.S.A. 1. — Total : 15.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Fradin (Paris) 1.000 ; M. Castets (Landes) 1.000 ; J. Gassies (Landes) 1.000 ; Mme Puyoo (Landes) 1.000 ; Langeais (Paris) 1.000 ; Adolphe Acker (Paris) 2.000 ; Roger Hagnauer (Seine-et-Oise) 1.000 ; Yvonne Hagnauer (Seine-et-Oise) 1.000 ; Gustave Duyck (Paris) 1.000. — Total : 10.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

J. Deyme (Paris) 500 ; X. Y. Z. (Paris) 500 ; H. Legrain (Seine-et-Oise) 500 ; Brune 25 ; Gilbert Magal (Paris) 100 ; Buissonnière (Allier) 200 ; Rose Rey (Paris) 100 ; Roger Boyer (Tarn) 100 ; Jacques Muglioni (Saône-et-Loire) 300 ; Paul Chapuis (Maine-et-Loire) 100 ; Albert Varier (Seine) 500 ; A. Jouveshomme (Paris) 200 ; Scheck (Seine) 100 ; Philippe Amaré (Paris) 100 ; Un pacifiste quand même ! (Seine) 560. — Total : 3.885 francs.

LA VENTE AU NUMERO

Franc (Loire) 1.400 ; Scheck (Seine) 550 ; Librairie Syndicale 4.710 ; Letertre (Paris) 600 ; Divers (au bureau) 850. — Total : 8.110 francs.

LA PUBLICITE

Librairie Syndicale 4.000 ; vente de brochures 1.115. — Total : 5.115.

Merci à toutes et à tous !

P.-S. — Nous publierons dans notre prochain numéro (daté octobre) les comptes du 21 juillet au 20 septembre 1951.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 27 JUIN. — Grève des employés de banque à **Paris.**

MARDI 3 JUILLET. — Message du général Ridgway au commandement sino-coréen pour l'arrêt des hostilités en **Corée.**

Suspension des pourparlers entre patrons et ouvriers de **la Métallurgie parisienne.**

MERCREDI 4 JUILLET. — Ouverture à **Milan** du congrès de la **Confédération Internationale des Syndicats libres.**

JEUDI 5 JUILLET. — On donne les résultats des élections en **Finlande** des 2 et 3 juillet. Consolidation socialiste, légère avance communiste, recul conservateur.

Elections à la **Sécurité sociale minière.** Recul de la C.G.T.

SAMEDI 7 JUILLET. — Message d'amitié du peuple des **U.S.A.** au peuple russe.

Washington dénonce la clause préférentielle dans tout accord commercial avec l'U.R.S.S. et ses satellites.

LUNDI 9 JUILLET. — Proclamation de la fin de l'état de guerre avec l'**Allemagne.**

MARDI 10 JUILLET. — Ouverture à **Kaesong** en **Corée du Nord** de la conférence d'armistice.

MERCREDI 11 JUILLET. — Fin de la grève des dockers de la Nouvelle-Zélande après 4 mois.

Le gouvernement Holland annonce de nouvelles élections à cause de l'accusation de fascisme lancée contre lui en raison des mesures prises par lui au cours de la grève.

JEUDI 12 JUILLET. — Suspension de la conférence de Kaesong en **Corée.**

VENDREDI 13 JUILLET. — Emeutes racistes dans la banlieue de **Chicago.**

SAMEDI 14 JUILLET. — On parle de négociations entre **Washington** et **Madrid** sur la cession de bases navales et aériennes.

Départ de quakers anglais pour **Moscou.**

MERCREDI 18 JUILLET. — On annonce un remaniement du gouvernement **espagnol.**

Ouverture à Saint-Malo du congrès du **Syndicat national des Instituteurs** autonome.

VENDREDI 20 JUILLET. — Assassinat à Aman du **roi de Jordanie.**

JEUDI 26 JUILLET. — Accord à **Kaesong** sur l'ordre du jour des négociations.

MARDI 31 JUILLET. — Elections dans l'état d'**Israel.** Avance des travaillistes. Léger recul de l'extrême-gauche. Forte avance des conservateurs.

Le gouverneur du **Sud Vietnam** et le commissaire français sont tués à Sadec (130 km. de Saïgon) par un « volontaire de la mort » du Vietminh.

JEUDI 2 AOUT. — Après l'attentat de Sadec dans le **Vietnam,** quarante suspects sont arrêtés.

DIMANCHE 5 AOUT. — Ouverture à **Berlin** (zone soviétique) du congrès des Jeunesses... « pacifistes » (?)

LUNDI 6 AOUT. — Le Soviet suprême de l'**U.R.S.S.** propose aux U.S.A. une conférence à cinq.

A **Téhéran,** conférence des délégations anglaise et iranienne.

VENDREDI 10 AOUT. — Les pourparlers d'armistice ont repris à **Kaesong** (Corée du Nord).

LUNDI 13 AOUT. — On annonce que l'U.R.S.S. participera à la conférence de San-Francisco pour **le traité de paix avec le Japon.**

A **Varsovie,** verdict dans le procès des généraux polonais inculpés de trahison. Tous les accusés sont reconnus coupables.

A **Bucarest,** procès semblable. 4 condamnations à mort.

On annonce une scission dans le mouvement **communiste indépendant français.**

MARDI 14 AOUT. — Accord entre l'**Irak** et les compagnies pétrolières.